

WORLD POLICY CONFERENCE

Deuxième édition, 30 Octobre – 1^{er} Novembre 2009
Marrakech – Maroc



WORLD
POLICY
CONFERENCE

www.worldpolicyconference.com

العلماء

WORLD POLICY CONFERENCE

Deuxième édition, 30 Octobre – 1^{er} Novembre 2009
Marrakech – Maroc

Sommaire

Préface	page 5
Programme	page 6
Ouverture	page 8
Sessions plénières	page 14
Déjeuners et dîners débats	page 36
Clôture et dîner de gala	page 42
Invités	page 49
Discours d'ouverture et de clôture	page 55
Presse	page 67
Partenaires et organisateur	page 72

Préface



L'objectif de la World Policy Conference (WPC), réunie pour la première fois à Évian en octobre 2008, est de contribuer à la redéfinition et à la reconstruction de la gouvernance mondiale. Cette deuxième édition, de format volontairement plus compact, est restée sur la même ligne. Elle a rassemblé, à Marrakech, 110 personnalités de premier plan venant de 34 pays.

La révolution des technologies de l'information et de la communication a provoqué un essor sans précédent de l'interdépendance, dans tous les domaines. Mais les systèmes de surveillance et de décision n'ont pas suivi, d'où la crise financière amorcée en 2007. Les institutions internationales et les États ont finalement pris des mesures grâce auxquelles le pire a été évité. Pour autant, la gouvernance mondiale est extrêmement fragile dans la sphère économique comme dans la sphère politique, toujours minée par des drames comme le conflit israélo-palestinien ou celui sur le Cachemire. À la faveur de la crise, un consensus s'est dégagé pour affirmer la primauté des États, qui doivent cependant s'appuyer au cas par cas sur les autres parties prenantes.

C'est sur cette idée que, d'une façon sans doute prémonitoire, nous avons initialement conçu la WPC. Pour améliorer la gouvernance mondiale, aucun domaine ne doit être négligé. En plus de l'économie, de la finance ou de la sécurité au sens large, il y a par exemple les questions de l'énergie, du climat, de l'eau, de l'alimentation et de la santé. Chacune d'elles soulève des difficultés techniques, mais en définitive aucun progrès durable n'est envisageable sans dépassement des idéologies et sans approfondissement du « dialogue des cultures ». Pareille expression, d'apparence banale, recouvre en fait le noyau dur de la problématique de la gouvernance. C'est, me semble-t-il, l'une des conclusions les plus fortes de la conférence de Marrakech. Reste à voir comment donner un tour opérationnel à ce « dialogue ».

La deuxième édition de la WPC a apporté une riche moisson d'analyses et d'idées constructives. Elle a montré que, dans un cadre approprié, des hommes et des femmes de bonne volonté peuvent être capables de faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers, au service de l'humanité toute entière et dans une perspective à long terme.

Je remercie chaleureusement les participants pour leurs contributions, ainsi que celles et ceux qui ont rendu cette belle conférence possible, à commencer par les amis marocains dont la générosité est sans pareille.

J'espère vous retrouver tous pour la troisième édition de la WPC, les 14-17 octobre 2010 à Mazagan.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'T' followed by a series of loops and a horizontal line at the end.

Thierry de Montbrial
PRÉSIDENT ET FONDATEUR
FÉVRIER 2010



Programme

VENDREDI 30 OCTOBRE

19 h 30 Cocktail

20 h 30 **Dîner-débat**
avec **Nambaryn Enkhbayar** (ancien président de Mongolie)

SAMEDI 31 OCTOBRE

8 h 30 - 9 h 30 **Ouverture**

Lecture du message de Sa Majesté Mohammed VI, roi du Maroc

Allocation d'ouverture par **Thierry de Montbrial**
(président et fondateur de la WPC)

Message de **Kofi Annan** (septième secrétaire général des Nations unies)

9 h 30 - 11 h 00 **Session 1**

« **Architecture de la gouvernance politique** »

Intervenants : **Nambaryn Enkhbayar** (ancien président de Mongolie),
Han Seung-Soo (ancien Premier ministre de la République de Corée),
Hubert Védrine (ancien ministre français des Affaires étrangères),
Robert Blackwill (chercheur et conseiller du président, RAND Corporation ;
ancien ambassadeur des États-Unis en Inde)

Modérateur : **Steve Erlanger** (*The New York Times*)

11 h 00 - 11 h 30 **Pause-café**

11 h 30 - 12 h 45 **Session 2**

« **La gouvernance macro-économique** »

Intervenants : **Fathallah Oualalou** (président, Commune urbaine de Rabat ;
ancien ministre marocain des Finances),
Arkadi Dvorkovitch (sherpa du président Dmitri Medvedev),
Yoichi Otabe (ministre adjoint des Affaires étrangères ;
sherpa du G8, Japon),
Wolfgang Munchau (rédacteur en chef du *Financial Times*,
directeur de Eurointelligence Adviser Limited)

Modérateur : **Jacques Mistral** (directeur des Études économiques à l'Ifri)

12 h 45 - 15 h 00 **Déjeuner-débat**
avec **Han Seung-Soo** (ancien Premier ministre de la République de Corée)

15 h 00 - 16 h 15 **Session 3**

« **L'avenir du capitalisme** »

Intervenants : **Lionel Zinsou** (président-directeur général, PAI Partners),
Tommaso Padoa-Schioppa (ancien ministre italien
de l'Économie et des Finances),
Jeffrey Frieden (professeur au département gouvernemental
de l'Université de Harvard)

Modérateur : **Jean-Pierre Elkabbach** (président de Lagardère News)

16 h 15 - 16 h 45 **Pause-café**

16 h 45 - 18 h 15 **Session 4**

« **Énergie et climat** »

Intervenants : **Richard Bradley** (chef de la division Efficacité énergétique
et Environnement à l'AIE),
Anil Razdan (ancien Power Secretary, Government of India),
Manoelle Lepoutre (directeur du Développement durable
et de l'Environnement, TOTAL),
William Ramsay (directeur du programme Énergie à l'Ifri ;
ancien directeur exécutif adjoint à l'AIE)

Modérateur : **Alexei Pushkov** (directeur de l'Institute of Contemporary
International Problems à la Diplomatic Academy à Moscou)

18 h 15 - 18 h 45 **Mini-session I**

« **Migrations** »

Intervenant : **Pierre Morel** (représentant spécial de l'Union européenne
pour l'Asie centrale et la crise en Géorgie)

Discutant : **Jean Paul Guevara Ávila** (directeur général des Relations bilatérales,
ministère des Affaires étrangères, État plurinational de Bolivie)

20 h 00 - 22 h 00 **Dîner-débat**

avec **Jean-David Levitte** (conseiller diplomatique et
sherpa du président Nicolas Sarkozy)

DIMANCHE 1^{ER} NOVEMBRE**9 h 00 - 10 h 45** Session 5
« Sécurité »

Intervenants : **Meir Sheerit** (membre de la Knesset, ancien ministre de l'Intérieur d'Israël),
Yutaka Iimura (envoyé spécial du gouvernement du Japon pour le Moyen-Orient et l'Europe),
Sergei Karaganov (président du présidium du Conseil sur la politique étrangère et de défense à Moscou),
Dominique Moïsi (conseiller spécial à l'Ifri)

Modérateur : **Quentin Peel** (*Financial Times*)

10 h 45 - 11 h 45 Session 6
« Réglementations économiques et financières »

Intervenants : **Kemal Derviş** (vice-président et directeur du Programme d'économie mondiale et du développement à la Brookings Institution ; ancien ministre turc des Affaires économiques et du Trésor),
Nicolas Véron (chercheur, Bruegel, Bruxelles)

Modérateur : **Jacques Mistral** (directeur des Études économiques à l'Ifri)

11 h 45 - 12 h 15 Pause-café**12 h 15 - 13 h 30** Session 7
« Droit international »

Intervenants : **Celso Lafer** (professeur de philosophie du droit à l'Université de São Paulo, ancien ministre des Affaires étrangères du Brésil),
Serge Sur (professeur à l'Université de Paris II – Panthéon-Assas),
Assia Bensalah Alaoui (ambassadeur itinérant, Royaume du Maroc)

Modérateur : **Philippe Moreau Defarges** (chercheur et co-directeur de RAMSES à l'Ifri)

13 h 30 - 15 h 30 Déjeuner-débat
avec **Amr Moussa** (secrétaire général de la Ligue des États arabes)**15 h 30 - 17 h 00** Session 8
« Santé et environnement »

Intervenants : **José Ángel Córdova Villalobos** (ministre de la Santé des États du Mexique),
Cherif Rahmani (ministre algérien de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme),
Bruno Lafont (président de Lafarge),
Thomas Wellauer (Head Corporate Affairs et membre exécutif de Novartis)

Modérateur : **Dominique Moïsi** (conseiller spécial à l'Ifri)

17 h 00 - 17 h 30 Pause-café**17 h 30 - 18 h 45** Session 9
« Eau, agriculture et alimentation »

Intervenants : **Michel Camdessus** (ancien directeur général du FMI ; gouverneur honoraire de la Banque de France),
Christian Bréchet (vice-président pour les Affaires médicales et scientifiques de Mérieux Alliance),
Louise Fresco (professeur à l'Université d'Amsterdam)

Modérateur : **Philippe Moreau Defarges** (chercheur et co-directeur de RAMSES à l'Ifri)

18 h 45 - 19 h 15 Mini-session II
« Le rôle des régions dans la mondialisation »

Intervenant : **Jordi Pujol** (ancien président du Generalitat de Catalunya)

Discutant : **Moulay Driss Mdaghri** (président, Association marocaine d'intelligence économique, AMIE)

19 h 15 - 19 h 45 Clôture
Thierry de Montbrial (président et fondateur de la WPC)**21 h 00** Dîner de gala

Premier discours : **Taieb Fassi Fihri** (ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Royaume du Maroc)

Deuxième discours : **Michael Posner** (secrétaire d'État adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'Homme et au Travail, États-Unis, fondateur et président de Human Rights First)

Troisième discours : **Samuel Kaplan** (ambassadeur des États-Unis au Maroc)



OUVERTURE





Policy Conference
October 30th - November 1st 2009





Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Discours lu par Mohamed Moâtassim, conseiller de Sa Majesté, Royaume du Maroc

“**A**ussi, la maîtrise des relations internationales suppose-t-elle une vraie gouvernance axée sur la justice et la rigueur. Celle-ci a un nom : la constitution d’un « projet de société universelle » qui doit se décliner dans des mécanismes de prise de décisions participatives et *bottom up* et l’intégration de paramètres spirituels tels que la *niyya* qui, dans l’islam, revêt une importance fondamentale et renvoie à la puissance croisée de l’intentionnalité, de la sincérité et de la foi. (...) Pour cela, nous devons faire en sorte que cette mondialité devienne l’affaire de tous, qu’elle soit appropriée par tous les acteurs et tous les pays, petits ou grands, aux termes d’un projet inédit et mobilisateur : un « projet de société universelle » qui nous permette de renouer aussi bien avec l’esprit des Lumières, celui de Kant, qu’avec celui d’Ibn Khaldoun, premier théoricien de l’histoire universelle des civilisations.”





Thierry de Montbrial

Président et fondateur de la WPC

“**C**e que nous cherchons à faire aujourd’hui – nous, je veux dire la World Policy Conference, mais au-delà tous ceux qui travaillent à ce problème de la gouvernance –, c’est réaliser une approximation praticable et réaliste du projet de paix perpétuelle : ce vieux projet auquel, comme vous l’avez dit, sont associés des noms illustres. (...) Nous voulons travailler à l’émergence d’une version concrète et réaliste d’un tel projet. L’enjeu est vital parce que, si nous ne parvenons pas à adapter nos structures de coordination à un monde qui change vite et même trop vite, nous vivrons des crises systémiques dont celle que nous avons traversée sur le plan économique et financier ces derniers mois ne donnerait qu’un avant-goût.”

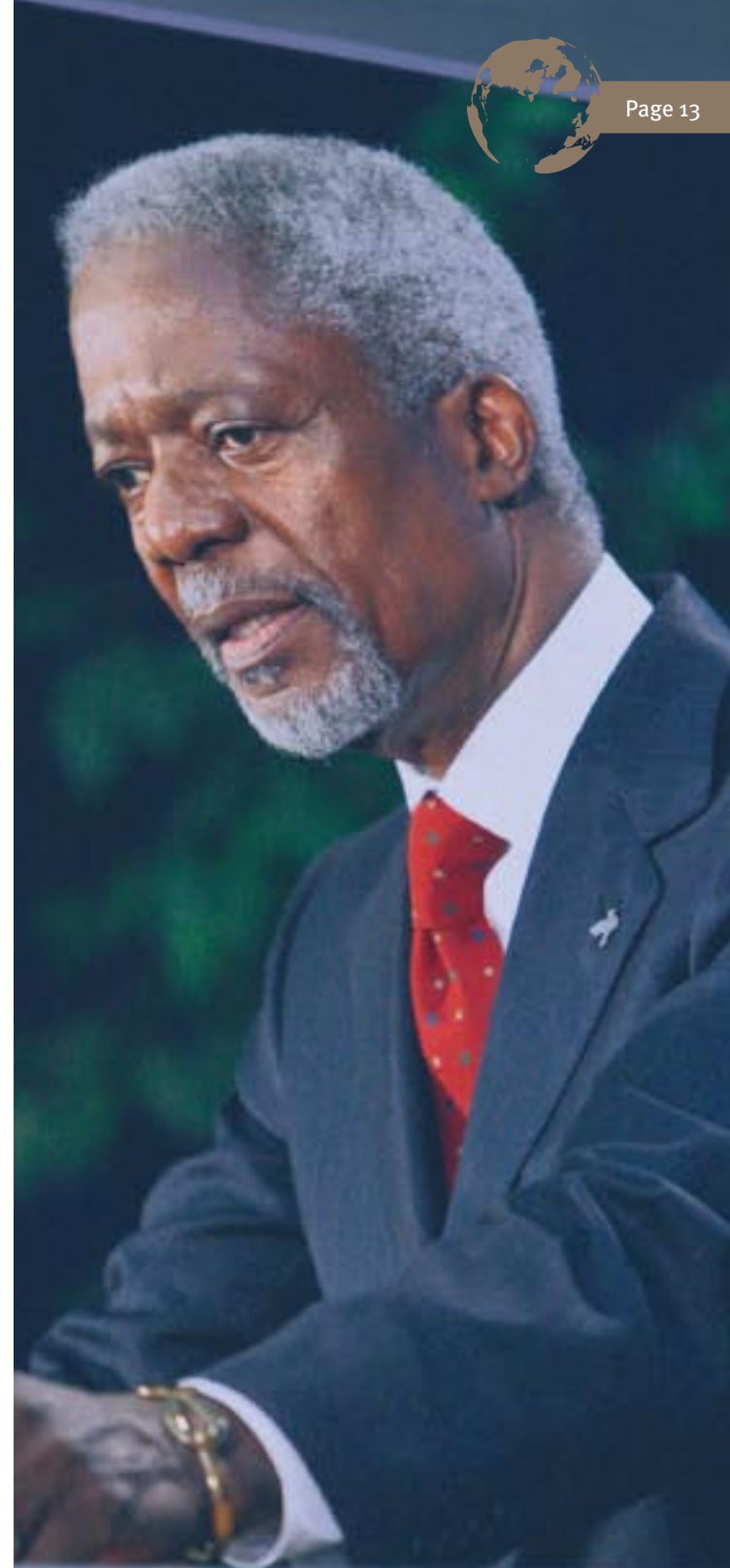


Kofi Annan

Septième secrétaire général des Nations unies,
Discours enregistré

“**M**esdames et Messieurs, c’est avec grand plaisir que je me joins à vous aujourd’hui, même si c’est à distance. Vous vous êtes réunis à Marrakech pour discuter de l’une des questions les plus importantes de notre époque. Les événements de l’an dernier ont prouvé assez spectaculairement l’importance de l’interconnexion de notre monde. Ils ont également prouvé la nécessité d’une réforme de grande envergure des mécanismes institutionnels utilisés pour gérer notre interdépendance grandissante. La crise financière et ses conséquences sont encore un rappel évident de la nécessité de définir des systèmes de gouvernance plus démocratiques, bienfaisants et efficaces. En outre, tant que toutes les puissances mondiales ne seront pas incluses dans les débats sur des questions comme la crise économique, le commerce ou le changement climatique, nos institutions manqueront de la richesse et de la légitimité nécessaires pour relever les défis d’aujourd’hui.

Je me réjouis des efforts de la World Policy Conference pour promouvoir la réforme de ces institutions, et vous souhaitez des débats très enrichissants et une rencontre constructive. J’ai hâte de lire les résultats de vos délibérations.”



WORLD
POLICY
CONFERENCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE



WORLD
POLICY
CONFERENCE

ت ا

SESSIONS
PLÉNIÈRES

اللقاءات





Architecture de la gouvernance politique



Nambaryn Enkhbayar
ancien président
de Mongolie

La gouvernance mondiale doit aussi traiter des procédures, de la façon dont on doit interpréter et gérer les règles que nous avons édictées. Elle doit également traiter des programmes et de ce qui doit ressortir dans les accords et documents que nous produisons ensemble. En conséquence de cela, la gouvernance mondiale est non seulement une question de réglementation, mais aussi une vision pour l'avenir. (...) La gouvernance mondiale se donne également comme objectif de mettre un terme aux divisions et de rassembler tout le monde pour construire ensemble un

avenir meilleur. Il nous faut penser aux critères qui pourraient nous indiquer que la gouvernance mondiale fonctionne correctement. Il s'agit d'instaurer des critères de performance basés sur la qualité de vie que nous essayons d'atteindre ensemble.



Hubert Védrine
ancien ministre français
des Affaires étrangères

Dans l'hypothèse positive, les Occidentaux arriveraient à mener ce que j'ai appelé dans l'un de mes essais une sorte de *smart realpolitik*, donc à la fois réaliste et intelligente en intégrant toutes les nouvelles données du monde. Les Européens, s'ils sont capables de dépasser leur nombrilisme, s'organiseraient eux aussi dans le G20 pour gérer ce passage, douloureux pour eux mais inévitable. Mais il y a les autres, les grands pays émergents. (...)

Ils entrent dans le système mondial non pas parce qu'on a eu la bonté de leur faire une place mais simplement parce qu'ils la prennent et que ce n'est plus possible autrement, mais sans chercher à développer un engagement responsable. Ils avancent leurs pions le plus possible avant d'accepter de nouvelles règles. L'issue n'est pas écrite d'avance.

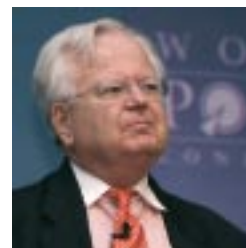


Han Seung-soo
ancien Premier ministre
de la République de Corée

Il est certain que les institutions de Bretton Woods en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ont besoin d'une profonde restructuration, voire d'une réforme complète. (...) Nous sommes à un tournant clé de l'histoire de l'humanité. Dans un monde marqué par des progrès sans précédent, mais également par des menaces tout aussi omniprésentes, nous ne devons pas avoir peur des crises.

Il est courant de dire que la sagesse est de savoir comment transformer une crise en occasion à saisir. Le terme « crise » en chinois

a deux sens : danger et chance à prendre. Face aux crises que nous traversons aujourd'hui, à savoir les dangers et les occasions à saisir, nous devons faire tout notre possible pour transformer ces dangers en occasions de changement. Pour cela, nous devons créer une nouvelle forme de gouvernance politique : un changement par le haut et pour le meilleur, un changement vers un nouveau paradigme de gouvernance.



Robert Blackwill
chercheur et conseiller du
président, RAND Corporation ;
ancien ambassadeur
des États-Unis en Inde

Les grandes puissances doivent travailler davantage pour trouver une convergence stratégique sur les principaux problèmes auxquels fait face le système international : processus de paix au Moyen-Orient, Irak, Iran, Afghanistan, non-prolifération nucléaire, économie mondiale, échanges commerciaux, changement climatique, etc. (...) Cela nécessite la participation des plus importantes nations émergentes (la Chine, l'Indonésie, le Brésil, l'Égypte, l'Afrique du Sud) dans les prises de décision mondiales et pas simplement pour les photos de famille prises lors des rassemblements internationaux. (...) Cela signifie le renforcement systémique du pouvoir et de l'influence

des institutions internationales ayant des missions d'ordre économique, financier, commercial et sécuritaire. Le FMI, la Banque mondiale et les instituts d'études juridiques régionaux seraient un bon début.



World Policy Conferen



La gouvernance macro-économique



Fathallah Oualalou
président, Commune urbaine de Rabat ; ancien ministre marocain des Finances

La nouvelle gouvernance macro-économique issue d'un nouvel arbitrage entre l'État et le marché prend progressivement une forme mixte. (...) Il s'agit d'une réhabilitation du politique et de la construction de nouvelles formes de partenariat public-privé.

La réadaptation de la gouvernance macro-économique au niveau des pays a été accompagnée par l'affirmation de la concertation internationale entre les gouvernements et les banques centrales, concertation imposée par les exigences de la globalisation. De même, la fonction du FMI a été réhabilitée. (...) En se substituant au G8, le G20 ouvre la voie à la

multipolarité. Ce changement reflète surtout l'affirmation des positions des grands pays émergents dans le débat économique à l'échelle planétaire.



Yoichi Otabe
ministre adjoint des Affaires étrangères ; sherpa du G8, Japon

Comment optimiser l'efficacité de cette coopération (...). Premièrement, tous les pays concernés doivent s'engager politiquement dans le processus. (...) Deuxièmement, l'importance de « l'examen ou de la pression mutuelle ». Dans l'idéal, pour garantir la prévisibilité, les instruments exécutoires doivent être élargis pour couvrir le plus de domaines possibles. Toutefois, soyons réalistes, la sagesse du G7 et de l'OCDE repose sur leur introduction et leur renforcement de ce mécanisme d'« examen mutuel ». (...) Troisièmement, l'importance de politiques structurelles, comme je l'ai déjà mentionné, pour rééquilibrer la demande

mondiale, renforcer le potentiel de croissance et tenir davantage compte des dimensions sociales et environnementales de nos économies.



Arkadi Dvorkovitch
sherpa du président Dmitri Medvedev

Je ne peux pas concevoir un modèle de croissance économique mondiale sans déséquilibres. Il est impossible de croître rapidement sans eux dans la mesure où ils sont sources de dynamisme et de croissance. Ainsi, l'important n'est pas d'empêcher complètement les déséquilibres mais d'avoir des déséquilibres gérables pouvant être contenus et financés, dont on peut surveiller les développements dangereux et éliminer les risques avant qu'ils ne provoquent une autre crise. La question est de savoir qui va gérer ces déséquilibres et les candidats sont nombreux.

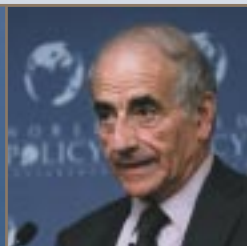
(...) Nos décisions doivent devenir des engagements légaux (...). La Russie est prête à participer à l'élaboration de tels accords internationaux contraignants.



Wolfgang Munchau
rédacteur en chef du *Financial Times*, directeur de Eurointelligence Adviser Limited

Premièrement, la coordination des politiques mondiales est un processus *ad hoc*. (...) une coordination *ad hoc* n'est pas la solution appropriée après une crise, et ce pour plusieurs raisons. (...) La raison essentielle est que nous ne comprenons pas très bien cette crise. Nous pensons la comprendre, mais notre compréhension évolue encore. (...) La seconde raison de l'échec de ce processus de coordination mondiale est le fait que les pays ont un droit de veto national. Je comprends que l'on ne puisse pas immédiatement mettre en place des systèmes de vote à la majorité. Toutefois, cela génère des situations dans lesquelles les pays à secteur financier important, notamment les États-Unis et la

Grande-Bretagne, bloquent les avancées, estimant que l'accord irait à l'encontre de leur intérêt national. (...) En définitive, avec un processus de coordination *ad hoc* et intergouvernemental, nous ne parvenons pas à nous accorder sur ce qui doit être fait, mais seulement sur ce qui nous convient.





L'avenir du capitalisme



Lionel Zinsou
président directeur-
général, PAI Partners

S'il y a une idée particulièrement fautive dans cette crise mais qui reste particulièrement forte, c'est cette idée que la financiarisation excessive de l'économie était la racine principale de la crise. Cette idée me paraît faible : la financiarisation de l'économie est quelque chose qui perdurera parce qu'elle est nécessaire (...). Malheureusement, dans le domaine de « l'économie réelle », c'est quand même beaucoup plus difficile de régler l'offre, la demande et le prix des marchés de biens et de services ; et là, on se prépare une nouvelle crise. (...) À l'évidence, rien n'est réglé sur les

grands marchés de l'économie réelle. (...) la reprise peut créer une crise sociale majeure, c'est-à-dire l'insupportable coexistence de la croissance forte et de la montée brutale de la pauvreté.



Jeffrey Frieden
professeur au département
gouvernemental de
l'Université de Harvard

Un ordre économique international ouvert nécessite une coopération systématique, ciblée et concertée entre les nations. (...) Les États ne peuvent travailler ensemble, et ne travailleront effectivement ensemble, que s'ils bénéficient du soutien politique national nécessaire pour élaborer les politiques liées à la coopération internationale. (...) Les déséquilibres macro-économiques ne doivent pas être considérés comme nécessairement négatifs, sauf lorsqu'ils ne peuvent plus être supportés, et je serais tenté de dire que les déséquilibres créés depuis quinze ans ne sont plus tenables. (...) Nous allons connaître des

ajustements économiques majeurs, aussi bien dans les pays déficitaires qu'excédentaires, et ces ajustements nationaux seront probablement difficiles, socialement perturbateurs et politiquement conflictuels. Les conflits politiques autour du processus d'ajustement pourraient bien menacer la structure de la coopération économique mondiale.



Tommaso Padoa-Schioppa
ancien ministre italien de
l'Économie et des Finances

1989 marque la fin définitive de cette illusion alors que la période 2007-2009 ne marque en aucun cas la fin de la découverte d'Adam Smith, à savoir que lorsqu'elle est encadrée par la loi et un ensemble approprié d'institutions, la promotion de l'intérêt personnel a le pouvoir miraculeux de renforcer la richesse collective des nations. Cette proposition fondamentale, selon moi, n'a pas été démentie par la crise. Ainsi, ce qui a échoué dans cette crise, ce n'est pas le système en vertu duquel les individus ou les entreprises poursuivent leur propre intérêt mais une version de ce système dans laquelle ils poursuivent leur intérêt

personnel en l'absence d'encadrement par les règles et l'action publique qui sont requises pour produire ce miracle.





Énergie et climat



Richard Bradley
chef de la division
Efficacité énergétique et
Environnement à l'AIE

Le changement climatique représente un défi sans précédent pour les États et pour le secteur de l'énergie en particulier. (...) Que doit-il se passer plus particulièrement à Copenhague en matière de transformation énergétique ? Premièrement, des incitations poussant à investir dans des technologies plus propres pour les constructions nouvelles et pour la remise à neuf des biens d'équipement existants doivent être mises en place. (...) Quel que soit le portefeuille de mesures politiques appliquées par les États suite au sommet de Copenhague, transformer la structure des biens d'équipement existants prendra du temps.

(...) Enfin, pour être efficace, l'accord-cadre devra favoriser une plus grande coopération internationale. (...) Aucun État n'aura à lui seul la capacité de développer l'ensemble des technologies nécessaires pour rendre écologiques tous les secteurs économiques générateurs de gaz à effet de serre.



Manoelle Lepoutre
directeur du
Développement durable et
de l'Environnement, TOTAL

Les technologies existent, mais il faut travailler à leur optimisation pour en baisser les coûts et il faut aussi travailler avec les autorités publiques pour que ce soit une solution acceptable pour le citoyen et pour qu'il y ait aussi une incitation réelle et un cadre pour que les industriels émetteurs et ceux qui ont la compétence pour stocker dans les couches géologiques coopèrent. Tout cela est à faire suivant une transition progressive, nécessaire, sans créer de rupture majeure dans l'équilibre mondial assez sensible auquel nous avons à faire.

(...) C'est la responsabilité de tous, des industriels aussi, de construire et de développer l'accès à l'énergie des populations actuelles et futures en essayant de préserver au mieux les équilibres, de construire les équilibres du futur, en prenant en compte systématiquement la complexité scientifique, technologique, économique aux échelles locales et globales.



Anil Razdan
ancien Power Secretary,
Government of India

Les quatre « E » qui accompagnent tout développement durable sont l'énergie, l'équité, l'environnement et l'efficacité. L'énergie, facteur majeur du développement et de la réduction de la pauvreté, doit être disponible, abordable, fiable et durable. (...) À mon sens, les pays en développement doivent être autorisés à se développer et à réduire la pauvreté tout en poursuivant des politiques constructives, politiques que les États démocratiques et éclairés continueront à mettre en œuvre dans un esprit de coopération. Selon moi, la technologie sera encore une fois la solution face aux

coûts. Je ne pense pas que les pays en développement puissent acquérir les nouvelles technologies aux prix indiqués. (...) Ces coûts doivent être partagés avec les pays en développement dans la mesure où ces pays ne demandent pas la gratuité de l'énergie, des sources énergétiques ou de la technologie.



William Ramsay
directeur du programme
Énergie à l'Ifrri ;
ancien directeur exécutif
adjoint à l'AIE

Nous devons dépasser cette surenchère d'objectifs et exiger des politiques qu'ils fixent un objectif pour 2015. Nous devons fixer un objectif pour 2012 afin de soumettre les politiques à l'épreuve des faits dans les limites de leurs échéances électorales pour voir ainsi s'ils sont fidèles à leurs engagements. Tout le monde dit que la baisse de l'intensité énergétique est efficace, que les économies consomment beaucoup moins d'énergie par unité de PIB, etc. Pourtant, les émissions de carbone ne diminuent pas. Au contraire, au total, elles augmentent et n'ont diminué que dans huit pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) depuis dix-sept ans, et encore

s'agit-il des pays d'Europe de l'Est ou de l'ancienne Allemagne de l'Est. En réalité, aucun pays n'écarte le carbone de son bouquet énergétique.





Sécurité



Meir Sheerit
membre de la Knesset,
ancien ministre de
l'Intérieur d'Israël

Le terrorisme n'est plus composé de petits groupes luttant contre les grandes puissances. Il implique des réseaux internationaux, très sophistiqués et très bien financés, qui manipulent les démocraties et les utilisent contre elles-mêmes. Ils sont décidés à faire tout leur possible pour atteindre leur objectif, à savoir imposer le fondamentalisme islamiste au monde. Je suis désolé de voir que les démocraties ne sont même pas parvenues à donner une définition du terrorisme. Le terrorisme, c'est atteindre des objectifs politiques par la violence mais cette définition n'est pas acceptée et personne n'aborde la question de ce point de vue. Nous

avons perdu la bataille contre le terrorisme car nous combattons les mains liées.



Sergei Karaganov
président du présidium
du Conseil sur la politique
étrangère et de défense
à Moscou

Le problème était que, tandis que les États-Unis se voyaient en vainqueur, la Russie ne se considérait pas comme une nation vaincue. L'élite russe pensait être le vainqueur et comptait sur au moins une paix honorable. En outre, la Russie était l'un des deux pays en Europe qui, avec la Grande-Bretagne, n'avait jamais été vaincu. Nous vivions une période sombre mais notre moral n'était pas entamé et nous étions prêts à nous battre. Nous comprenons que l'élargissement de l'OTAN pouvait à terme entraîner la guerre sur le sol européen. (...) Point positif, le clivage en Europe doit être supprimé par la signature d'un nouveau traité de sécurité ou l'intégration de la Russie dans

l'OTAN. Le clivage au Moyen-Orient doit être supprimé en offrant des garanties nucléaires à Israël et à tous les autres pays impliqués. C'est aux États-Unis et à la Russie d'en prendre la responsabilité.



Yutaka Imura
envoyé spécial du
gouvernement du Japon
pour le Moyen-Orient
et l'Europe

Aujourd'hui, si le sommet de l'Asie de l'Est compte bien seize pays membres, il coexiste néanmoins avec un nombre de forums alternatifs, signifiant que la question du choix des pays membres d'une future communauté de l'Asie de l'Est est encore loin d'être résolue. (...)

Il est important que les personnes impliquées dans l'élaboration de politiques internationales aient une vision compréhensive de la situation de chaque région. Je soulignerai qu'une approche orientée sur un thème précis incombe de nombreux risques. Par exemple, une approche se focalisant uniquement sur

les droits de l'homme, la démocratisation, le bénéfice économique ou l'exportation d'armes peut potentiellement déstabiliser une région.



Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifrri

La bonne nouvelle, effectivement, c'est que ni la Chine ni l'Inde ne sont des puissances révisionnistes. Elles se satisfont d'un *statu quo* qui semble aller dans le sens de leur histoire ; contrairement peut-être à la Russie qui veut retrouver un monde qui a disparu et qu'elle ne retrouvera pas. (...) Dans ce système, en tant qu'europeen, je suis frappé de la lenteur avec laquelle nous intégrons ces changements intervenus dans le monde. En fait, au cours des dernières années, nous nous sommes consacrés à des problèmes finalement mineurs

qui nous ont fait perdre un temps fou : la définition de nos frontières et la définition de nos institutions. Et au moment où l'histoire du monde s'accélérait, l'histoire de l'Europe faisait du surplace. Il y a une grande contradiction là aussi entre le discours ambitieux qui est le nôtre et les pratiques politiques qui sont les nôtres.





Réglementations économiques et financières



Kemal Derviş
vice-président et directeur du Programme d'économie mondiale et du développement à la Brookings Institution ; ancien ministre turc des Affaires économiques et du Trésor

On a beaucoup évoqué les grands déséquilibres de paiement, les *global imbalances* des paiements, et donc la liquidité que ces déséquilibres ont créée aux États-Unis, l'apport de capitaux surtout d'origine d'Extrême-Orient, de Chine, mais aussi du Moyen-Orient. (...) Si c'est de nouveau l'Amérique qui absorbe toute cette liquidité, on aura de nouveaux problèmes. Je pense que le déficit américain restera. Il n'y aura pas d'excédent américain ou même une balance courante américaine en équilibre, mais si l'Amérique a un déficit de 2 % du PIB, il faudra – j'en ai fait le calcul – grosso modo sur les cinq prochaines années que l'ensemble des pays en voie de développement et des pays émergents, excluant la Chine, aient un déficit d'environ 4 % du PIB. Je pense que c'est jouable, que ce n'est pas excessif. (...) C'est là où la gouvernance doit

intervenir. Il faut que ce flux de capital, qui a ses origines dans les pays pétroliers et en Chine, s'oriente plus vers les pays en voie de développement et les pays émergents plutôt qu'en Amérique seulement.



Nicolas Véron
chercheur, Bruegel, Bruxelles

La leçon que l'on connaissait déjà avant la crise mais qui a été beaucoup accentuée par la crise, c'est que cette normalisation internationale, si on veut vraiment avoir une concurrence libre et non faussée, est extrêmement difficile. Elle est difficile pour des raisons qui sont, avant tout, des raisons politiques et non techniques, qui sont liées à des différences de situation de départ mais aussi à des différences de systèmes de décision publique et de démocratie, ou d'ailleurs d'absence de démocratie. Le thème des normes comptables internationales qui est très polémique, qui est devenu particulièrement

polémique avec la crise, en est une bonne illustration.

Il ne suffit pas d'avoir des normes communes, il faut qu'elles soient appliquées d'une manière similaire, cohérente, et que la supervision soit cohérente et le contrôle des risques avec elles par les autorités publiques.

De ce point de vue, il faut être réaliste, il n'y aura pas d'autorité de régulation ou de supervision financière mondiale. Néanmoins, il est crucial de déterminer des priorités pour que la cohérence dans l'application de normes communes et le caractère commun des normes soient suffisants.



WORLD POLICY CONFERENCE





Droit international



Celso Lafer

professeur de philosophie du droit à l'Université de São Paulo, ancien ministre des Affaires étrangères du Brésil

Les raisons de la complexité de l'ordre du jour international sont liées au défi diplomatique que représente l'élaboration d'un système mondial basée sur la compréhension des intérêts communs en dépit de l'asymétrie des puissances et de l'hétérogénéité des valeurs. (...) L'un des éléments du programme international actuel concerne les politiques d'identité et de reconnaissance, et cela remet en question la capacité d'un principe tel que l'auto-détermination à faire face à ce nouveau défi qui déstabilise le système international d'États actuel. Le second problème est lié aux aspirations normatives de l'ordre mondial qui incluent les droits de l'homme, la démocratie, les formes de coopération internationale et tout

ce qui est lié à ces aspirations éthiques, et il est aussi de savoir dans quelle mesure leur efficacité dépend de la spécificité des puissances politiques. (...) La troisième question à l'ordre du jour international concerne la paix et les problèmes de sécurité que nous avons mentionnés.



Assia Bensalah Alaoui

ambassadeur itinérant, Royaume du Maroc

L'essor du droit international a en effet été remarquable, au xx^e siècle, ne l'oublions pas, avec des négociations sans précédent pour ne citer que la convention sur le droit de la mer et les accords régissant le commerce international ! La définition, le maintien, le changement, la modification des règles régissant tous les problèmes contemporains : la finance, le commerce, les échanges, la sécurité, l'aide, etc., constituent l'essentiel de l'activité internationale. Et pourtant, la faiblesse de cette régulation internationale, que l'on nomme *anomie* depuis Durkheim, est notoire. (...)

De toute façon, hélas, rien ne laisse penser que l'on s'achemine vers ce scénario vertueux et optimal. Dans ces cas, que nous reste-t-il ? (...) Il reste à espérer que le « martèlement » des consciences finisse par produire ce sursaut salutaire pour une meilleure gouvernance d'un système international bien plus juste et plus équitable, qui reste à inventer !



Serge Sur

professeur à l'Université de Paris II – Panthéon-Assas

Pour ce qui est des mécanismes du droit international tel qu'il est, il convient de mettre en lumière leur créativité et leur flexibilité.

Leur *créativité* : dans le cadre du droit des traités, en particulier, sont apparus au cours des dernières décennies de nouveaux concepts, tels que les mesures de confiance (*Confidence and Security Building Measures*) ; les opérations élargies du maintien de la paix ; des combinaisons d'obligations internationales et de règles internes aux États ; des formes nouvelles d'internationalisation pour l'espace extra-atmosphérique. (...)

Leur *flexibilité* : le droit international a développé de nouvelles formes de régulations internationales, telles que le *Soft Law*, ou droit souple, des *Guidelines*, ou directives, des codes de conduite, qui adaptent la rigueur du droit aux questions et aux situations évolutives.





Santé et environnement



José Ángel Córdova Villalobos
ministre de la Santé
des États du Mexique

Il faut commencer par reconnaître que les systèmes de santé sont maintenant confrontés à des défis sans précédent. D'abord la charge financière due aux transitions épidémiologiques et démographiques qui est surmontable uniquement à travers d'énormes investissements sur le programme de prévention et de promotion de la santé. D'autre part, l'insuffisance de ressources humaines pour la santé qui est due à la crise économique globale, à une plus grande demande de systèmes publics et moins de ressources dans la chute des revenus fiscaux.



Bruno Lafont
président de Lafarge

La protection de l'environnement est compatible avec la croissance et avec le développement, pour autant qu'effectivement ils soient étudiés et menés par des entreprises responsables. (...) Les compagnies et les entreprises peuvent faire beaucoup pour l'environnement quand elles sont responsables. (...) Les entreprises sont plus rapides, plus actives dans le domaine de la protection de l'environnement lorsqu'elles travaillent dans un cadre clair, dans un cadre stable et dans un cadre où les ambitions sont clairement fixées. (...) Une bonne gouvernance

trouverait le meilleur système de décision au niveau des États, mais utiliserait aussi tous les leviers, tous les acteurs impliqués dans la réflexion et dans l'action, soit une coopération entre les gouvernements et les entreprises responsables. (...) Cette coopération est nécessaire à tous les niveaux : dans les villages, au niveau des États, des régions et au niveau mondial.



Cherif Rahmani
ministre algérien de
l'Aménagement du Territoire,
de l'Environnement
et du Tourisme

Il nous appartient mais il est de la responsabilité des pays développés de remettre les fils à l'endroit, corriger ce qui a été défait par un siècle d'industrialisation. C'est à ce niveau que les choses n'avancent pas, que les choses sont les plus difficiles. (...) Même s'il faut jeter les fondements d'une nouvelle politique à Copenhague et donner un élan à Copenhague, Copenhague n'est pas une fin. Copenhague ne peut être qu'un commencement. Le chemin va être extrêmement long, nous sommes devant deux stratégies, une stratégie passive fondée sur le déni de responsabilité et le déni de réalité, et une stratégie active qui me semble être importante. C'est le choix que l'Afrique a fait

pour être un pôle de négociation important. Absent à Kyoto, timide à Bali, l'Afrique sera présente fondamentalement demain à Copenhague pour que l'Afrique soit, comme l'a dit Gide, la terre des hommes, des insoumis qui apporteront une contribution très forte et pour aider surtout l'humanité à suivre sa pente naturelle et surtout l'aider à remonter sa pente.



Thomas Wellauer
Head Corporate Affairs
et membre exécutif
de Novartis

Actuellement, nous mesurons des facteurs inappropriés du système de santé et de manière inappropriée. La majorité des ministres de la Santé ou des Finances, tout comme les organismes chargés de la gouvernance mondiale de la santé, mesurent les données et très peu les résultats du système. Les données généralement prises en compte sont le nombre de lits hospitaliers, de médecins ou le coût par patient. Il est désormais possible d'évaluer également la charge de morbidité. (...)

Il faudrait que les pays puissent apprendre les uns des autres : adopter une approche centrée sur les maladies pour identifier les meilleures pratiques serait un bon début. Ce concept s'applique à la fois aux pays développés et en développement, dans la mesure où les maladies convergent et qu'un grand nombre de marchés émergents font actuellement face à la demande active de leurs citoyens d'un meilleur accès aux soins.





Eau, agriculture et alimentation



Michel Camdessus
ancien directeur
général du FMI ;
gouverneur honoraire
de la Banque de France

Il y a 27 organisations dans la constellation des Nations unies qui ont une responsabilité pour l'eau. Vous voyez un peu ce que cela peut engendrer comme duplications et désordres de toutes sortes. (...) Comment faire ? Il faut d'abord promouvoir une coopération de l'ensemble des acteurs. (...) Il faut, deuxième principe, se souvenir que le niveau stratégique pour l'action sur l'eau est local. L'eau est locale, presque par essence, parce que son coût de transport est élevé et les pertes en ligne élevées. Le niveau stratégique est donc la nation ; c'est la détermination d'avancer au plan national qui fait la différence.



Christian Bréchet
vice-président pour
les Affaires médicales
et scientifiques de
Mérieux Alliance

La sécurité alimentaire est un problème économique majeur. (...) Des mesures en matière de sécurité alimentaire doivent être appliquées dans un monde de plus en plus enclin à l'insécurité alimentaire, aux crises financières et aux changements climatiques. En outre, les réglementations en matière de sécurité alimentaire ont un coût qui peut s'avérer prohibitif. (...) Il est absolument nécessaire de normaliser la collecte et l'analyse des données de surveillance, ainsi que les méthodes microbiologiques (notamment la détection, l'identification et le typage des micro-organismes) des systèmes de surveillance en laboratoire. (...) Les recommandations réglementaires

doivent tenir compte de la réalité et correspondre aux possibilités réelles dont dispose un pays en matière d'accès à la nourriture et à l'eau. Elles doivent aussi tenir compte de la souplesse de l'industrie, des besoins de rentabilité et des contraintes. (...) Dans tous les cas, la communication est un élément essentiel à la réussite de ces mesures.



Louise Fresco
professeur à
l'Université d'Amsterdam

Nous sommes capables de nourrir le monde, même avec les connaissances actuelles, même sans application des OGM, si on est capable de faire articuler la demande, d'organiser les marchés, d'organiser la main-d'œuvre, d'organiser les intrants. Mais il se pose des questions de gouvernance sérieuses. (...) Ce qu'il faut faire et rapidement, c'est revoir les modalités de l'OMC. (...) Nous avons appris quelque chose ces dix ou vingt dernières années, c'est que le marché fonctionne, mais il doit être contrôlé et il faut absolument le contrôler aussi du point de vue des dégâts potentiels, sociaux et envi-

ronnementaux. (...) Un monde globalisé qui oublie ses racines alimentaires, ses racines rurales, c'est un monde qui court le risque très sérieux d'avoir des perturbations à cause des fluctuations de prix. Il faudrait peut-être que l'on réfléchisse aussi dans ce sens à des fonds de stabilisation.



Migrations



Pierre Morel
représentant spécial
de l'Union européenne
pour l'Asie centrale et
la crise en Géorgie

Le sujet des migrations est en plein renouvellement pour beaucoup de raisons. Premièrement, par l'information, avec partout, l'effet des antennes satellitaires. On assiste à une égalisation des aspirations par rapport au mouvement traditionnel, historique, de l'exode rural qui a traversé les siècles et a été un mode de fonctionnement normal des sociétés. (...) Autre facteur, l'incitation à la mobilité. Du fond de l'est de l'Europe, aujourd'hui, quelques dizaines d'euros vous amènent, jusqu'à l'Union européenne, que ce soit des Balkans, de Kiev ou de Russie. Il faudrait ensuite citer le vieillissement des pays d'accueil, fait très marquant en Europe pour la plupart des pays de l'Union européenne.

(...) En même temps, le phénomène classique de l'intégration qui doit être l'aboutissement de la migration, sauf les cas de migrations circulaires, devient de plus en plus urgent et en même temps de plus en plus difficile.



Jean Paul Guevara Ávila
directeur général des Relations
bilatérales, ministère
des Affaires étrangères,
État plurinational de Bolivie

La mondialisation n'est pas seulement une révolution technologique ou communicationnelle (comme elle nous a été présentée ce matin) mais elle implique également la mobilité des hommes et la capacité de transport et de déplacement des personnes. Nous ne pouvons donc pas parler de mondialisation sans mentionner les migrations mondiales. (...) Nous devons commencer par aborder la question de l'équité des échanges, dans la mesure où nos pays ont de gros efforts à faire pour améliorer les compétences des migrants, pour ne citer qu'un exemple. Je reviens sur cette notion de l'équité des échanges, et aborde là la seconde donnée de base, car l'économie mondiale, et principalement l'économie des pays

post-industrialisés, a besoin de la main-d'œuvre des migrants. (...) La mondialisation sera dépourvue de « visage humain » tant que nous ne pourrons pas reconnaître les droits de chaque personne à décider de l'endroit où elle souhaite vivre et ne serons pas capables d'exiger le respect de ses droits.





Le rôle des régions dans la mondialisation



Jordi Pujol
ancien président du
Generalitat de Catalunya

quelque chose de fort et surtout personnel, qui les touche personnellement, quelque chose qui donne un sens personnel, une assurance personnelle, mais aussi du point de vue collectif.

On disait toujours : plus le monde sera globalisé, plus les gens, par conséquent, seront proches les uns des autres – à travers l'Internet, les transports plus rapides et meilleur marché, et une économie qui débouche sur un grand marché mondial –, et plus les identités auront un poids moindre. (...) Mais la globalisation provoque des réflexes identitaires et fait sentir davantage aux gens le besoin d'avoir un repère, un point d'appui. (...) Dans le grand océan de la globalisation, beaucoup de gens ont la sensation qu'il leur faut totalement, avec une nécessité absolue, un attachement à



Moulay Driss Mdaghri
président, Association
marocaine d'intelligence
économique, AMIE

politique que par l'économie. (...) Cet espace régional redynamisé sera alors à même de contribuer à la construction d'un espace encore plus significatif qui est l'espace méditerranéen. (...) Encore faut-il que les crispations d'un autre âge soient traitées et éliminées par un acte de volonté politique commun s'appuyant sur des actions concertées de coopération et d'intégration.

Sur le plan local, celui des nations et à l'intérieur des nations, l'aspiration légitime à la reconnaissance de la spécificité des cultures locales et la demande de participation et d'autonomie des populations et de leurs élites doivent être utilisées comme levier de développement et de progrès. (...) Dans ce contexte, au niveau du Maghreb, la construction d'un ensemble homogène est un impératif auquel il faudra bien se résoudre tôt ou tard, non certes pour quelque sentimental désir d'union ou lyrisme unioniste comme le monde arabe en a connu de bien nombreux, mais parce que le temps du mariage de raison est arrivé, imposé autant par la géo-



تساق

DÉJEUNERS
& DÎNERS
DÉBATS

مناقشات
وجبات

**Nambaryn Enkhbayar**

ancien président de Mongolie

Il est primordial que la réunion sur la politique mondiale soit un lieu où les petits pays comme la Mongolie ont voix au chapitre, car nous savons désormais que les grandes entreprises et les grands pays ne peuvent pas résoudre tous les problèmes. Nous devons nous unir indépendamment de la taille de nos pays, et travailler ensemble pour améliorer le monde. En sollicitant les autres et en participant à de telles réunions, nous donnons à tous l'occasion de faire un effort pour comprendre le monde tel qu'il est aujourd'hui. Nous souhaitons que de nombreux pays adoptent un système dans lequel les présidents peuvent perdre les élections, dans lequel ils peuvent non seulement prendre le pouvoir, mais également le rendre à ceux qui ont gagné. (...) Nous sommes ici pour trouver les moyens de donner des droits aux minorités et des responsabilités aux majorités, parce que le pouvoir sans responsabilité est très dangereux.





Han Seung-Soo

ancien Premier ministre
de la République de Corée

Tout comme les voyageurs et les explorateurs du Vieux Monde, cultivons notre envie d'apprendre. Faisons preuve d'un intérêt sincère et d'une véritable curiosité envers les *autres*. (...) Tout comme les marchands et les conteurs du Vieux Monde, nous devons être audacieux dans notre approche et enthousiasmés par nos histoires. Pensons aux contributions que nous pouvons apporter. Nous n'aurons peut-être pas les réponses à toutes les questions mais cela ne doit en rien nous décourager à faire part des idées les plus stimulantes et les plus audacieuses.

Tout comme les astronomes qui regardèrent le ciel à la recherche d'étoiles, soyons ambitieux. La tâche qui nous attend est gigantesque mais nous nous souviendrons comment nous avons surmonté les difficultés par le passé grâce à la coopération et à l'amitié.





Jean-David Levitte
conseiller diplomatique et
sherpa du président Nicolas Sarkozy

La première question qui se pose à nous est celle de savoir si ce monde multipolaire sera harmonieux ou antagoniste. La réponse n'est pas évidente. (...) C'est d'autant plus nécessaire que nous vivons aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, confrontés à des crises globales qui menacent non seulement notre avenir économique mais aussi l'avenir de la planète. (...) Que faut-il penser du G20 ? C'est un succès phénoménal. (...) Mais le G20 a ses faiblesses. D'abord, on ne sait pas très bien le nombre de pays membres. (...) Le deuxième risque réside dans l'absence de règle claire sur le fonctionnement du G20. (...) Dans cette affaire de la gouvernance globale, le temps n'est pas notre allié ; le temps joue contre nous parce que, à mesure que la peur s'éloigne sur le plan économique, à mesure que le temps passe, l'élan donné risque de disparaître. Il faut donc mettre les bouchées doubles pour avancer vite et bien.





Dimanche 1^{er} novembre • 13 h 30 - 15 h 30 - Déjeuner-débat



Amr Moussa

secrétaire général
de la Ligue des États arabes

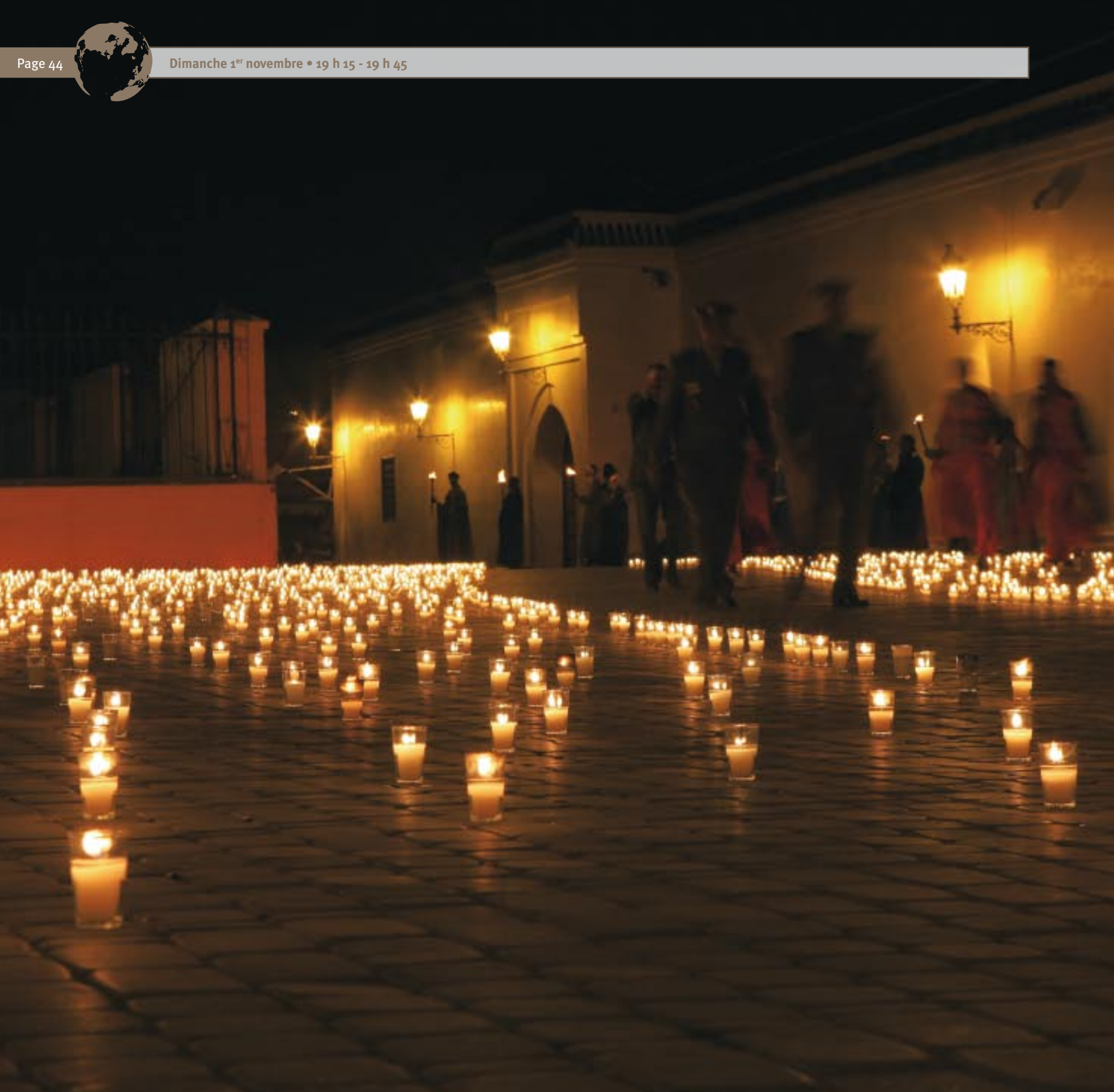
Premièrement, nous devons tous participer aux discussions en matière de sécurité régionale. L'Iran ne peut pas parler au nom de l'ensemble des pays du Moyen-Orient lorsqu'il s'agit de la sécurité de la région, dans la mesure où cette question doit faire l'objet d'une politique consensuelle. (...) Ce dont nous avons besoin, c'est d'un processus de paix qui rassemblerait les parties autour d'un programme pouvant faire l'objet de négociations et nous mener à la paix. Nous avons proposé l'Initiative arabe en 2002, en vertu de laquelle nous nous engageons à normaliser les relations avec Israël, si Israël s'engage à accepter la création d'un État palestinien et à négocier en toute sincérité l'avenir des réfugiés et le statut de Jérusalem. (...) Le monde arabe doit s'adapter au XXI^e siècle. Nous devons avancer en suivant un processus de modernisation et de changement pour parvenir à la démocratie, aux droits de la femme, aux droits de l'homme en général, à l'éducation et aux droits économiques et sociaux.



ف

CLÔTURE
& DÎNER
DE GALA

الغلاف





Thierry de Montbrial

Président et fondateur de la WPC

L'objectif de la World Policy Conference – nous avons vocation à nous réunir tous les ans – est de contribuer *positivement*, j'insiste sur le mot *positivement*, à relever le défi collectif le plus urgent et le plus grave pour la planète dans son ensemble. Nous n'allons pas refondre la gouvernance mondiale du jour au lendemain – il faudrait une immense naïveté pour le croire – et pourtant il est vrai que le temps est compté. Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'absence de modes de gouvernance appropriés ne peut que conduire à des drames. Les problèmes abordés ont de multiples facettes et si l'on veut être constructif et efficace, il faut les maîtriser. (...) Il n'empêche que sur beaucoup de sujets, il n'existe pas de consensus entre les « sachants ».



World Policy Conference
Marrakech - October 30th-November 1st 2009





Taïeb Fassi Fihri

ministre des Affaires étrangères et de la Coopération,
Royaume du Maroc

Merci à tous les organisateurs et les sponsors qui ont fait que les débats ont été aussi riches, aussi variés, autour de ce thème qui ne mérite pas d'être galvaudé : celui de la gouvernance mondiale. Parce que nous sommes à la recherche, par souci démocratique, d'un nouveau compromis, d'une nouvelle architecture mondiale, de meilleurs instruments. (...) Je ne peux qu'inviter, d'abord en tant que citoyen de cette partie du monde et ensuite comme responsable des relations extérieures, à ce que l'on puisse intégrer davantage dans nos débats et dans notre réflexion cette nécessité de travailler en commun. Ce n'est pas un discours tiers-mondiste. J'insiste pour dire qu'il y aura toujours des locomotives qui avancent et font avancer, mais ne tombons pas dans les erreurs et les schémas du passé. (...) Le monde musulman a aussi besoin d'être considéré, malgré ses divisions, malgré ses tiraillements, malgré ses contradictions, malgré la nature et la diversité des régimes qu'il gère au niveau national. (...) Si ce sont des questions globales, il faut associer l'élite ou les réalités économiques ou les acteurs économiques à tous les niveaux.



Michael Posner

secrétaire d'État adjoint à la Démocratie,
aux Droits de l'Homme et au Travail, États-Unis,
fondateur et président de Human Rights First

Le premier aspect abordé par le président Obama est un nouveau type d'engagement de principe pris par les États-Unis et d'autres gouvernements en faveur de l'Organisation des Nations unies et des relations bilatérales avec l'ONU pour tenter de trouver une nouvelle façon de faire progresser notre programme commun. (...) Deuxième chose qui reflète ce que nous tentons de faire et concerne véritablement la gouvernance, à savoir, l'établissement d'un seul ensemble de droits de l'homme et de normes démocratiques, un seul ensemble de règles pour le monde entier, y compris pour nous. (...) Le troisième aspect est de dire la vérité, d'être francs lorsque nous remarquons des faiblesses, que ce soit au sein de l'ONU ou dans d'autres organisations internationales et régionales ou dans la manière d'entretenir les relations bilatérales. (...) il y a la nécessité pour les gouvernements et la société civile d'établir de nouvelles relations. Lorsque nous parlons de démocratie, nous devons voir au-delà des élections.



Samuel Kaplan

ambassadeur des États-Unis
au Maroc

Je dirais que ces conférences devraient être très fréquentes car c'est seulement en organisant ce genre de rassemblement et de discussions sur ce type de question que nous pourrions progresser dans le monde d'aujourd'hui.

INVITÉS

الاستشارة
الكونية



INVITÉS

Mounir Fakhri Abdel-Nour

Homme d'affaires égyptien d'origine copte, expert bancaire et président de la Société égypto-française pour les industries agro-alimentaires, secrétaire général du parti Néo-Wafdi, et membre du Conseil national des droits de l'homme d'Égypte.

Soumeiya Abdelatif

Médecin algérienne. Première vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Membre fondatrice de la Maison de l'Europe d'Alsace.

Jean Abiteboul

Président de Cheniere Supply & Marketing, filiale à 100 % de Cheniere Energy, Inc., société de Houston spécialisée dans l'importation de gaz naturel liquéfié. Il rejoint Cheniere en 2006, après avoir occupé divers postes au sein de Gaz de France (désormais GDF Suez), parmi lesquels vice-président exécutif de l'approvisionnement, du commerce et du marketing, président de Gaselys, vice-président exécutif de l'international, conseiller du président et directeur général et secrétaire du conseil d'administration.

Abdesselam Aboudrar

Président de l'Instance centrale marocaine de prévention de la corruption. Il possède une grande expérience (1974-1998) comme conseiller en ingénierie civile. En 1998, il rejoint la Caisse de dépôt et de gestion (CDG), principale institution financière publique du Maroc et devient en 2006 directeur général adjoint. Il est ingénieur civil (diplômé de l'École nationale des ponts et chaussées, Paris 1973), économiste (université de Rabat, 1980) et est titulaire d'un MBA (ENPC, Paris 2000).

Abdelmalek Alaoui

Partenaire dirigeant chez Global Intelligence Partners, il est l'auteur d'une nouvelle doctrine sur l'intelligence économique, décrite dans *Intelligence économique et guerres secrètes au Maroc*. Il recommande l'émergence d'un « dirigeant hybride », capable d'observer comme un Chinois, d'analyser comme un Français et d'agir comme un Américain. Spécialiste de la géostratégie et de l'intelligence économique, son groupe de consultants conseille les clients privés et publics sur comment aborder la guerre économique et créer des ressources d'intelligence commerciale. Il est co-auteur d'*Une ambition marocaine, des experts analysent la décennie 1999-2009*.

Moulay Driss Alaoui Mdaghri

Fondateur et président de l'Association marocaine d'intelligence économique et de La Fondation des cultures du monde. Ancien ministre (secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères en charge de l'Union du Maghreb, ministre de l'Énergie et des Mines, ministre de la Jeunesse et des Sports, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement), il est actuellement professeur d'université à l'ISCAE, première école de commerce marocaine et l'une des plus imminentes institutions d'enseignement du pays.

Fouad Ali El Himma

Homme politique marocain qui fut ministre délégué au ministère de l'Intérieur de 1999 à 2007, aux côtés du ministre Chakib Benmoussa. En octobre 1998, il a été nommé par feu Hassan II chef de cabinet du prince héritier Mohammed VI, et en novembre 1999, après son sacrement, Sa Majesté Mohammed VI le nomma

ministre délégué à l'Intérieur. Le 12 juin 2009, il est élu à l'unanimité président du conseil municipal à Benguerir.

Patrick Allard

Conseiller en économie internationale au Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Avant de rejoindre le ministère, il a occupé divers postes au sein du ministère de l'Économie et des Finances entre 1986 et 1998 avec une interruption de 1990 à 1992 où il fut responsable du service économique de l'OCDE. Ancien élève de l'École nationale d'administration.

Fouad Arfaoui

Associé en charge de la coordination de l'ensemble des activités du réseau PricewaterhouseCoopers au Maroc. Il a été pendant de nombreuses années commissaire aux comptes d'importantes entreprises françaises. Avant de devenir l'associé-gérant pour le Maroc, il a développé et lancé en France l'offre du réseau PwC en matière de RH et conduite de changement. Diplômé d'HEC, expert comptable et commissaire aux comptes, il est également co-auteur de plusieurs ouvrages et expert judiciaire près la cour d'appel de Paris.

David Avital

Président de MTP Investment Group. Entrepreneur, capital-risqueur et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et autres domaines grâce à des valeurs et principes bien ancrés acquis au cours de sa longue carrière militaire. Les principes et bases de sa philosophie d'entreprise sont la créativité, la flexibilité, la persévérance et un code moral inflexible. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés et est activement impliqué dans des organisations caritatives et politiques.

Reginald Bartholomew

Directeur général de la banque d'investissement chez Bank America Merrill Lynch en Europe. Sa carrière au sein du ministère américain des Affaires étrangères inclut des missions au sein du Conseil national de sécurité (1977-1979) et le poste de secrétaire d'État adjoint aux Affaires politico-militaires (1979-1981) et de sous-secrétaire d'État aux Affaires de sécurité internationale (1989-1992), ainsi qu'à l'étranger en tant qu'ambassadeur des États-Unis au Liban, en Espagne, à l'OTAN et en Italie.

Dusan T. Batakovic

Ambassadeur de Serbie en France. Directeur de l'Institut d'études sur les Balkans, Belgrade, et président du comité serbe de l'AIIESEE (Association internationale d'études du sud-est européen), il fut également ambassadeur au Canada, ambassadeur itinérant, conseiller auprès du président de la Serbie et ambassadeur en Grèce. Il est titulaire d'un doctorat intitulé « La France et la création d'une démocratie parlementaire en Serbie 1830-1914 » de l'université de Paris-Sorbonne, Paris IV.

Assia Bensalah Alaoui

Ambassadrice itinérante de Sa Majesté le Roi du Maroc, Mme Assia Bensalah Alaoui est professeur de droit public international et co-présidente du groupe des sages pour le dialogue entre les peuples et les cultures pour la Commission européenne. Elle siège également dans plusieurs comités pour la paix au Moyen-Orient.

Robert Blackwill

Associé et conseiller auprès du président de la RAND Corporation ; ancien ambassadeur des États-Unis en Inde. L'ambassadeur Blackwill fut assistant du président et conseiller en sécurité nationale au service de la planification stratégique sous la présidence de

George W. Bush. Il fut envoyé spécial du président en Irak et coordinateur de l'administration pour la politique américaine sur l'Afghanistan et l'Iran. Membre de la faculté de Harvard, il fut doyen associé de la Kennedy School of Government.

Rahma Bourqia

Présidente de l'université Hassan II Mohammédia, elle est professeur visiteur et conférencière aux universités américaines de Old Dominion en Virginie, d'Harvard, de Princeton et de Milwaukee, à l'université de Helsinki et à la School of Oriental Studies de Londres. Elle est également consultante de plusieurs organismes internationaux (FIDA à Rome, OMS à Genève, Banque mondiale à Washington, DC, Fondation Ford au Caire) et a reçu la décoration royale pour sa contribution dans la commission consultative pour la réforme de la *Moudawana* (code de la famille). Elle a un doctorat en sociologie de l'université de Manchester au Royaume Uni.

Richard Bradley

Directeur de la division Efficacité énergétique et Environnement de l'Agence internationale de l'énergie à Paris. Il a participé aux négociations de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto, au protocole Oxyde d'azote lors de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, au protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et à l'Agenda 21 de la conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement. M. Bradley est docteur en économie des ressources naturelles, université de Californie, Riverside.

Christian Bréchet

Médecin et chercheur français, vice-président pour les affaires médicales et scientifiques chez BioMérieux. Il a dirigé l'unité Inserm U370 et le Centre national de référence sur l'épidémiologie des hépatites virales. Il a été professeur des universités, praticien hospitalier, chef du service d'hépatologie de l'hôpital Necker-Enfants malades et responsable du département de biologie cellulaire à la faculté de médecine Necker-Enfants malades. Le 14 février 2001, il devient directeur général de l'INSERM dont il démissionnera en 2007, et entrera, l'année suivante, au conseil d'administration de la société BioMérieux.

François Bujon de l'Estang

Directeur de Citigroup France. Avant de rejoindre Citi, il fait une carrière impressionnante aussi bien dans le secteur public que privé. Ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, il a été ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada, conseiller diplomatique du Premier ministre Jacques Chirac et assistant spécial du président Charles de Gaulle. Dans le privé, il fut, entre autres postes, responsable des relations internationales du Commissariat français à l'énergie atomique. L'ambassadeur Bujon de l'Estang est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'École nationale d'administration et de la Harvard Graduate School of Business Administration.

André Caillé

Administrateur de sociétés québécois, particulièrement connu pour ses interventions publiques durant la crise du verglas qui a frappé plusieurs régions du Québec en 1998 alors qu'il occupait les fonctions de p.-d.g. chez Hydro-Québec. Président et chef de la direction chez Gaz métropolitain, p.-d.g. d'Hydro-Québec puis président du conseil d'administration de cette firme et du Conseil mondial de l'énergie, il a été également chancelier de l'université de Montréal,

qui lui a décerné un doctorat *honoris causa* pour souligner sa carrière dans les domaines de l'énergie et de l'environnement dans les secteurs public et privé.

Michel Camdessus

Ancien directeur général du FMI, il est gouverneur honoraire de la Banque de France et directeur de la Société de financement de l'économie française (SFEF). En septembre 2009, il est nommé commissaire spécial pour la surveillance des bonus des banques françaises. Il est membre de l'Africa Progress Panel, présidé par Kofi Annan, et siège au comité consultatif du secrétariat général des Nations unies pour l'eau et l'assainissement. Il est diplômé en économie de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration.

Mouna Cherkaoui

Professeur à l'université Mohamed V, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, elle est également monitrice de recherche au Forum de recherche économique où elle siège au conseil d'administration. Elle est responsable de plusieurs programmes et coordinatrice nationale du réseau de recherche économique et a été conseillère au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en économie avec spécialisation en commerce et finance internationale, université publique d'Arizona.

Jae-Chul Choi

Ambassadeur de Corée du Sud au Maroc. Auparavant, il a occupé le poste de directeur général du Bureau des affaires économiques internationales au ministère coréen des Affaires étrangères et du Commerce. Il fut également responsable de la politique étrangère coréenne sur l'économie internationale (OCDE), de la coopération sur le développement, de l'énergie et du changement climatique. Ancien étudiant de l'université de Séoul, il est également diplômé de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève en Suisse. Co-auteur de *The New Round* (1995) et de *The International Law in the 21st Century* (2001).

Patrick Colas des Francs

Directeur général de Coges. Diplômé de l'école militaire de Saint-Cyr, il rejoint la division blindée (reconnaissance). Il a participé à de nombreuses opérations au Tchad, en Centre-Afrique, en République démocratique du Congo, à Djibouti et au Kosovo. Il a également été commandant du Centre français de préparation des forces armées. En 2007, il quitte l'armée et devient président-directeur général de Coges, société organisatrice du salon Eurosatory et en charge des pavillons français sur d'autres expositions dans le monde. Il est diplômé de COSSAT (Cours supérieur des systèmes d'armes terrestres) et de l'École de guerre de Paris.

Bertrand Collomb

Président honoraire de Lafarge. Président de l'Ifri. Après avoir travaillé pour l'État français, il rejoint Lafarge en 1975, en devient président-directeur général en 1989 et président entre 2003 et 2007. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France, et président de l'IHES (Institut des hautes études pour la science et la technologie) ainsi que du Forum européen sur la gouvernance d'entreprise et de l'International Accounting Standards Foundation.

José Ángel Córdova Villalobos

Ministre mexicain de la Santé. Il a été président du comité général de l'Institut électoral de l'État du



Guanajuato, directeur de l'académie des professeurs et des étudiants de la faculté de médecine de l'université de Guanajuato où il occupait également un poste de professeur à temps plein. Il est diplômé de la faculté de médecine de l'université de Guanajuato, avec une spécialisation en médecine interne de l'institut INNSZ de Mexico, et en chirurgie générale de l'université Paul Sabatier de Toulouse, France.

John Denton

Partenaire et président-directeur général de Corrs Chambers Westgarth, important cabinet juridique australien. Il est l'un des trois représentants du Premier ministre au Conseil consultatif d'affaires du CEAP (ABAC) et est directeur du groupe de travail sur le développement durable de l'ABAC, membre du Conseil des affaires du Commonwealth et de l'Asia Society Australasia Centre. Ancien diplomate du ministère des Affaires étrangères et du Commerce, John Denton a une grande expérience des négociations internationales.

Kemal Derviş

Vice-président et directeur du programme mondial de développement chez Brookings Institution. Il a présidé le Programme des Nations unies pour le développement. Avant sa nomination au PNUD, il était membre du parlement turc et ministre des Affaires économiques et du Trésor. En 1977, il rejoint la Banque mondiale où il occupe divers postes jusqu'à son retour en Turquie en 2001. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en économie de la London School of Economics et d'un doctorat de l'université de Princeton.

Hüseyin Dirioz

Premier conseiller en politique extérieure, sherpa du président Abdullah Gül. Entre autres postes, il fut ministre conseiller auprès de l'ambassade de Turquie à Washington, DC, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, ambassadeur de Turquie en Jordanie et directeur général pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud au sein du ministère des Affaires étrangères. Il est diplômé de l'université d'Ankara, faculté des sciences politiques, et de l'université de Virginie, MA.

Amar Drissi

Executive Vice President, OCP Group. En tant que vice-président de la Citibank, il a été impliqué dans des activités de fusion-acquisition et d'ingénierie financière dans plusieurs pays. Nommé administrateur directeur général des Charbonnages du Maroc, il a restructuré la mine de Jerada puis, comme directeur général de filiales et membre du comité directeur du Groupe ONA, il a redressé plusieurs grandes filiales dont Lesieur et Centrale laitière. Il a ensuite été Executive Vice President de FINCON, Genève, et de Strategic Communications Group, Dubai. Il est titulaire d'un MBA en finance de la Stern School of Business, New York University, d'un doctorat en gestion de l'École polytechnique et d'un doctorat en psychologie sociale de Paris X. Il a co-dirigé avec Thierry de Montbrial l'ouvrage *Dubai, the New Arab Dream*, « Travaux et recherches de l'Irfi », 2006.

François Drouin

Président d'OSEO (agence française pour l'innovation et le financement des PME). Il fut directeur exécutif de la Caisse des dépôts pour les régions Normandie et Bourgogne, puis président du conseil des Caisses d'épargne en Midi-Pyrénées. Il fut ensuite président du conseil du Crédit foncier de France. Il est diplômé de l'École polytechnique de Paris et de l'ENPC (corps de ponts).

Arkadi Dvorkovitch

Sherpa russe au sein du G8, assistant du président

Dmitri Medvedev. D'abord conseiller puis responsable du groupe d'experts économiques au sein du ministère des Finances russe, il fut expert au Centre de développement stratégique et conseiller auprès du ministre du Développement économique et du Commerce. Il rejoint ensuite les services exécutifs de la présidence où il prend la tête de la direction des experts auprès du président. Il occupe son poste actuel depuis mai 2008. Il est diplômé de l'université publique de Moscou et de l'université de Duke, États-Unis.

Jean-Pierre Elkabbach

Président de Lagardère News. Il fut directeur de l'information sur Antenne 2, président de France Télévision et conseiller personnel de Jean-Luc Lagardère, puis d'Arnaud Lagardère en matière de stratégie des médias. Il a été président d'Europe 1 et de la chaîne parlementaire française Public Sénat, où il présente une émission littéraire hebdomadaire intitulée *Bibliothèque Médicis*. Il est l'auteur d'un documentaire intitulé *François Mitterrand : conversations avec un président*, 2001.

Nambaryn Enkhbayar

Après ses succès aux postes de premier vice-président du Comité du développement de la culture et des arts, de ministre de la Culture, de membre du parlement, de Premier ministre, de président du Parti révolutionnaire du peuple mongole, de président du parlement du Grand Oural en Mongolie, il devient président de la Mongolie entre 2005 et 2009. Il est licencié en littérature et langues de l'Institut littéraire de Moscou et a suivi une formation en anglais à l'université de Leeds, Royaume-Uni.

Steven Erlanger

Directeur du bureau parisien de *New York Times*. Il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Berlin, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York, où il fut éditeur culturel pendant deux ans. Auparavant, il travailla pour le *Boston Globe* comme correspondant en Europe, basé à Londres. Il a également été reporter en Europe de l'Est, à Moscou et en République d'Iran révolutionnaire. Il a partagé le prix Pulitzer du reportage d'investigation pour une série sur Al-Qaïda et le terrorisme mondial. Il est titulaire d'une licence avec mention Bien de l'université d'Harvard où il est membre de la société Phi Beta Kappa.

Taïeb Fassi Fihri

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Nommé directeur de la division en charge des relations avec l'Union européenne au sein du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération en 1986, il participa aux diverses négociations sur les relations entre le Maroc et l'Union européenne. En 2000, en tant que secrétaire d'État, il devient le seul interlocuteur officiel auprès des autorités américaines en charge des négociations dans le cadre de l'Accord de libre échange américano-marocain. Premier ingénieur en statistiques au sein de l'Institut national de la statistique et d'économie appliquée (INSEA) de Rabat, il a obtenu son doctorat en analyse et économie politique à l'Institut d'études politiques de Paris.

Louise Fresco

Professeuse à l'université d'Amsterdam. Elle a occupé plusieurs postes importants au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Elle est principalement impliquée dans les secteurs du développement, de l'agriculture et de l'alimentation au plan international. Elle est conseillère auprès du gouvernement néerlandais pour la politique socio-économique, les sciences et la durabilité, notamment la montée du niveau de la mer. Elle a également publié sept ouvrages et plus d'une centaine d'articles

scientifiques, et a été classée quatrième femme la plus influente des Pays-Bas. Elle possède un doctorat (mention Assez bien) en agronomie tropicale (Wageningen), est titulaire de chaires et donne des conférences dans de prestigieuses universités comme Wageningen, Uppsala, Louvain et Stanford.

Jeffrey A. Frieden

Professeur à l'université d'Harvard après avoir enseigné à l'université de Californie à Los Angeles au département des sciences politiques. Il est spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et financières internationales et est l'auteur de *Global Capitalism: Its Fall and Rise in the Twentieth Century* et co-auteur (avec David Lake et Kenneth Schultz) de *World Politics: Interests, Interactions, Institutions* (2010). Ses articles sur les politiques économiques internationales ont été publiés dans un large éventail de publications savantes et générales. Il est licencié (mention Bien) du Columbia College et est docteur de l'université de Columbia.

Dylan Glenn

Vice-président senior de Guggenheim Advisors, gestionnaire de fonds spéculatifs et de fonds basé à New York. Auparavant, il a été candidat au poste de député de Columbus, Géorgie, pour le 8^e district congressionnel de Géorgie (été 2004), perdant de peu au cours de la primaire républicaine. À Washington, il a été assistant spécial du président George W. Bush pendant deux ans et, à la Maison Blanche, membre du Conseil économique national conseillant le président sur divers problèmes économiques. Il est diplômé de l'Episcopal High School d'Alexandria, Virginie, et fut désigné en octobre 1999 parmi les 40 Géorgiens de moins de 40 ans les plus influents par le magazine *Georgia Trend*.

Jean-Claude Gruffat

Directeur général de Citi France. Auparavant, il fut vice-président exécutif du Crédit agricole Indosuez, membre du comité exécutif et président pour l'Asie-Pacifique. Il fut également président international d'Indosuez Capital à Paris, spécialiste des capitaux propres et de la banque d'investissement. Avant de commencer sa carrière financière, il fut conférencier et professeur assistant en droit public dans des instituts de droit à Lyon, France, et à Abidjan, Côte d'Ivoire. Il est titulaire d'un doctorat en droit public obtenu à Lyon, et auteur d'une thèse (avec honneurs du jury) sur « Les incompatibilités parlementaires en droit public français ». Il a également participé au Stanford Executive Program.

Gilles Guérin

Directeur associé, EFG Bank à Genève, spécialité : gestion de patrimoines privés. Auparavant, il a occupé les fonctions de trésorier-cambiste à la banque Al Saudi, Paris, puis trésorier Europe à la National Bank of Abu Dhabi, Paris. Il est diplômé de sciences économiques de l'université de Neuchâtel et a obtenu un diplôme de cadre supérieur de l'École des cadres de Lausanne.

Jean Paul Guevara Ávila

Directeur général des relations bilatérales auprès du ministre des Affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie. Au sein de la diplomatie publique, il étend les relations bilatérales aux pays des continents américain, européen, asiatique, africain et océanique en regroupant les mécanismes bilatéraux existants. Parlant plusieurs langues, il possède une expérience professionnelle étendue en matière de relations internationales relatives à la migration et à la coopération internationale. Professeur dans

plusieurs grandes universités boliviennes et mexicaines. Publication : *Les Migrations boliviennes et la mondialisation*, Éditions Syllepse, Paris, 2004.

Seung-Soo Han

Ancien Premier ministre de la République de Corée du Sud. Il fut ministre du Commerce et de l'Industrie, ambassadeur de Corée aux États-Unis, directeur du personnel du président, sous-Premier ministre, ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères. Il fut président de la 56^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, président de la réunion du conseil ministériel de l'OCDE en 2009 et envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le changement climatique. Il a reçu le prix Nobel de la Paix pour le compte des Nations unies en 2001 et a été fait chevalier honoraire de l'Ordre de l'Empire britannique par S.M. la reine Elizabeth II en 2004.

Steve Howard

Secrétaire général fondateur de Global Foundation, organisation non partisane et à but non lucratif regroupant plus de 200 sociétés, universités et citoyens imminents, basée en Australie et présente à l'échelle internationale. Occupant son poste actuel depuis 1998, il a consacré toute son énergie à son réseau professionnel et personnel étendu, développé au cours de ses vingt-cinq années passées dans les affaires, les affaires civiques, les services publics et l'élaboration de politiques publiques en Australie et autour du monde. Auparavant, il fut conseiller personnel auprès d'un certain nombre de sociétés et d'institutions internationales et directeur exécutif du premier Comité pour Melbourne.

Yutaka Iimura

Envoyé spécial du gouvernement japonais au Moyen-Orient et en Europe. Parmi ses divers postes au sein du ministère japonais des Affaires étrangères, M. Iimura a été ministre des Affaires politiques à l'ambassade du Japon aux États-Unis, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Indonésie et en France. Il fut chargé de cours à l'université d'Harvard, au Centre des affaires internationales et membre du jury du prix des Ambassadeurs en France.

Bouthayna Iraqi-Houssaïni

Membre du parlement du Royaume du Maroc. Elle dirige actuellement deux sociétés qu'elle a fondées, LOCAMED, fondée en 1990, et ORTHOPRO-TECH, en 2000. Elle est également membre du conseil d'administration de la Banque populaire à Rabat. Elle a participé à la fondation du MENA, réseau arabe des femmes entrepreneurs. En 2007, elle est élue membre du parlement, avec le parti RNI, et en juillet 2009 devient vice-présidente de l'association Club Entreprendre, qu'elle a fondée avec quelques femmes entrepreneurs imminentes. Elle est titulaire d'un doctorat en pharmacie obtenu à l'université de Paris XI.

Samuel Kaplan

Ambassadeur des États-Unis au Maroc. Il est membre fondateur et président du cabinet juridique Kaplan, Strangis et Kaplan, et membre des conseils d'administration de plusieurs entreprises publiques. Il a été l'un des dirigeants de la campagne présidentielle de John Kerry en 2004 et membre du comité national de financement (National Finance Committee) de celle de Barack Obama. Juriste de formation, il est diplômé en administration des affaires et docteur en droit de l'université du Minnesota où il a dirigé la *Revue juridique*.

Sergei Karaganov

Analyste politique russe. Spécialiste des affaires économiques et étrangères russes. Président du



présidium du Conseil sur la politique étrangère et de défense, directeur adjoint de l'Académie des sciences russe et doyen de l'École supérieure d'économie de l'université publique. Membre du conseil de politique étrangère auprès du ministre des Affaires étrangères.

Jean de Kerguziau de Kervasdoué

Titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), co-directeur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique et membre de l'Académie des technologies. Ancien collaborateur des ministères de la Santé et de l'Agriculture, et chargé de mission au cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy, il a été directeur des hôpitaux au ministère de la Santé. Ingénieur agronome de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, il est également titulaire d'un MBA et d'un doctorat en socio-économie de l'université Cornell aux États-Unis. Derniers ouvrages : *Les Prêcheurs de l'Apocalypse*, Plon, 2007, et *Très chère santé*, Perrin, 2009.

Momodu Koroma

Ancien ministre des Affaires étrangères de Sierra Leone, ministre des Affaires présidentielles, ministre de l'Énergie et de l'Environnement. Il fut responsable de la réforme sur la gouvernance, ainsi que de la réforme du service public. Professeur d'université, physicien, environnementaliste et expert des énergies renouvelables, il a participé à la création du fond fiduciaire pour la paix (Peace Building Fund) au Sierra Leone en collaboration avec les Nations unies pour la consolidation de la paix après la guerre dans son pays.

Driss Ksikes

Journaliste et spécialiste des médias, il est rédacteur en chef de *Revue Economica* et directeur général du CESEM, centre de recherches du HEM (importante école de commerce marocaine). Il dirige le *think tank* marocain Collectif Stratégie. Il est également critique littéraire et membre du conseil d'édition de plusieurs revues internationales. Son roman *Ma boîte noire* a été publié par Le Grand Souffle, Paris, et les Éditions Tarik, Casablanca.

Celso Lafer

Professeur de philosophie du droit à l'université de São Paulo et président de la FAPESP (Fondation de São Paulo pour l'avancement de la recherche). Il fut ministère des Relations étrangères, ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce, ambassadeur permanent pour le Brésil au sein de l'OMC, de l'ONU et d'agences spécialisées à Genève. En 2006, il obtient la chaire des pays et cultures au Centre John W. Kluge de la bibliothèque du Congrès de Washington, DC. Il est titulaire d'un doctorat de la Cornell University, Ithaca, New York.

Bruno Lafont

Président-directeur général de Lafarge. Après avoir occupé différentes fonctions au sein de Lafarge où il a commencé sa carrière en 1983, il rejoint, en mai 2003, la direction générale du groupe en tant que directeur général délégué. Il co-dirige la branche Ciment, supervise la branche Granulats & Béton ainsi que Lafarge North America, et mobilise l'ensemble des 77 000 collaborateurs autour de quatre priorités majeures : le renforcement de l'orientation clients et de la culture de la performance, de l'organisation, pour la rendre plus efficace, et le développement des collaborateurs. Il est diplômé de l'École des hautes études et ancien élève de l'École nationale d'administration.

Eneko Landaburu

Ambassadeur, chef de la délégation de la Commission européenne au Royaume du Maroc. Entamant très tôt une carrière politique, il devient en 1980 député

du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au parlement du Pays basque espagnol. Il se tourne ensuite vers l'Europe communautaire, entre à la Commission européenne et est nommé directeur général de la Politique régionale et de cohésion de la Communauté. À partir de janvier 2000, il est directeur général de l'élargissement de la Commission européenne, chargé notamment de diriger les négociations d'adhésion avec les pays candidats. Il est membre du conseil d'administration du *think tank* Notre Europe, fondé par Jacques Delors en 1996.

Fatime Layt

Membre du comité exécutif et associée gérante d'Oddo Corporate Finance. Quittant Euris, un fonds d'investissement, puis Editeurs qui regroupe les participations d'Euris dans divers groupes d'édition et de presse, elle devient p.-d.g. de la Compagnie européenne de presse professionnelle et crée sa propre structure baptisée Intermezzo, une société de conseil en ingénierie financière spécialisée dans les médias. En 2003, elle s'associe avec Jean-Marie Messier et fonde Messier Partners LLC. Au bout de trois ans, elle crée Partanea, une petite banque d'affaires à actionnariat international, qu'elle cédera au groupe Oddo où elle occupe désormais ses fonctions actuelles. Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une formation d'analyse financière à la Société française des analystes financiers.

Seung-Hoon Lee

Président de Lee International IP & Law Group, l'un des plus anciens cabinets juridiques coréens. Il est président d'Infinite, importante société de stratégie d'image et de marque pour les entreprises, et président d'Infiniss, l'une des premières sociétés de distribution et d'attribution de marques de Corée. Il est également conseiller au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'université de Georgetown, d'une maîtrise en affaires internationales de l'université de Columbia et de licences en planification urbaine et techniques architecturales et mécaniques de l'université nationale de Séoul.

Georg Lennkh

Ambassadeur d'Autriche, représentant spécial du ministère fédéral des Affaires européennes et internationales pour l'Afrique. Après avoir occupé différents postes pour le compte du ministère des Affaires étrangères, à Tokyo et à New York (ONU), il est nommé responsable des questions de politique étrangère auprès du chancelier Bruno Kreisky et participe à la préparation du sommet de Cancun. Ambassadeur auprès de l'OCDE à Paris, DG de la Coopération au développement de l'Autriche, puis dirigeant une commission du processus de paix pour le Burundi (Arusha, Tanzanie), il est, depuis 2006, représentant spécial de la présidence de l'Union européenne pour le Tchad. Il a étudié le droit à Graz, les relations internationales à Bologne, Italie, et à Chapel Hill, États-Unis.

Manoelle Lepoutre

Directeur du Développement durable et de l'Environnement de Total. Elle a été directeur Exploration en Norvège, avant de devenir en 2000, directeur Géosciences de Total aux États-Unis. En 2004, elle est directeur R&D de l'Exploration & Production de Total, responsable de l'ensemble des programmes visant à préparer les technologies et compétences futures nécessaires à l'exploration, la production et la valorisation des hydrocarbures, en intégrant les dimensions techniques, économiques et environnementales. Elle est diplômée de l'École nationale supérieure de géologie de Nancy (ENSG) et de l'École nationale supérieure des pétroles et des moteurs (ENSPM).

Jean-David Levitte

Conseiller diplomatique et sherpa du président de la République Nicolas Sarkozy, il dirige le Conseil national de sécurité. Il a été représentant permanent de la France auprès des Nations unies à Genève, puis conseiller diplomatique et sherpa du président de la République Jacques Chirac. Ensuite, il a été nommé représentant permanent de la France auprès des Nations unies à New York et a pris, en 2002, le poste d'ambassadeur de France aux États-Unis. Dans le jargon diplomatique, il est surnommé « Diplomator » du fait de ses qualités de diplomate. Il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques au fauteuil de Raymond Triboulet.

Pierre Levy

Directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Il a été secrétaire général de la commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France et chef du service de politique étrangère et de sécurité commune. Il a été directeur adjoint du cabinet de Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des Affaires européennes. Il enseigne les relations internationales à l'École nationale d'administration et Sciences-Po. Diplômé de l'École européenne des affaires (ESCP-EAP) et de l'Institut d'études politiques de Paris, il est ancien élève de l'ENA.

Kadri Liik

Directrice de l'International Centre for Defence Studies (ICDS, Estonie), elle a travaillé auparavant comme rédactrice en chef du magazine *Diplomaatia* et a animé un talk show d'actualités (*Välismaaraja*) sur la radio Kuku. Elle fut également éditeur de l'actualité étrangère du plus grand quotidien d'Estonie *Postimees* après avoir été sa correspondante à Moscou. Elle est titulaire d'une maîtrise en diplomatie de l'université de Lancaster, Royaume-Uni, et est diplômée en journalisme de l'université de Tartu en Estonie.

Hubert Loiseau des Longchamps

Après avoir travaillé au ministère français de l'Industrie comme chef des affaires multilatérales, attaché financier pour le Moyen-Orient à l'ambassade de France au Caire, chef de la division Finances et Budget et directeur adjoint de la division Hydrocarbure, il a rejoint le groupe Total en 1994 et est aujourd'hui, après avoir occupé divers postes importants, vice-président senior des relations internationales. Il est diplômé de l'École nationale d'administration.

Yacine Mahieddine

Associé, responsable des activités de consulting pour le secteur financier de PricewaterhouseCoopers et membre du comité de direction de PwC Consulting. Il est expert dans le conseil aux banques et sociétés d'assurances sur des problématiques de gestion des risques et de mesure de la performance. Il a travaillé pour une banque d'investissement américaine à Londres, puis dans le conseil en management à Paris, Londres et New York sur des activités de conseil dédié au secteur des institutions financières. Il est titulaire d'un MBA de l'université de Chicago, Graduate School of Business, et de l'École supérieure de commerce de Rouen.

Mona Makram-Ebeid

Professeur au département des sciences politiques à l'Université américaine du Caire (AUC). Elle a été un membre actif et dynamique du parlement où elle siègea aux comités des affaires étrangères, de l'éducation et du budget. À la même époque, elle est élue présidente régionale de Parliamentarians for Global Action, ONG basée à New York. Elle a également été conseillère auprès de la Banque mondiale (région MENE) et consul-

tante chez CSIS à Washington. Diplômée de l'université de Harvard, elle a reçu le prestigieux prix Distinguished Alumni Award du président de l'AUC.

Mohamed Yassine El Mansouri

Nommé directeur général des études et de la documentation (DGED) par Sa Majesté le Roi du Maroc, il a été tour à tour *wali* et directeur général des affaires étrangères au ministère de l'Intérieur. Ses talents de négociateur lui ont permis de jouer un rôle actif dans la normalisation des relations hispano-marocaines, principalement grâce à son travail sur des mesures communes contre l'émigration clandestine et le trafic de drogue.

Hervé Mariton

Député français. Il est rapporteur des finances au nom de la commission pour le transport. Il a également été membre et vice-président du Conseil régional de Rhône-Alpes. Il a été ministre de l'Outre-mer et secrétaire national de l'UMP pour la Défense et président du club politique Réforme & Modernité. Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'IEP de Paris. Il est l'auteur de plusieurs rapports parlementaires sur le budget du transport, le financement du système ferroviaire, la politique tarifaire de la SNCF, les amendes radars et l'évolution de l'imposition locale.

David Mercer

Président de Mercer & Associates, société de conseil en affaires publiques et gouvernementales. Auparavant, il a été directeur adjoint national des finances pour le comité national démocrate américain et directeur financier des opérations de la convention démocrate du DNC de 1996. Il a également occupé des rôles de cadre dans les domaines des communications stratégiques et des opérations des délégués de la Convention au cours de cinq campagnes présidentielles. Dans le secteur privé, il a travaillé chez Procter & Gamble, Citizens Energy, Bank of Boston et Monitor Channel.

Jacques Mistral

Directeur des Études économiques à l'Ifri, il est membre du Conseil d'analyse économique, du Cercle des économistes et président de la Société d'économie politique. Il a été ministre conseiller financier à l'ambassade de France aux États-Unis et, en tant que tel, a été chercheur invité à la Kennedy School of Government, université de Harvard, pour l'année scolaire 2005-2006. Diplômé de l'École polytechnique, il est docteur en économie de l'université de Paris.

Mohamed Moâtassim

Conseiller du roi Mohammed VI. Il a été ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le parlement dans le gouvernement Mohammed Karim Lamrani III, puis chargé de mission au Cabinet royal. Il est diplômé des études supérieures à la faculté de droit de Rabat et a obtenu sa thèse d'État en sciences politiques. Ouvrages : *L'Expérience parlementaire au Maroc* et *Le Régime politique marocain*.

Dominique Moisi

Conseiller spécial à l'Ifri, il est également professeur à l'université de Harvard. Il a enseigné à l'École nationale d'administration, à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été l'assistant de Raymond Aron. Expert en géopolitique et spécialiste en politique internationale, il est titulaire de la chaire de géopolitique européenne au Collège d'Europe à Natolin (Varsovie). Études de sciences politiques et de droit à la Sorbonne et à Harvard. Dernier ouvrage paru en 2009 : *La Géopolitique de l'émotion*, Flammarion.

**Philippe Moreau Defarges**

Chercheur à l'Ifrri et co-directeur de son rapport annuel *RAMSES*. Diplomate, ministre plénipotentiaire, il a occupé divers postes administratifs concernant la construction européenne. Il est aussi enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris sur la culture générale, les questions internationales et le droit d'ingénierie. Il est l'auteur de nombreux livres et articles de relations internationales, de géopolitique et sur la gouvernance globale et la construction européenne. Il est diplômé de l'IEP de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration. Derniers ouvrages : *La Mondialisation*, PUF, 2010 et *La Gouvernance*, PUF, 2008.

Pierre Morel

Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale et pour la crise en Géorgie. Il a été ambassadeur de France à Moscou, Pékin et Rome. Depuis octobre 2006, il est détaché auprès de la Commission européenne en qualité de représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale. Il est un ancien élève de l'École nationale d'administration.

Hugh M. Morgan

Directeur de First Charnock, Australie. Il est également directeur du conseil de la Reserve Bank of Australia, président de la commission pour le développement durable du comité Australia Japan Business Co-operation Committee et membre du conseil consultatif international de Lafarge, ainsi que membre du conseil de l'Asia Society New York, président de l'Asia Society Australasia Centre, président de la National Gallery of the Victoria Foundation et président de l'Order of Australia Association Foundation. Il est diplômé en droit et commerce de l'université de Melbourne.

Saïd Mouline

Président-directeur général du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) au Maroc et président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Il a été conseiller du président du groupe OCP et a travaillé au sein du cabinet du ministère de l'Énergie et des Mines, prodiguant ses conseils à diverses organisations nationales et internationales, comme la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, la Banque mondiale, le PNUD, etc. Il est diplômé de l'Institut national polytechnique, Grenoble, France, et de l'université de Pennsylvanie, Philadelphie.

Tawfik Mouline

Chargé de mission au Cabinet royal, il pilote l'Institut royal des études stratégiques créé par le roi Mohammed VI. Après avoir assumé d'importantes responsabilités au sein du groupe ONA, il a rejoint en 1995 le ministère de l'Économie et des Finances. Très actif dans le domaine associatif et de la recherche, il est membre du conseil de l'Institut universitaire de recherche scientifique, de l'Association marocaine des polytechniciens, et co-auteur du Panorama économique du Maroc. Il est diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines de Paris.

Amr Moussa

Secrétaire général de la Ligue Arabe depuis 2001. Il a été directeur des organisations internationales au sein du ministère des Affaires étrangères et ambassadeur en Inde. En 1990, il devient représentant permanent de l'Égypte auprès des Nations unies à New York, puis ministre des Affaires étrangères, un an plus tard. Il est diplômé de l'université du Caire, Faculté de droit L.L.B.

Wolfgang Munchau

Éditeur associé et journaliste spécialiste de l'économie européenne au *Financial Times*. Avec sa femme,

l'économiste Susanne Mundschenk, il dirige Eurointelligence.com, service Internet qui offre des commentaires et analyses quotidiens sur la zone euro, à destination des investisseurs, universitaires et politiques. Il est l'un des fondateurs de l'édition allemande du *Financial Times*, où il a occupé le poste de rédacteur adjoint, puis de rédacteur en chef. Il est titulaire d'une maîtrise en journalisme international de la City University, Londres. Son livre *Vorberen*, sur la crise financière, a été récompensé par GetAbstract et est désormais édité par McGraw Hill aux États-Unis.

Dan Oiknine

Président de la Chambre de commerce et d'industrie France-Inde. Entrepreneur, il a mis en place différents projets dans les secteurs de la haute technologie et de l'Internet après avoir occupé plusieurs postes de direction chez des leaders technologiques comme Netapp et Cisco/Nokia. Il a débuté sa carrière dans le secteur du luxe en aidant des marques de luxe prestigieuses (Cartier, Dior, Céline, Lagerfeld, Lacroix, etc.) à s'implanter dans l'hémisphère ouest. Il est titulaire d'une licence en économie de la Sorbonne et d'une maîtrise en sciences et techniques de l'université Dauphine à Paris.

Bernard Oppetit

Président de Centaurus Capital qu'il a fondé en 2000. Il a été responsable de l'activité Arbitrage aux États-Unis pour Paribas et, tout en conservant les responsabilités de ce poste, s'est installé à Londres pour prendre la tête de l'activité des produits dérivés actions comprenant les activités d'options et de trading du groupe à Londres, Paris, New York, Tokyo et Singapour. En 2000, il démissionne de BNP Paribas pour fonder Centaurus Capital, l'un des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement en Europe, spécialiste des stratégies « basée sur la situation » et de crédit. Il est diplômé de l'École polytechnique de Paris.

Yoichi Otabe

Sherpa du G8, ministre délégué japonais des Affaires étrangères. Parmi ses diverses responsabilités au sein du ministère japonais des Affaires étrangères, il a été nommé ministre des Affaires économiques à l'ambassade du Japon en France, directeur général des affaires africaines et directeur général du Bureau des affaires économiques.

Fathallah Oualalou

Président de la Commune urbaine de Rabat, il a été ministre de l'Économie et des Finances du Maroc, député de Rabat et président du groupe USFP à la chambre des représentants. Professeur d'université, il est membre du Centre d'étude et de prospective stratégique de Paris, du réseau de réflexion sur l'Union pour la Méditerranée, Paris, et de la commission de l'Internationale socialiste sur la crise économique, New York.

Thommaso Padoa-Schioppa

Président pour l'Europe de Promontory Financial Group et de Notre Europe. Il a été ministre de l'Économie et des Finances en Italie, président du conseil de la fondation IASC et membre du conseil exécutif de la Banque centrale européenne. Après avoir été directeur général des affaires économiques et financières de la Commission des communautés européennes, il devient co-secrétaire du comité Delors. Il est diplômé de l'université Luigi Bocconi et est titulaire d'une maîtrise de sciences du Massachusetts Institute of Technology.

Quentin Peel

Rédacteur en chef du service international du *Financial Times*, il est également éditeur associé, responsable éditorial. Travaillant au *FT* depuis 1975, il a été successivement correspondant en Afrique du Sud, éditeur

Afrique, correspondant pour la Communauté européenne et chef du bureau de Bruxelles, correspondant à Moscou et correspondant en chef en Allemagne. À son retour à Londres, il devient éditeur des affaires étrangères. Il est diplômé du Queen's College, Cambridge, où il a étudié l'économie, le français et l'allemand.

Amir Peretz

Membre de plusieurs comités de la Knesset, notamment pour les affaires économiques, les affaires étrangères et la défense. Né au Maroc, il émigre en Israël à l'âge de quatre ans. Il est élu maire de sa ville de Sderot, ramenant la gauche au pouvoir. Il a affirmé publiquement vouloir un État palestinien indépendant et a mené des initiatives pour la paix entre les habitants de la ville et leurs voisins de la bande de Gaza. En 1988, il entre à la Knesset et est depuis membre du Parlement. Il a également été Premier ministre délégué et ministre de la Défense.

Préclès-Paul Petalas

Président et directeur général de l'EFG Bank European Financial Group. Après avoir occupé divers postes à l'Union Bank of Switzerland, Zurich, et à la Banque de dépôts, Genève, il a été nommé président-directeur général et directeur non exécutif de diverses sociétés du groupe EFG. Il est titulaire d'un doctorat en physique théorique et diplômé en génie industriel et organisation de la gestion du Swiss Federal Institute of Technology, Zurich.

William Pfaff

Journaliste à l'*International Herald Tribune*. Il a été cadre au Free Europe Committee et directeur adjoint de Hudson Research Europe Ltd, à Paris, filiale européenne quasi-indépendante de l'American Policy Research Organization, Hudson Institute. Il est journaliste depuis 1978, ayant débuté à l'invitation du bureau parisien de l'*International Herald Tribune*. Il a intégré ensuite le syndicat américain et international du *Los Angeles Times*. Il a reçu le prix Arthur Ross pour son discours sur la diplomatie américaine et les relations étrangères à l'American Academy of Diplomacy et a été membre du jury international du prix Tocqueville.

Jean-Noël Poirier

Directeur adjoint, International et Marketing, Areva France. Après avoir exercé un grand nombre de missions en lien avec les Nations unies en Asie, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, il devient conseiller technique d'Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, pour les dossiers Afrique du Nord, Moyen-Orient et Nations unies. Nommé consul général de France à Ho Chi Minh Ville, il a ensuite rejoint, pour la seconde fois, la mission française auprès des Nations unies comme conseiller politique. Fin 2005, il est sous-directeur Asie Extrême-Orient, responsables des relations bilatérales entre la France et les pays d'Asie du nord-est. Ancien élève de l'IEP de Paris, il est diplômé de l'Institut des langues et civilisations orientales et lauréat du concours du Cadre Orient du ministère des Affaires étrangères, section Extrême-Orient (chinois, vietnamien).

Michael Posner

Secrétaire d'État adjoint à la Démocratie, aux Droits de l'Homme et au Travail, États-Unis. Fondateur et président de Human Rights First, il est à la tête du mouvement international des droits de l'homme depuis trente ans. Auparavant, il a été avocat chez Sonnenschein, Nath & Rosenthal à Chicago, conférencier à la Yale Law School et conférencier invité à la Columbia Law School. Membre du barreau de Californie et de l'Illinois, il est diplômé en droit de l'université de Californie, Berkeley Law School, et est titulaire d'une licence de l'université du Michigan.

Jordi Pujol i Solel

Ancien président de la Generalitat de Catalunya. Militant autonomiste catalan dès son plus jeune âge, il fonde en 1974 le parti politique Convergència Democràtica de Catalunya et devient en mai 1980 le 126^e chef du gouvernement autonome de Catalogne, président de la Generalitat. Après vingt-trois ans au pouvoir, il se retire progressivement de la vie politique après les élections de 2003. Il est toujours président de CiU et président de C.D.C. Licencié en médecine à l'université de Barcelone, il est docteur *honoris causa* de plusieurs universités francophones : Lumière Lyon II, Paris VIII, Toulouse et l'Université catholique de Bruxelles.

Alexei Pushkov

Directeur de l'Institute of Contemporary International Studies, Diplomatic Academy à Moscou. Il a été conseiller à la politique étrangère et auteur des discours du secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev, rédacteur en chef adjoint du *Moskovskie Novosti* (quotidien de Moscou) et directeur général adjoint des relations publiques et médias à la télévision publique russe. Depuis avril 1998, il a occupé divers postes, parmi lesquels associé et membre du Forum économique mondial au sein du comité exécutif de Davos ; membre du conseil éditorial de *National Interest*, Washington, DC ; éditeur politique à *Voice of Russia*, Moscou, et membre de l'International Institute of Strategic Studies, Londres. Il est titulaire d'un doctorat en histoire et relations internationales du Moscow State Institute of International Relations.

Mireille J. Quirina

Vice-présidente, Corporate Affairs Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) chez Du Pont de Nemours International S.A. Genève. Elle dirige l'approche sur la croissance durable et les objectifs de marché de Du Pont, et tout particulièrement la politique publique, les communications sur la définition des actions réglementaires et publiques et les stratégies sur l'engagement des parties prenantes. Elle est titulaire d'une maîtrise de la Sorbonne et d'un diplôme supérieur en droit international, comparé et européen de la faculté de droit de Paris, Paris I.

Cherif Rahmani

Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Auparavant, il a été ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire, ministre en mission extraordinaire chargé de l'administration de la Wilaya d'Alger, ministre gouverneur du Grand Alger, et ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Il est diplômé de l'École nationale d'administration, Algérie, et docteur d'État en aménagement du territoire de l'université de Poitiers, France.

William Ramsay

Directeur du programme Énergie à l'Ifrri. Auparavant, il était directeur exécutif adjoint à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et responsable des relations avec les pays non membres. Il a été également sous-secrétaire d'État au département d'État des États-Unis, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en République du Congo. En tant que directeur du Bureau des pays producteurs d'énergie, il a présidé les discussions bilatérales sur l'énergie entre les États-Unis du Mexique, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, le Conseil de coopération des pays du Golfe et le Japon. Il est titulaire d'un MBA en marketing international de l'université du Michigan et d'un master en commerce international et matières premières de la Leland Stanford University en Californie.



Anil Razdan

Ancien ministre de l'Énergie, Inde. Fonctionnaire renommé, expert en énergie et négociateur international, il a été ministre de l'Énergie après plusieurs postes au sein des ministères de l'Énergie atomique, de l'Énergie, du Pétrole et du Gaz naturel, et de la Mega Energy Corporation. Il est à l'origine du changement de paradigme sur la création de capacité et la stimulation des investissements internationaux dans les équipements énergétiques supercritiques, a dirigé la politique sur les hydrocarbures et la révision du programme d'électrification rurale, réforme basée sur la distribution de l'énergie, le plan d'action national pour l'efficacité énergétique. Il a été représentant de l'Inde au Conseil mondial de l'énergie et préside actuellement une étude mondiale, Energy for Mega Cities. Il a étudié la physique et le droit à l'université de Delhi et a été conférencier invité à l'université d'Oxford. Entre autres récompenses, il a reçu la médaille d'or en droit Hiralal Daga.

Narcis Serra

Président de la fondation CIDOB. Il a été ministre catalan de l'Urbanisation et des Travaux publics, maire de Barcelone, ministre de la Défense et vice-président du gouvernement espagnol. Au cours de ses fonctions actuelles, il a encouragé la création de l'Institut d'études internationales de Barcelone (IBEI). Il est également président de Caixa Catalunya, banque d'épargne, et du Museo Nacional d'Art de Catalunya. Il est titulaire d'une licence en économie de l'université de Barcelone et d'un doctorat en économie de l'Université autonome de Barcelone. Auteur de *La Transición Militar* et co-auteur avec J. Stiglitz de *The Washington Consensus Reconsidered*.

Meir Sheerit

Membre de la Knesset israélienne pour le parti Kadima. Né au Maroc, il a émigré en Israël en 1957 et a occupé de nombreux postes à hautes responsabilités au sein de cabinets, notamment ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports. Élu pour la première fois à la Knesset en 1981, il a été maire de la ville de Yavne. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise de l'université de Bar-Ilan.

Eugen Simion

Ancien président de l'Académie de Roumanie. Actuellement président de la Fondation nationale des sciences et des arts, il a été, entre autres postes, éditeur de la *Gazeta Literara*, professeur à la Sorbonne Paris, conférencier à l'université de Bucarest et professeur à la faculté de lettres de l'université de Bucarest. Il est diplômé de la faculté de philologie de l'université de Bucarest et est titulaire d'un doctorat en sciences philologiques, consacrant sa thèse à Eugen Lovinescu, sous la direction de Serban Cioculescu.

Serge Sur

Professeur en droit public à la faculté de droit de Paris II Panthéon-Assas. Il dirige le master de recherche Relations internationales ainsi que le Centre Thucydide-Analyse et Recherche en relations internationales. Il est également rédacteur en chef de la revue *Questions internationales*, publiée par La Documentation française. Il a reçu le prix Édouard Bonnefous de l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France, pour l'*Annuaire français des relations internationales*. Il est agrégé de droit public.

Tesfai Teclé

Conseiller spécial du président du conseil de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Il a apporté à l'AGRA une expérience de plus de trente ans dans les domaines de la gestion, de l'élaboration de politiques et de l'investissement dans le développement rural et l'agriculture des pays en développement. Auparavant, il a été directeur général adjoint et président de la coopération technique au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome. Il a occupé différents postes dirigeants à l'ONU, a travaillé à l'Institut de recherche pour le développement en Éthiopie et à la Banque mondiale à Washington, DC. Il est titulaire d'un doctorat en économie et développement international de l'université de Cornell, Ithaca, États-Unis.

Mostafa Terrab

Président et directeur général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA. En 1998, il a été nommé directeur général de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications. Il a ensuite rejoint la Banque mondiale comme spécialiste de la réglementation au service de l'Information et des communications internationales et a présidé le programme Informations pour le développement de la Banque mondiale. Il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en recherche opérationnelle du Massachusetts Institute of Technology et est diplômé de l'ENPC, Paris.

Mohammed Tozy

Professeur à l'université Hassan II de Casablanca et à Sciences-Po, Aix-en-Provence, France. Chercheur à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme et directeur du Centre marocain des sciences sociales de l'université Hassan II, il est également professeur invité de l'université de New York, de Sciences-Po Paris, de l'Université autonome de Madrid et de l'université de Venise. Il est expert auprès de nombreuses institutions comme l'Institut royal des études stratégiques, la Banque mondiale, etc. Il est l'auteur de *Monarchie et islam politique*, Presses de Sciences-Po.

Raphael Tujii

Ancien ministre des Affaires étrangères du Kenya. Lorsque la Coalition nationale arc-en-ciel (NARC) accède au pouvoir en 2003, il devient ministre de l'Information après avoir été élu député de la circonscription de Rariada lors des élections parlementaires de décembre 2002. Avant le référendum de 2005 au Kenya, il a créé le Parti populaire progressiste et a formé le NARC avec le parti LDP. Il perd son siège au cours des élections parlementaires de décembre 2007, avec le Parti de l'unité nationale de Kibaki. Il est titulaire d'une maîtrise en communication de masse de l'université de Leicester.

Hubert Védrine

Administrateur indépendant, fondateur de Hubert Védrine Conseil. Conseiller diplomatique de François Mitterrand, porte-parole de l'Élysée puis secrétaire général, il entre au Conseil d'État en 1995. Ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, il publie avec Dominique Moïsi *Les Cartes de la France à l'heure de la mondialisation*. En 2003, il crée une société de conseil en stratégie géopolitique, Hubert Védrine Conseil. Il est un ancien élève de l'École nationale d'administration et ses principaux ouvrages sont : *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996, et *Mitterrand, un dessein, un destin*, Gallimard, 2005.

Nicolas Véron

Chercheur à Bruegel, Bruxelles, et chercheur invité au Peterson Institute for International Economics, Washington, DC. Auparavant, il a été responsable financier de Multi-Mania, devenu Lycos France, conseiller d'entreprise auprès de la ministre Martine Aubry au ministère français de l'Emploi et de la Solidarité et conseiller économique auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais (Lille, France). Il a également travaillé au sein de la banque Rothschild & Cie et de VEGLA, membre du groupe Saint-Gobain. Formation : École nationale supérieure des mines de Paris, diplômé d'ingénieur de corps techniques de l'État, et École polytechnique, diplômé d'ingénieur polytechnicien. Dernière publication : *Le Grand Déreglement : chroniques du capitalisme financier*, Éditions Lignes de repères, mars 2009.

Serge Villepelet

Président de PricewaterhouseCoopers France. Commissaire aux comptes de grandes entreprises, privées ou publiques, il a créé le pôle Secteur public de PwC, participé à la direction Audit et, avant d'accéder aux fonctions de président de PwC France, il a dirigé le pôle Advisory de PwC en France ainsi qu'au niveau européen. Diplômé de l'ESSEC, commissaire aux comptes, expert-comptable, il a réalisé toute sa carrière au sein de ce réseau PwC d'audit et de conseil, présent dans 151 pays. Il a été membre de son board au plan international, il est depuis 2008 membre de son Global Strategy Council.

Werner Weidenfeld

Directeur du Centre de recherche politique appliquée, Munich, il est titulaire de la chaire des systèmes politiques et de l'intégration européenne à l'université Ludwig-Maximilians. Il a été professeur associé à la Sorbonne à Paris et a travaillé pour le gouvernement allemand en tant que coordinateur de la coopération germano-américaine. Il publie le journal *International Politik* et est membre du Conseil allemand des affaires étrangères (DGAP) à Berlin, de l'Institut de politique européenne à Bonn et de la Fondation Bertelsmann à Gütersloh. Il est docteur habilité en sciences politiques.

Thomas Wellauer

Responsable Corporate Affairs et membre exécutif de Novartis. Après avoir démarré sa carrière chez McKinsey and Co., Suisse, et comme partenaire et partenaire senior, il a été membre du conseil exécutif de Crédit Suisse, d'abord responsable du secteur assurance du groupe avant de devenir président-directeur général des services financiers. Il est titulaire d'un doctorat en ingénierie des systèmes et d'une maîtrise en génie chimique de l'Institut technologique fédéral suisse de Zurich. Il est également titulaire d'un MBA de l'université de Zurich.

Bruno Weymuller

Conseiller auprès du président-directeur général de Total, où il a été directeur Stratégie et évaluation des risques. Membre des conseils d'administration de Sanofi-Aventis S.A., Elf-Aquitaine, Technip et Rexecode. Il a débuté sa carrière au ministère de l'Industrie avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre Raymond Barre. Ancien élève de l'École polytechnique, il est également diplômé de l'École des mines de Paris et est titulaire d'une maîtrise en sciences du Massachusetts Institute of Technology.

Andrew Wigley

Conseiller auprès de l'Autorité des affaires exécutives d'Abu Dhabi, organisme consultatif en marketing et communication présent aux Émirats arabes unis, au

Royaume-Uni et aux États-Unis. Il a débuté sa carrière au Royaume-Uni à la Chambre des Communes et la Chambre des Lords en tant que conseiller politique, avant de partir pour le Parlement européen à Bruxelles. Plus tard, il rejoint Burson-Marsteller qui prodigue des conseils en matière d'affaires publiques aux entreprises, ONG et groupes politiques à Bruxelles, Londres et San Francisco. Il occupe également des postes aux affaires publiques et privées pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord chez BHP Billiton, premier groupe minier au monde.

Sung-Joon Yim

Président de la Fondation coréenne. Il a occupé de nombreux postes importants au sein du ministère des Affaires étrangères, notamment celui d'ambassadeur au Canada et en Égypte. Il a également été directeur exécutif au siège de la préparation du sommet Dialogue Asie-Europe (ASEM). Il a été ministre adjoint des Affaires étrangères au MOFAT (ministère des Affaires étrangères et du Commerce) et en 2002 a été nommé conseiller en sécurité nationale auprès du président Kim Dae-Jung. Il est diplômé de l'université nationale de Séoul, de l'université d'Oxford, au Royaume-Uni, et de l'université de Tokyo, Japon.

Lionel Zinsou

Banquier d'investissement franco-bénoinois et créateur d'entreprise. Partenaire dirigeant de PAI, société de financement par capitaux propres. Au sein de la banque d'investissement Rothschild & Cie, il a été partenaire général, responsable du Moyen-Orient et de l'Afrique, membre du Global Investment Bank Committee. Ancien conseiller du ministre de l'Industrie et du Premier ministre du Bénin. Il a occupé différents postes chez Danone.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie.

Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de quinze livres, certains traduits en plusieurs langues.

Il est commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Il a reçu le Grand Prix 2003 de la Société de géographie pour l'ensemble de son œuvre.

Né en 1943, Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS
D'OUVERTURE
& DE CLÔTURE





وفي هذا السياق فإن الضرورة الملحة لتقنين وضبط اقتصادي جديد، وإعادة النظر جذريا في التوازنات الجيوسياسية، ليست ضربا من ضروب المزايدة، ذلك أن كثافة وتنوع العلاقات بين الدول والشعوب، تضع على المحك السلام والاستقرار الدوليين، بل وحياة ومصير البشرية جمعاء.

ومن هذا المنطلق، فقد أضحى تدبير العلاقات الدولية يتطلب حكمة قائمة على العدل والانضباط، تهدف إلى إرساء أسس مشروع مجتمع كوني، يستند إلى آليات تشاركية في اتخاذ القرار، واعتماد مقومات روحية مثل النية. وهو مفهوم يكتسي بعدا أساسيا في الإسلام، بحيث تتداخل في جوهره عوامل الإرادة والصدق والإيمان.

وعلى عكس ما كان عليه الوضع من قبل، فإن هذا المشروع لا يجدر أن يتم التعامل معه كقرار معروض من فوق، وإنما يتعين أن يكون نتاج مسار بنيوي، سياسي وحضاري، قادر على ضمان سلام دائم، قائم على الإرادة السياسية، والحق في علاقات متبادلة، وعلى مبدأ احترام التنوع.

إن الهدف من انتهاج هذه المقاربة، التي لا محيد عنها، يتمثل في بلوغ الكونية، انطلاقا من الخصوصية، دون النزوع نحو القضاء عليها. فتحقيق السلام الشامل الذي تم التنظير له منذ أزيد من قرنين من الزمن، يظل مشروعا مطروحا باستمرار، كأفق سياسي، بل واختيار قابل للإنجاز، على المدة المتوسطة، إذا ما نحن وفرنا له الوسائل الضرورية، ضمن مقاربة واقعية وطموحة.

ومن هذا المنظور، نؤكد عزم المغرب على الانخراط في هذا التوجه القوي، الذي يحمل في طياته بوادر إعادة تنظيم جذري للقوى السياسية، ولقواعد العمل الاقتصادية، وللممارسات الاجتماعية، ولحركية ودينامية الأفكار.

وعلى الرغم من أن "الكونية" ما تزال شأنا حديثا في مختلف أرجاء العالم، فإن المغرب يتطلع إلى كونية جديدة، عادلة وتشاركية، وأكثر إنسانية، تعيد التوازن للعالم، وتتيح مصالحته مع ذاته؛ وذلك بإعطاء معنى لتوجهاته، إذكاء روح الثقة فيه.

ولهذه الغاية، يتعين العمل على جعل هذا التحدي مسؤولية جماعية، وقضية كل الدول، ومختلف الفاعلين، كيفما كان وزنهم، وذلك للدفع قدما بمشروع متجدد وغير مسبوق، "مشروع مجتمع كوني"، يمكننا من مد الجسور مع روح عصر الأنوار، كما جسده إيمانويل كانط، ومع عصر ابن خلدون، أول منظر للتاريخ العالمي للحضارات. وبذلك، نضع القاطرة على السكة الصحيحة، نحو تحقيق هدف أسمى، ألا وهو جعل "الكونية" أكثر إنسانية وعالمية.

وإن نتطلع بكامل الاهتمام، إلى ما سيثمره هذا المؤتمر الهام، من مقترحات وتوصيات بناءة، فإننا نرحب بالمشاركين المرموقين فيه، معربين لكم عن أجمل متمنياتنا بالمقام الطيب بين ظهرانينا، وفي رحاب أرض مراكش الحمراء، هذه المدينة التاريخية الوطنية والعالمية، والتي تجسد بمعالمها الحضارية والثقافية، وبتطورها المعاصر، رمزا للتآلف الإنساني المنشود، وقبلة للعاملين عليه، ومنوهين في الختام بمنظميه.

أعانكم الله، وكلل أشغالكم بالتوفيق.

ومن هذا المنطلق، فإنه يمكن اعتبار هذه الأزمة، على الأرجح، بمثابة النقمة التي في طيها نعمة، متى استطاع العالم إعادة النظر في طرق التحليل، وفي أنماط التفكير السائدة، وتمكن من تجاوز العقبات الفكرية، التي ساهمت في انهيار قطاعات بأكملها من الاقتصاد الدولي.

فما أحوال الإنسانية اليوم، إلى أنماط مركبة من التفكير، لتنوير عالم يكاد يغرق في الظلام، بفعل مقاربات سطحية وتبسيطية، ولتفادي الخيارات القائمة على الثنائية التعارضية بين الدولة والسوق، والحسابات الفارغة، وذلك لإعادة الاعتبار للخيار الوحيد الواقعي والطموح.

إنه خيار الدولة التي تؤطر وتنظم وتساعد، وتساهم بالتالي في تحرير الطاقات، وتفتح المجال فسيحا أمام حركية السوق.

ولتحديد هذه الرؤية المتجددة وإشاعتها، والدفع قدما بالتفكير الجاد والمعمق في كافة أبعادها، واستشراف الطول الوجهة الممكنة لبلورتها، فإن المغرب يتطلع بكل اهتمام، للإسهامات القيمة لمؤتمركم الهام؛ بالنظر لمؤهلاتكم الفكرية، وخبرتمكم الواسعة، ولما راكمتموه من تجربة غنية في مجالات عملكم ودائرة انشغالكم.

فقد سبق لكم أن سلطتم الضوء على المخاطر الناجمة عن عوامة ناقصة، وعلى الإشكالات المتعلقة بعدم ملاءمة آليات الحكامة العالمية.

وبموازاة ذلك، ما فتئتم تذكرون بمحدودية الفكر الليبرالي الوحيد، ومخاطر النماذج النمطية، والمأزق الذي يؤدي إليه التشابه البنيوي للأفكار وخطها. وذلك بفعل تواطؤ النخب أو تلكؤها، أو استقالتها عن القيام بدورها الطبيعي في إضفاء طابع إنساني وإيجابي على التحولات العالمية، باستباقها وحسن قراءتها، والنهوض بدور ملموس، في بلورة وتفعيل حلولها وخلصاتها على أرض الواقع، بكفاءة وتجرد وحكمة وحكمة.

وتلكم سبيلكم للدعوة الصادقة والمساهمة البناءة في الإقرار بضرورة التنوع السياسي والاقتصادي والاجتماعي، والعمل على ترسيخ فضيلة الانفتاح، وإقناع الآخر بالأخذ به، والدفع في اتجاه إعادة تركيز النقاش على الدول بصفة عامة، وعلى بلدان الجنوب بصفة خاصة.

ونود بهذه المناسبة، أن ندعوكم إلى تعميق التفكير والنقاش، في إناء هذا النهج العالمي وتعزيزه بأبعاد إنسانية وروحية، وكذا الأخذ بعين الاعتبار التحديات المعقدة والمتداخلة التي تواجه البشرية.

كما نحثكم على إضفاء بعد أوسع على مقاربتكم، بالتوجه نحو دول الجنوب، وذلك بربط التفكير القائم حاليا حول منطقة البحر الأبيض المتوسط، برهانات القارة الإفريقية، من خلال إدماج القضايا المتصلة بنماذج جديدة من التفكير، قوامها توطيد وحدة وسيادة ومناعة الدول، واندماجها الإقليمي، ضد التخلف والتجزئة والإرهاب وعدم الاستقرار، ومحاربة نزوعات الهيمنة، وخلق كيانات هشة، لا مكان لها في عصر التكتلات القوية؛ وعمادها الحكامة الجيدة والتركيز على الإشكالات الكبرى المرتبطة بالفلاحة والماء والطاقة، والتغذية والصحة، والمناخ والبيئة، في صلب هذا النقاش البناء.



MESSAGE ROYAL

محمد السادس ملك المغرب

جلالة ملك المغرب

الحمد لله وحده، والصلاة والسلام على مولانا رسول الله وآله وصحبه.

أصحاب المعالي والسعادة،

حضرات السيدات والسادة،

يطيب لنا أن نتوجه إلى المشاركين في أشغال المؤتمر العالمي الثاني للسياسة، معبرين عن إشادتنا باختياركم المغرب، أرض السلام والانفتاح لاحتضانه.

وكما تعلمون، فإن هذا المؤتمر الهام يلتئم في سياق مطبوع بتحديات عميقة، ومشحون بتوجهات بالغة التعقيد. وإذا كانت الأزمة المالية والاقتصادية التي ضربت مختلف الأسواق العالمية الرئيسية قد أثارت جملة من التساؤلات، مبرزة ضرورة إعادة النظر في أسس النظام الاقتصادي العالمي، فإنها تستحث الجميع على العمل بحرص للحيلولة دون تحولها إلى أزمة اجتماعية وسياسية مزمنة.

لقد هزت هذه الأزمة غير المسبوقة بقوة أركان نظام كان العالم يؤمن باستمراره، لاسيما في ظل الاندفاع نحو الليبرالية. بيد أن انهيار بعض أبرز المؤسسات المالية العالمية، واستفحال أزمة الائتمان، فضلا عن التجاوزات الناجمة عن التحرر المفرط من التأطير القانوني؛ كلها عوامل أدت إلى التشكيك الواضح في أسطورة نظام ليبرالي صلب وشمولي؛ حيث أظهرت الاختلالات الكبيرة التي أفرزتها هذه الظرفية، محدودية الرؤية القائمة على نهاية التاريخ بانتصار الليبرالية، والمبنية على السلطة المطلقة للسوق، وعن تخلي الدول عن مسؤولياتها الضبطية والإستراتيجية.

كما أنها أبانت أن العالم اليوم، في حاجة ملحة إلى عودة الدولة، ليس تكلم الدول الشمولية، بل الدولة الإستراتيجية، الديمقراطية العصرية، والمنظمة للسوق. وهو الدور الذي حجبه الإنجازات الكبرى للانفتاح الليبرالي.

ويموازاة ذلك، فإن ضرورة عودة الدولة يواكبها تنامي الوعي بالحاجة إلى حكمة عالمية شاملة ومنصفة، قادرة على هيكلة الأسواق المعولة الجامحة، والتحكم في القوى الفاعلة فيها.

وأمام هذا المد الذي ضرب الاقتصاد العالمي، فإن المغرب كان في طليعة الدول القلائل، التي استعدت لمواجهة الأزمة، وعملت قدر استطاعتها، على معالجة هذه القضايا المصيرية.

وعلى الرغم من كون المغرب اعتمد مبكرا نظام الاقتصاد الليبرالي المنفتح، وانخرط فيه، فإنه يحرص دوما على عدم الانسياق وراء تجاوزات الليبرالية في شكلها المتوحش، الذي لا ينبغي أن يكون مدعاة لإنكار الدور التاريخي لليبرالية في تحرير وتقدم الإنسانية.

ومن هنا، فقد تمكنت بلادنا، بفضل نظام مالي ومصرفي مهيكول ومنظم، واقتصاد متوازن، مبني على الزراعة وعلى التنوع الصناعي، من التحكم في تداعيات التقلبات الاقتصادية التي هزت العالم بأسره، بل والحد نسبيا من انعكاساتها السلبية.

فقبل ظهور الأزمة بوقت طويل، كان المغرب سباقا للعمل بما يمكن تسميته بـ "الحكمة الإنسانية"، أي بنظام يحد من انعكاسات العولة، التي اجتاحت العالم خلال العقود الأخيرة، بل ويجعلها أكثر إنسانية.

ومن ثم، كان حرصه على الانكباب على عدد من القضايا والأخذ بتوجهات رئيسية، أثبت فيما بعد أهميتها البالغة، وملاءمتها للوضع الحالي.

ويتوفيق من الله، والتزام راسخ باختيارات وسطية، وتجاوب عميق من التطلعات الحقيقية والمشروعة لمواطنينا وقواهم الحية، وتضامن ملموس من الجهات والفئات المحرومة، وانخراط فاعل في عصرنا، اتخذنا عدة مبادرات مقدامة، وحققنا مكاسب هامة، لا يشكل الإتيان على ذكر بعضها تفاقرا، وإنما وعيا مسؤولا بأهمية التقدم المحرز. بل إننا نعتبره، قبل ذلك، حافزا على المضي قدما، بحزم وعزم، في الطريق الشاق والطويل، اللازم لاستكمال بناء مغرب موحد وديمقراطي ومتقدم وعصري.

منطلقنا في ذلك، أن السياسة بمفهومها النبيل لم ولن تموت، لأنها من كينونة الإنسان، ولأنها فن الممكن، وجوهر الديمقراطية؛ بل إنها ازدادت ارتباطا بالناس، بتخلصها من السياسة السياسية، وقيامها على المشاركة الواسعة والقرب والحكمة الجيدة والمواطنة الكونية.

ومن ثم كان مذهبنا في الحكم يقوم على توطيد الدولة القوية بسيادة القانون، والديمقراطية التشاركية، وترسيخ حقوق الإنسان في أبعادها الشمولية، وجعل الإنسان في صلب التنمية، بإطلاق المبادرة الوطنية للتنمية البشرية لمحاربة الفقر والهشاشة والإقصاء والتهميش، بموازاة مع سياسة أوراش كبرى، وبرامج ومشاريع ومخططات مهيكلة، ممولة أساسا باستثمارات عمومية هائلة؛ وكذا انتهاج الحكامة الجهوية والتربائية، واقتراح المبادرة المقدامة للحكم الذاتي، وإطلاق الإصلاح العميق للقضاء، والانخراط الفاعل في الحوار بين الأديان، والدفاع عن القيم الروحية والإنسانية المثلى للتسامح والاعتدال والتضامن والإخاء، ضد كافة أشكال التطرف والعنف والانغلاق.

حضرات السيدات والسادة،

لقد أظهرت الأزمة الراهنة محدودية النماذج النمطية والتبعية المالية، في غياب أي تدقيق في هذه النماذج وممارستها.

كما أكدت أهمية التنوع، سواء تعلق الأمر بالقضايا البشرية، أو بالأفكار والثقافات، ومحيطها الطبيعي، وهي بذلك، إنما أبرزت الحاجة إلى عولة موسعة، إدماجية وتشاركية، حريصة على الإنصات للأصوات المعارضة، والانفتاح على الاختيارات المختلفة.



MESSAGE ROYAL

Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Louange à Dieu

Prière et salut sur le Prophète,
Sa famille et Ses compagnons

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Il Nous est agréable d'adresser le présent message aux participants aux travaux de cette deuxième World Policy Conference. Nous nous félicitons du fait que votre choix se soit porté sur le Maroc, terre de paix et d'ouverture, pour y tenir vos assises.

Ainsi que vous le savez, la tenue de cette importante conférence intervient au croisement de lignes de force et tendances de fond cruciales dont la complexité et l'ampleur sont saisissantes. La crise financière puis économique qui a secoué toutes les grandes places internationales a suscité des interrogations, provoqué des remises en question et mis en lumière la nécessité de changer les règles du jeu à l'échelle mondiale. Cette situation incite d'ailleurs à veiller à ce que cette crise financière ne se transforme pas en une crise sociale et politique.

Cette crise a bouleversé une donne que l'on croyait, dans le contexte euphorique de la libéralisation débridée, devoir durer. L'écroulement de certaines parmi les grandes institutions financières, la crise généralisée du crédit, les dérives de la dérégulation sauvage ont profondément remis en question le mythe d'une libéralisation toute puissante et omnisciente. Les failles béantes qui se sont ouvertes, à cette occasion, ont montré les limites de la vision fondée sur la fin de l'histoire avec la victoire du libéralisme, ainsi que celles d'un tout-marché où les États auraient déserté leurs responsabilités de pilotage stratégique.

A contrario, elles soulignent la nécessité, pour le monde, d'un certain retour de l'État, non pas un État totalitaire, mais un État stratège, démocratique, moderne et régulateur, dont le rôle avait été éclipsé par les grandes avancées de l'ouverture économique libérale. Ce besoin du retour de l'État s'est accompagné d'une prise de conscience accrue de la nécessité d'une gouvernance globale, équitable et capable de structurer et de réguler les puissantes forces des marchés globalisés.

Face à cette vague de fond mondiale, notre pays s'est trouvé préparé, voire à l'avant-garde de la réflexion sur ces questions cruciales. Tout en ayant épousé et pratiqué très tôt le credo libéral et l'ouverture économique, le Maroc a été parmi les premiers et rares pays à s'attaquer à ces problèmes

dans la mesure du possible, en se gardant toujours de verser dans les excès du libéralisme sauvage. Pour autant, rien n'autorise le reniement du rôle historique du libéralisme dans l'émancipation et le progrès de l'humanité.

Doté d'un système financier et bancaire structuré et régulé, et d'une économie équilibrée, ancrée dans l'agriculture et diversifiée industriellement, le Maroc a pu maîtriser et tempérer les bouleversements économiques qui ont secoué le monde entier, comme il en a relativement atténué les effets pervers.

Bien avant cette crise, le Maroc avait anticipé l'exigence de pratiquer ce que l'on peut qualifier de « gouvernance à visage humain », de sorte à modérer et à humaniser la formidable vague de mondialisation des dernières décennies. À ce titre, le Maroc s'est montré soucieux d'engager la réflexion sur nombre de questions et de suivre des orientations majeures, qui se sont révélées particulièrement pertinentes et opportunes au regard de la conjoncture actuelle.

Avec l'aide de Dieu et la force de notre engagement fondé sur des choix modérés, avec la volonté sincère et profonde de répondre aux aspirations réelles et légitimes de nos citoyens et des forces vives de la nation, avec le souci constant d'être concrètement solidaire des régions et des populations défavorisées, et avec l'ambition d'entrer de plain-pied dans la modernité, nous avons pris une série d'initiatives audacieuses, et accompli d'importantes réalisations. Si on en cite quelques-unes, ce n'est certainement pas par fanfaronnade, mais plutôt dans le souci délibéré et responsable de faire prendre conscience de l'importance des progrès réalisés et d'y trouver un bon stimulant pour aller de l'avant avec la rigueur requise et œuvrer résolument pour franchir le chemin long et ardu qu'il reste à parcourir en vue de parachever la construction d'un Maroc uni, démocratique, avancé et moderne.

Notre credo de base est que la politique, dans son acception la plus noble, n'est pas morte et ne mourra pas, car elle est consubstantielle à l'homme. C'est l'art du possible et l'essence de la démocratie. En fait, elle entretient un lien plus étroit avec les gens, notamment en cherchant à se délester de sa charge politique et en privilégiant la participation élargie, la proximité, la bonne gouvernance et la citoyenneté universelle.

Partant, Notre doctrine du pouvoir repose sur la consolidation de l'État fort de la suprématie de la loi, la démocratie participative, l'ancrage des droits de l'Homme sous tous leurs aspects, et l'insertion de l'homme au cœur du processus de développement, à travers le lancement de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH). Parallèlement à la politique des grands chantiers, des programmes, des projets et des plans structurants, financés principalement à partir d'investissements publics, l'INDH vise à lutter contre la pauvreté, la précarité,

l'exclusion et la marginalisation. À cela, s'ajoutent l'adoption de la gouvernance régionale et territoriale, la proposition de l'Initiative audacieuse d'autonomie, la mise en chantier de la réforme profonde de la justice et l'engagement actif en faveur du dialogue des religions et pour la défense des valeurs spirituelles et des nobles idéaux de tolérance, de modération, de solidarité et de fraternité, contre toutes les formes d'extrémisme, de violence et d'ostracisme.

Mesdames, Messieurs,

La crise actuelle a démontré les limites de l'uniformisation et du mimétisme financier, en l'absence d'un examen préalable des pratiques y afférentes. Elle a aussi confirmé le besoin de respecter, dans leur diversité, les hommes, les idées, les cultures et leur environnement physique. Enfin, elle a mis en exergue la nécessité d'une mondialisation élargie, inclusive, participative, à l'écoute des voix différentes et attentives aux choix différents.

Bref, la crise sera sans doute une bénédiction déguisée si le monde parvient à transformer les grilles de lecture convenues, les cadres de pensée dominants et les blocages intellectuels qui ont contribué à l'effondrement de pans entiers de l'économie mondiale.

Aujourd'hui, l'humanité a éminemment besoin de modes de pensée complexes afin d'éclaircir un monde presque obscurci par des approches simplistes et simplificatrices. Elle a aussi besoin d'une pensée complexe pour éviter les choix binaires entre États/ou marché, les jeux à somme nulle, afin de réhabiliter la seule option qui soit réaliste, pertinente et ambitieuse, celle d'un État qui accompagne, régule, encadre et, donc, libère pleinement le marché et les énergies.

Afin de définir et promouvoir cette vision innovante et en vue de faire avancer les réflexions responsables et approfondies et les solutions judicieuses y afférentes, le Maroc suivra avec beaucoup d'intérêt les contributions méritoires qui seront les vôtres au cours de cette importante conférence. Vous vous prévaldrez, en cela, des compétences intellectuelles et du large savoir-faire que vous comptez à votre actif, ainsi que de l'expérience riche qu'il vous a été donné de cumuler dans vos champs d'activité respectifs et par rapport à vos différents centres d'intérêt.

Vous avez déjà mis en évidence les dangers d'une mondialisation tronquée, et les risques d'une insuffisance des mécanismes de gouvernance mondiale. Parallèlement, vous n'avez cessé de rappeler les limites de la pensée unique libérale, les dangers de l'uniformisation des modèles et les impasses générées par la consanguinité des idées imputables à la complicité, à l'abstention ou carrément à la démission des élites face à la nécessité de remplir la mission d'avant-garde qui leur incombe pour conférer un visage



humain aux mutations à l'œuvre sur l'échiquier international et pour leur faire prendre une tournure positive, par un travail rigoureux d'anticipation et de décryptage. Ces élites doivent également contribuer de manière tangible à la recherche de solutions concrètes aux problèmes générés par ces transformations, et aider à tirer les conclusions qui s'imposent. Pour cela, il importe qu'elles fassent preuve de compétence, d'impartialité et de sagesse, et qu'elles déploient le savoir-faire et l'expérience qui sont les leurs.

Ce faisant, vous avez contribué à reconnaître et à faire reconnaître la nécessité de la diversité politique, économique, sociétale et à recentrer les débats sur les États en général, et sur les pays du Sud en particulier.

À cette occasion, Nous vous invitons à approfondir et à enrichir la réflexion et le débat sur la mondialité, en les élargissant aux dimensions humaine, spirituelle et en y intégrant tout cet enchevêtrement de défis auxquels l'humanité doit faire face aujourd'hui.

Nous vous incitons également à descendre encore plus au sud pour relier la réflexion actuelle sur la Méditerranée aux enjeux de l'Afrique en y intégrant les questions liées aux nouveaux paradigmes d'idées. Ceux-ci doivent se prévaloir de la nécessité de consolider l'unité et la souveraineté des États, d'assurer leur immunité et de favoriser leur intégration régionale pour les prémunir contre les effets pervers du sous-développement, du démembrement, du terrorisme et de l'instabilité, outre la lutte contre les velléités hégémonistes et la création d'entités fragiles qui n'ont aucune place parmi les ensembles puissants. Ils doivent également prendre appui sur la bonne gouvernance et l'impératif de se focaliser sur les grandes problématiques agricoles, hydriques, énergétiques, alimentaires, sanitaires, climatiques et environnementales.

La nécessité de nouvelles régulations économiques qui vont de pair avec une refondation des équilibres géopolitiques n'a rien de spéculatif. La densification et la complexification des relations entre les pays et les peuples mettent en jeu la paix et la stabilité dans le monde, voire même la survie et le salut de l'Humanité.

Aussi, la maîtrise des relations internationales suppose-t-elle une vraie gouvernance axée sur la justice et la rigueur. Celle-ci a un nom : la constitution d'un « projet de société universelle » qui doit se décliner dans des mécanismes de prise de décisions participatives et *bottom up* et l'intégration de paramètres spirituels tels que la *nijya* qui, dans l'Islam, revêt une importance fondamentale et renvoie à la puissance croisée de l'intentionnalité, de la sincérité et de la foi.

Un tel projet ne doit pas s'appliquer comme une énième directive venue d'en haut, mais comme un processus

organique, politique et civilisationnel, à même d'assurer une paix perpétuelle par la volonté politique, le droit à des échanges réciproques et le respect des diversités.

L'intérêt de mettre en œuvre cette démarche incontournable réside dans la volonté d'atteindre l'universel en passant par le particulier et non en écrasant celui-ci. Cet horizon de paix généralisée, esquissé il y a déjà plus de deux siècles, est un projet qui conserve toute son actualité comme perspective politique et comme préalable nécessaire, réalisables à moyen terme, si nous nous en donnons les moyens dans le cadre d'une démarche à la fois pragmatique et ambitieuse.

C'est dans cette optique que Nous réaffirmons la ferme volonté du Maroc d'adhérer à cette forte tendance qui annonce une profonde recomposition des forces politiques, des règles du jeu économique, des pratiques sociales et du mouvement des idées.

La « mondialité » est encore une idée neuve partout dans le monde. Voilà pourquoi le Maroc appelle de ses vœux une nouvelle mondialité, une mondialité juste, équitable, participative, bref une « mondialité à visage humain » qui équilibre, intègre, réconcilie le monde avec lui-même en injectant du Sens et de la Confiance.

Pour cela, nous devons faire en sorte que cette mondialité devienne l'affaire de tous, qu'elle soit appropriée par tous les acteurs et tous les pays, petits ou grands, aux termes d'un projet inédit et mobilisateur : un « projet de société universelle » qui nous permette de renouer aussi bien avec l'esprit des Lumières, celui de Kant, qu'avec celui d'Ibn Khaldoun, premier théoricien de l'histoire universelle des civilisations.

Nous serons alors sur la bonne voie pour réaliser cette ambition majeure qui consiste à rendre la mondialité véritablement humaine et universelle.

Nous suivrons avec un vif intérêt les idées, les propositions et les recommandations qui émergeront des travaux de votre importante conférence. Nous souhaitons la bienvenue aux éminents participants ici présents, ainsi qu'un agréable séjour dans la cité ocre de Marrakech, ville pétrée d'histoire qui, de par sa renommée nationale et internationale, son cachet civilisationnel et culturel et son essor marqué du sceau de la modernité, offre l'illustration concrète de la convivialité humaine souhaitée et constitue un point de convergence pour ceux qui travaillent à sa concrétisation.

Nous tenons, avant de conclure, à saluer toutes celles et tous ceux qui, directement ou indirectement, se sont investis dans l'organisation de cette conférence, apportant ainsi leur concours au succès que nous souhaitons tous pour ce grand événement.

Wassalamou alaïkoum warahmatoullahi wabarakaouh.

DISCOURS D'OUVERTURE

Thierry de Montbrial

Monsieur le conseiller, représentant de Sa Majesté, Messieurs les présidents, Messieurs les Premiers ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs.

Je suis heureux de me trouver à Marrakech, dans cette magnifique ville de ce magnifique pays, et d'ouvrir les travaux de cette conférence. Je remercie Sa Majesté à travers vous, Monsieur le conseiller, pour le discours très substantiel que vous venez de nous lire.

Je dois tout d'abord rappeler que cette World Policy Conference, dont nous allons tenir la deuxième édition, a pour but de contribuer à la reconstruction de la gouvernance mondiale. C'est un but à la fois très précis et très ambitieux.

Si l'on parle de gouvernance plutôt que de gouvernement, c'est pour évoquer la nécessité de mécanismes flexibles de coordination à une époque où un mode d'organisation purement hiérarchique paraît inadéquat aux défis auxquels le monde fait face. La gouvernance mondiale, c'est fondamentalement le problème de la *coordination de la production des biens publics* tels qu'ils sont appréhendés par les États, ceux-ci restant encore la réalité fondamentale de la société internationale. Chacun d'eux a sa vision des biens publics, une vision affectée mais non pas déterminée par les débats planétaires.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le conseiller, ce que nous cherchons à faire aujourd'hui – nous, je veux dire la World Policy Conference, mais au-delà tous ceux qui travaillent à ce problème de la gouvernance –, c'est réaliser une approximation praticable et réaliste du projet de paix perpétuelle : ce vieux projet auquel, comme vous l'avez dit, sont associés des noms illustres. Vous avez évoqué celui d'Ibn Khaldoun : beaucoup d'Occidentaux auraient en effet profité à lire les œuvres de cet immense philosophe et historien. Naturellement on pense aussi aux écrits de l'abbé de Saint-Pierre, d'Emmanuel Kant ou, plus près de nous, du philosophe allemand Jürgen Habermas.

Nous voulons travailler à l'émergence d'une version concrète et réaliste d'un tel projet. L'enjeu est vital parce que, si nous ne parvenons pas à adapter nos structures de coordination à un monde qui change vite et même trop vite, nous vivrons des crises systémiques dont celle que nous avons traversée sur le plan économique et financier ces derniers mois ne donnerait qu'un avant-goût. C'est donc ce risque de crise structurelle majeure au niveau mondial qu'il s'agit d'éviter – cela, c'est l'aspect défensif – et au-delà, il importe de construire des modes de coordination bénéfiques à tous dans la durée.



Je regrette personnellement qu'après la Seconde Guerre mondiale on ait remplacé l'appellation *Société des nations* par *Organisation des nations unies*. Cela était sans doute inévitable, puisque la Société des nations était en faillite en raison des événements de l'entre-deux-guerres. Mais je crois qu'au stade d'évolution où nous en sommes, l'expression *Société des nations* correspond davantage à la réalité qu'*Organisation des nations unies*, tout simplement parce que les nations ne sont pas ou pas encore unies. L'ensemble des États constitue une société beaucoup plus qu'une communauté, au sens sociologique de ces termes. Ce que nous voulons donc construire, c'est une véritable Société des nations. Et toute société doit se structurer pour dégager des intérêts supérieurs communs, c'est-à-dire qui transcendent les inévitables conflits entre ses membres. Elle doit s'organiser pour prévenir ou contenir les effets des perturbations de toute nature, qu'il s'agisse de chocs économiques ou politiques. Je pense en particulier – pour ceux qui connaissent les premiers travaux d'Henry Kissinger sur le congrès de Vienne et la construction d'un concert européen après les guerres napoléoniennes – au concept d'acteur révolutionnaire. L'acteur révolutionnaire, c'est celui qui refuse d'obéir aux règles établies pour le bien commun de la société et qui, par conséquent, met celles-ci en péril. Toute société doit s'organiser pour circonscrire les acteurs qui cherchent à la détruire ou à la déstabiliser.

Ces idées peuvent paraître abstraites mais elles sont en réalité fort concrètes. Le grand mathématicien et physicien français Paul Langevin disait : « Le concret, c'est de l'abstrait usagé. » Ces idées abstraites se traduisent en effet, typiquement, dans le domaine de l'organisation du commerce international. Le but de l'OMC, c'est de maintenir un système économique essentiellement ouvert car nous savons que si le système économique se refermait, on connaîtrait à nouveau des crises comparables à celles des années 1930 qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale avec le protectionnisme, la montée des nationalismes, etc. Et la question de la lutte contre les perturbateurs, aujourd'hui, prend une tournure infiniment concrète à travers le terrorisme international orchestré par des unités politiques non étatiques telles que, par exemple, Al-Qaïda.

L'approfondissement de ces problèmes fait appel à deux types de perspectives dans l'ordre du temps et dans l'ordre de l'espace.

Dans l'ordre du temps, il faut à la fois se préoccuper de la construction d'un système de coordination viable à moyen et à long terme, mais sans négliger les problèmes à court et à moyen terme. Il faut donc pouvoir travailler sur deux échelles de temps différentes. Et en ce qui concerne l'espace, il faut œuvrer à la fois sur le plan régional et sur le plan global. Il n'est pas raisonnable d'espérer élaborer des mécanismes susceptibles de résoudre tous les problèmes

locaux au niveau mondial. L'une des grandes déficiences de la gouvernance telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, c'est précisément de mal traiter les problèmes régionaux.

Je pense que pour l'avenir de la World Policy Conference – et cela concerne les travaux des deux jours à venir –, nous devons avoir présente à l'esprit cette double distinction, temporelle et spatiale, le court-moyen et le moyen-long termes d'une part, le régional et le global de l'autre.

Je pense qu'une Organisation des nations unies rénovée – qui, j'en suis conscient, ne se ré-appellera certainement pas Société des nations – devra se fixer pour mission d'assurer la cohérence et de veiller à la légitimité des mécanismes de coordination mis en place pour chacun des grands problèmes affectant le monde dans son ensemble, et ceci aux différentes échelles de temps et d'espace.

Quelques mots si vous le permettez sur les événements survenus depuis notre première réunion il y a un peu plus d'un an à Évian. Je pense surtout à la crise économique et financière. Ceux d'entre vous qui étaient présents à Évian l'an dernier se souviennent que la WPC a coïncidé avec une forte poussée de la crise. Jean-Claude Trichet avait pris le temps de venir malgré les énormes tensions. Aujourd'hui, on peut dire que la crise financière est pour l'essentiel derrière nous. À condition cependant de ne pas relâcher les efforts et de ne pas penser que, parce que les choses vont mieux, on peut se dispenser d'effectuer les indispensables réformes systémiques.

En ce qui concerne la situation économique, nous sommes loin d'y voir clair. La plupart des experts pataugent encore quand il s'agit de définir les stratégies de sortie. Nul ne sait combien d'années seront nécessaires pour remettre le système économique dans son ensemble sur les rails.

Mais au-delà de l'aspect économique, je voudrais insister sur le fait que la gouvernance mondiale, ce n'est pas seulement l'économie – il y a d'ailleurs une forte interaction entre l'économie et la politique sur laquelle j'ai insisté dans mes interventions à Évian – mais ce sont aussi les problèmes politiques, les problèmes de sécurité et un certain nombre de questions plus spécialisées telles que l'énergie, le climat ou encore la santé, l'environnement, etc. Tous ces thèmes sont inscrits à l'ordre du jour de nos travaux.

D'une manière sans doute trop brutale, je dirai que sur ces différents plans le monde n'a pas beaucoup progressé depuis l'an dernier. S'agissant de l'énergie, par exemple, puisque nous sommes à deux mois de la conférence de Copenhague, je crains que nous n'allions vers une déception parce que les mécanismes de gouvernance et de négociation pour des sujets aussi complexes que le rapport entre l'énergie et le climat ne sont pas au point. Cette

remarque vaut pour d'autres sujets, comme la santé. Nous avons donc énormément de pain sur la planche.

Du point de vue de la méthode, pour progresser dans ces directions, permettez-moi quelques remarques. Tout d'abord, je veux insister sur la primauté des États. Le projet de la World Policy Conference a été conçu à la fin 2007, avec une première réalisation en 2008. Nous sommes les premiers à avoir rappelé le principe de la primauté des États, en un temps où la mode était encore de ne plus les considérer que comme des entraves à l'avènement du meilleur des mondes.

Oui, les États ont la primauté puisque par définition, ils incarnent le bien commun de leurs peuples, même s'ils le font imparfaitement. Ce qui ramène au thème de la coordination dont je parlais tout à l'heure.

Naturellement, les États doivent aussi se réformer à l'intérieur et pas seulement dans les modes de coordination interétatique. Et pour pouvoir améliorer le fonctionnement de systèmes aussi complexes que la finance, l'énergie, la santé, etc., ils doivent coopérer avec les autres parties prenantes et donc les autres unités actives ou unités politiques concernées, question par question. Il faut segmenter et coordonner, ce qui ramène à la mission de l'ONU à laquelle je faisais allusion précédemment. Derrière tout cela, il faut une volonté coopérative qui transcende les conflits et les différences. Faute de quoi rien n'est possible. Là se situe probablement l'obstacle principal.

Cela fait quelques années que je tente de caractériser le nouveau monde dans mes écrits. L'an dernier, à Évian, j'ai pour cela utilisé trois termes qui sont : multipolarité, hétérogénéité et globalité. Permettez-moi à nouveau quelques mots sur chacun d'eux.

Multipolarité : certes, les États-Unis sont et vont rester la première puissance mondiale dans l'avenir prévisible. Ceci, personne ne peut en douter. Mais sur chacun des problèmes de la gouvernance, les États-Unis ne peuvent plus prétendre détenir seuls les clefs du bien commun. Ils doivent raisonner en termes de *partnership* davantage qu'en termes de *leadership*, ce qui n'est pas dans leur culture. Ils doivent apprendre à travailler avec d'autres acteurs. Mais les pôles correspondant à chacun des problèmes identifiés ne sont pas forcément les mêmes. Si j'ose employer un vocabulaire mathématique, l'intersection des ensembles des pôles correspondant aux différents problèmes comprend évidemment les États-Unis. Les États-Unis sont toujours parmi les pôles, tout au moins au niveau global. Ceci est un point très important. Il faut donc pour chaque problème bien identifier les pôles. Par exemple, la création du G20 paraît une initiative heureuse, s'agissant de la coordination macro-économique et financière globale. Mais s'agissant



des questions politiques majeures, le bon G serait probablement constitué des membres permanents d'un Conseil de sécurité rénové dans le système des Nations unies, en nombre beaucoup plus restreint. Et là, force est de constater que l'on n'a pas beaucoup progressé.

Ce que je veux dire s'agissant des G – des groupes correspondant aux différents problèmes de gouvernance –, c'est ceci. Premièrement, l'identification des membres d'un G dépend du problème posé mais, en même temps qu'un G est institué, il faut élaborer une charte définissant les droits mais aussi les devoirs de chacun de ses membres, afin d'assurer dans le domaine considéré une gouvernance effective qui ne soit pas seulement pour le bien des membres de ce groupe mais également pour les autres. Et là, nous avons une difficulté que nous rencontrons partout : pour qu'un groupe fonctionne de manière efficace, il faut qu'il soit suffisamment large pour inclure les principaux acteurs du domaine considéré, mais en même temps qu'il ne soit pas trop large pour qu'il puisse fonctionner. C'est ainsi que l'un des problèmes majeurs dans les négociations sur l'énergie et le climat, on le verra sûrement à Copenhague, c'est qu'il y a trop d'acteurs, au moins dans la phase actuelle.

La définition du bon G, de la bonne taille correspondant à chaque problème, est un exercice difficile mais je le répète : chaque G doit avoir sa charte de devoirs et de droits. Parmi les devoirs, il y a nécessairement de contribuer effectivement au bien commun par la mise en œuvre de ressources substantielles, économiques ou militaires par exemple.

J'insiste sur l'aspect devoir. Il me semble, Mesdames et Messieurs, qu'il y a là beaucoup à faire. À moins que je sois mal informé, je ne sache pas que les différents G en existence actuellement se soient préoccupés de définir par écrit de manière précise ce à quoi ils sont engagés, non seulement pour le bien de leurs membres mais pour celui des autres États. À cet égard, je pense qu'il y aurait place pour un travail de révision de la charte des Nations unies dans son ensemble. Et permettez-moi de vous dire, quitte à jeter un pavé dans la mare, que certains textes même approuvés par l'Assemblée générale des Nations unies – comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme, *universelle* parce qu'à la dernière minute René Cassin a réussi à substituer cet adjectif au mot *international* – posent problème. La Déclaration des droits de l'Homme est superbe, beaucoup y souscrivent, et j'y souscris naturellement moi-même sans réserve, mais elle n'est pas universelle dans la mesure où l'ensemble des membres de la société internationale n'ayant pas été associés à sa rédaction, elle n'est pas incarnée dans toutes les cultures. Donc il y a un important travail à faire afin de préciser les droits mais aussi les devoirs des membres des différents G. Et ceci vaut en particulier pour les membres du G20 qui est la dernière création.

Derrière tout cela, on voit qu'il y a un problème d'efficacité et un problème de légitimité. L'efficacité commande qu'il n'y ait pas trop de membres dans un groupe et, naturellement, que ce groupe soit lui-même convenablement organisé. La légitimité commande qu'il y en ait suffisamment et qu'il y ait aussi des mécanismes pour inclure les intérêts des non-membres et là, tout ou en tout cas beaucoup reste à construire.

Naturellement, quand on parle de ces groupes qui pullulent et qui se créent à travers les ans, on doit aussi inclure les institutions internationales telles que, dans le domaine économique, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc. La question de l'articulation et de la cohérence de toutes ces institutions reste encore largement à trancher et, comme je l'ai dit précédemment, une Organisation des Nations unies rénovée pourrait avoir un rôle majeur dans ce domaine.

Le deuxième de mes qualificatifs du nouveau système international, *l'hétérogénéité*, touche à un point essentiel. Le facteur idéologique reste très important dans le monde actuel. L'idéologie, c'est simplement le fait que chaque peuple fonctionne selon un « système d'idées », et les systèmes d'idées ne forment pas un tout cohérent. L'équation de la fin de l'histoire, l'équation de Fukuyama (démocratie + économie de marché => paix + prospérité), repose sur un postulat idéologique d'autant plus contestable qu'on ne définit pas avec précision les termes employés. Elle n'est pas opérationnelle.

Il faut donc reconnaître que les différents peuples, les différentes nations, les différentes unités politiques ont des idéologies ou des cultures différentes. Et pour pouvoir travailler ensemble, chacun doit être tolérant. Le mot *tolérance*, Monsieur le conseiller, vous l'avez employé tout à l'heure. La tolérance, c'est le respect de l'autre. C'est le fait d'être à l'écoute de l'autre, de chercher constructivement à le comprendre. Cet effort, nous le consentons en général très insuffisamment. Et de fait il n'est pas facile de comprendre ce qu'on appelle en anglais les *mind sets*, les structures mentales, des autres. Je prends l'exemple de la politique étrangère de la Chine. La Chine n'est pas très représentée à cette édition de la World Policy Conference, mais j'ai des raisons d'espérer qu'elle le sera l'an prochain. Quand les Chinois disent des choses qui nous choquent, on doit chercher à les interpréter à travers leur culture, leur histoire. On s'aperçoit alors qu'il ne s'agit pas nécessairement de calculs au second ou troisième degré contre, par exemple, les intérêts occidentaux. Quand les Chinois, depuis le début des années 1990, attirent l'attention sur les dangers qu'il peut y avoir à occuper l'Irak ou l'Afghanistan, ils ne cherchent pas forcément à attirer les Occidentaux dans un piège. Ils font des remarques fondamentalement justes, et pour bien comprendre ce

genre de discours, on doit se référer à une culture stratégique où, d'une manière générale, la non-guerre est préférable à la guerre. Cela va très au-delà de l'adage latin *Si vis pacem, para bellum*, « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Il y a donc vraiment des problèmes de compréhension auxquels nous devons attacher la plus grande importance.

Le temps me manque pour développer une autre idée que je me contenterai d'esquisser. Il s'agit du problème de la traduction. Pensez aux textes qui régissent l'Union européenne. Pensez au défunt projet de constitution. La recherche d'un texte qui puisse passer dans toutes les langues le condamne nécessairement à une sorte de vacuité, ou tout au moins à une pauvreté extrême car toute langue véhicule son système mental. Ce qu'il faudrait rechercher pour une constitution européenne revue et corrigée, ce serait l'élaboration de textes qui ne seraient pas forcément traduits les uns des autres mais qui seraient perçus comme des sortes d'équivalents exprimés à travers les cultures des différentes nations. Il y a là, me semble-t-il, une piste à explorer.

Enfin, le troisième de mes qualificatifs est *globalité*. La globalisation (ou mondialisation) est une conséquence de la révolution des technologies de l'information et de la communication. C'est donc un phénomène par essence irréversible. Pas tout à fait cependant. Je m'explique : c'est un phénomène qui porte en lui son extension, mais il peut être cassé artificiellement. Rien n'empêche, en effet, les États de rétablir des barrières protectionnistes. Rien ne les empêche, avec les mêmes technologies, de contrôler les sites Internet, etc. Simplement, si on se laisse aller à cela, il faut le répéter, on va à la catastrophe. C'est-à-dire que l'on pourrait alors connaître un troisième conflit mondial. Un vrai. Il faut donc à tout prix s'organiser pour que cette globalisation ou mondialisation puisse poursuivre son chemin, mais d'une manière plus harmonieuse, pour employer un terme fondamental dans la culture chinoise.

Il faut trouver des modes de gouvernance permettant à la mondialisation de se poursuivre d'une manière harmonieuse. Tel est en fin de compte l'enjeu du processus de la World Policy Conference. Cela suppose un certain nombre de conditions que j'ai tenté d'énoncer précédemment, où l'aspect tolérance est particulièrement important.

Nos travaux s'inscrivent dans le schéma général que je viens d'esquisser.

Pour cette édition, qualifiée de *Groundwork Meeting*, nous avons choisi sept grands thèmes déclinés en une dizaine de tables rondes.

Pour chacun de ces thèmes, je vous encourage ardemment à identifier les questions pertinentes, les points majeurs sur



lesquels nous devons tenter de progresser. Esquisser des solutions oui, mais comme on dit, un problème bien posé est un problème à moitié résolu. Personnellement, je pense que bien poser les problèmes à ce stade, c'est déjà beaucoup. Il ne s'agit pas de s'éparpiller dans tous les sens. Je vous invite également à travailler dans un esprit de tolérance et de respect mutuel. Il n'y a pas de place dans cette World Policy Conference pour les déclarations unilatérales de caractère idéologique ou polémique. Nous sommes réunis pour tenter de dégager des voies d'un bien commun.

Je suis confiant, dans cette perspective, que notre World Policy Conference va contribuer effectivement, au fil des années, à faire avancer un petit peu les choses. À cette fin, je rappellerai deux des principes énoncés à Évian. Nous voulons rassembler des personnalités engagées et souvent à très haut niveau dans la vie politique effective, avec des chefs d'entreprise et d'autres grands représentants de toutes les parties prenantes à ces problèmes de la mondialisation, y compris des leaders d'opinion. Nous voulons également donner la parole à des États qui, en pratique, n'ont habituellement pas voix au chapitre. C'est de cette manière que nous pouvons espérer construire un monde meilleur, un monde qui soit encore vivable en 2100, 2200. Et Dieu sait qu'il n'est pas facile d'imaginer à quoi ressemblera le monde en l'an 2200.

Mais il y a une chose que je sais : c'est que si nous ne nous y mettons pas aujourd'hui pour améliorer la gouvernance mondiale dans une perspective à long terme, le monde de 2100 ou de 2200 sera invivable.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce pourquoi nous sommes réunis. Je voudrais encore une fois remercier tous ceux et toutes celles qui ont travaillé dur pour permettre cette réunion. Tout particulièrement je me tourne vers nos amis marocains, et notamment ceux qui sont au premier rang, pour leur exprimer ma reconnaissance.

DISCOURS DU DÎNER

Jean-David Levitte

J'espère que je ne vais pas gâcher le dîner, après une longue journée de travail qui a dû être fatigante, certainement passionnante.

Je suis invité par Thierry à parler d'un sujet qui n'est pas léger, celui de la gouvernance mondiale.

Je voudrais d'abord remercier, à travers mon ami Taïeb Fassi Fihri, Sa Majesté et toutes les autorités du Royaume du Maroc pour le magnifique accueil qu'une fois de plus nous recevons tous à Marrakech.

Je voudrais également remercier Thierry de Montbrial, président de l'Ifri, de son travail depuis des décennies, mais aussi d'avoir pris l'initiative de créer la World Policy Conference. Le président de la République a assisté à la première avec le président Medvedev et d'autres chefs d'États. Le sujet à l'ordre du jour était « la sécurité » ; c'était il y a un an à Évian. Aujourd'hui, c'est « la gouvernance mondiale ». Je ne vois pas de sujet plus important qui puisse nous rassembler pour deux ou trois jours de débats intenses et libres, même si – je le sais – c'est *on the record*. Je vais donc marcher sur des œufs en essayant de ne pas faire d'omelette !

Pourquoi n'y a-t-il pas, à mon avis, de sujet plus important ? Tout simplement parce que – vous le savez tous – nous vivons dans un monde globalisé, doublement globalisé : aucun pays, aujourd'hui, ne peut prétendre régler seul quelque problème que ce soit ; tous les États sont littéralement interdépendants et, deuxièmement, tous les problèmes sont liés. Nous sommes donc condamnés à travailler globalement.

Nous vivons dans un monde profondément transformé : le monde bipolaire a vécu, l'instant unipolaire qui a duré une décennie, depuis la chute du mur de Berlin jusqu'à la chute des tours jumelles de New York, est terminé aussi. Nous sommes désormais dans un monde multipolaire et je suis convaincu que, à la sortie de la crise économique dans laquelle nous sommes, la hiérarchie des puissances ne sera plus exactement ce qu'elle était quand nous y sommes entrés. C'est une évidence : des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil en sortiront plus haut. De tout cela, nous devons tenir compte.

La première question qui se pose à nous est celle de savoir si ce monde multipolaire sera harmonieux ou antagoniste. La réponse n'est pas évidente. De nombreux facteurs poussent à l'antagonisme. Ainsi, sur le plan économique, la tentation est forte, surtout en période de crise, de jouer chacun pour soi et le risque est réel d'une escalade de la confrontation sur le plan commercial, comme dans

la quête des investissements, ou à propos des parités des monnaies. Je prends ces exemples, je pourrais en prendre beaucoup d'autres. Il me semble que si nous voulons un monde multipolaire harmonieux, il nous faut un multilatéralisme efficace. C'est l'huile dans les rouages ; c'est absolument nécessaire.

C'est d'autant plus nécessaire que nous vivons aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, confrontés à des crises globales qui menacent non seulement notre avenir économique mais aussi l'avenir de la planète. Je pense notamment au réchauffement climatique ; nous en déciderons à Copenhague le 18 décembre.

Je terminerai cette brève introduction sur une remarque : l'on a souvent l'impression que l'humanité évolue de façon linéaire avec parfois, après des phases de progrès, un plateau avant de repartir de l'avant.

Je pense que c'est une vision fautive des choses. Si vous considérez l'histoire des civilisations, vous constaterez, avec Paul Valéry, qu'elles sont mortelles ; beaucoup de civilisations ont totalement disparu. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'aujourd'hui, dans ce monde globalisé, toutes les civilisations sont confrontées aux mêmes périls. Ce n'est pas telle ou telle civilisation qui pourrait être menacée de régression et même de disparition : c'est le monde entier, c'est notre planète. C'est aussi pour cela que la question de la gouvernance globale est absolument fondamentale. Si nous ne réussissons pas, alors ce sera la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort et on sait comment cela se termine.

Quel jugement peut-on porter sur ce qui a été fait depuis que nous nous sommes mis au travail, depuis que les Nations unies et les autres organisations internationales se sont retrouvées face à leurs responsabilités après la fin du gel bipolaire, et surtout depuis que la crise a commencé ?

Prenons d'abord les Nations unies : le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles sont en panne de réformes et depuis trop longtemps, à commencer par le Conseil de sécurité. Il n'est pas normal que l'on n'arrive pas à sortir de l'impasse. Il n'est pas normal que des pays comme le Japon, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne, un grand pays africain n'aient pas toute leur place comme membres permanents du Conseil de sécurité. Il faut régler ce problème. On tourne autour du pot depuis des années. Le Royaume-Uni et la France proposent un chemin qui est celui d'une réforme intérimaire. Pourquoi intérimaire ? Parce que nous avons acquis, au fil des années, la conviction que l'on n'arrivera pas d'un seul coup à régler le problème. Réfléchissons donc à une solution provisoire – dix ans, quinze ans – qui permettrait de rôder la réforme avant de faire le point et de décider s'il faut encore y travailler, l'améliorer.



Un mot ensuite des institutions spécialisées. Là encore, il y a beaucoup à faire. Elles sont elles aussi en panne de réformes. Je prends un exemple, et pas au hasard : nous avons vécu des émeutes de la faim. Il est tout à fait choquant de penser qu'il y a deux ans ont éclaté des émeutes de la faim alors que, partout dans le monde, les greniers étaient pleins. Il y a un vrai problème de gouvernance de la sécurité alimentaire. Nous en avons parlé avec mes collègues sherpas : comment obtenir que toutes les organisations qui s'occupent de nourrir le monde (la FAO, le PAM, le FIDA, la Banque mondiale, mais aussi les banques régionales de développement) travaillent ensemble autour d'un projet commun : nourrir le monde et pas seulement aujourd'hui et demain, mais pour les décennies à venir ? Comment peut-on amener ces organisations à unir leurs efforts, à travailler ensemble ?

Je pourrais prendre un autre exemple : le problème de la santé. Nous sommes confrontés à des épidémies gravissimes, notamment le sida. Or il y a au moins huit organisations internationales qui s'occupent des problèmes de la santé au point que la directrice générale de l'OMS propose de créer un H8, « H » comme *Health*, pour que les huit principales se mettent enfin à travailler ensemble !

Au-delà, un autre problème nous interpelle : celui de l'incompatibilité des droits créés par les différentes organisations internationales.

Un exemple : l'OMC est une très belle organisation, qui a certes du mal à boucler le cycle de Doha, mais qui a le mérite d'avoir un organe de règlement des différends ; c'est la dernière créée, mais elle ne travaille pas avec l'Organisation internationale du travail. Or, une des questions fondamentales de notre temps, c'est la capacité de notre monde à faire respecter partout quelques droits fondamentaux de l'homme au travail, pour que la compétition internationale soit à peu près équitable, tout en prenant en compte des niveaux de développement différents.

Autre exemple : la question de l'environnement, qui n'existait pas au moment de la création des Nations unies, au point que le mot *environnement* ou le mot *climat* ne figure pas dans la charte des Nations unies. Depuis lors, les États ont traité les problèmes les uns après les autres et ont créé, pour chaque traité, un organe de suivi de son application. N'est-il pas temps, à Copenhague, de décider de créer enfin une Organisation mondiale de l'environnement qui fédérerait tous les outils existants et qui aurait aussi pour vocation d'assurer le suivi des décisions que nous prendrons – je l'espère – le 18 décembre ?

Je cite ces exemples pour vous montrer l'immensité du chantier de la réforme des organisations internationales du système des Nations unies.

Viennent ensuite les institutions de Bretton Woods. Dans ce domaine économique et financier, les réformes progressent, car les États se sont mobilisés du fait de la crise. Nous nous sommes fixé le printemps prochain pour achever la réforme de la Banque mondiale et janvier 2011 pour aller au bout, en tout cas provisoirement, de la réforme du Fonds monétaire international. Il s'agit d'abord de préciser leurs responsabilités, élargies pour tirer les leçons de la crise. C'est une entreprise difficile, notamment parce qu'il va falloir aussi redistribuer le pouvoir entre les États au profit des pays émergents.

J'ajoute tout de suite que l'Europe ne sera pas seule à payer. Pour une bonne raison : l'Europe, globalement, est à sa place dans le Fonds monétaire, même si, en son sein, certains États ont connu une croissance forte au fil des années et ne sont pas assez représentés, comme l'Espagne ou l'Irlande, tandis que d'autres ont connu une croissance plus faible et sont aujourd'hui surreprésentés. Globalement, j'insiste, l'Europe est à sa place. Il faudra néanmoins, et ce sera difficile, trouver parmi les pays sur-représentés du monde entier les cinq points que l'on doit donner – et c'est légitime – à la Chine et à d'autres pays émergents. Le travail est devant nous mais au moins l'objectif est fixé, comme le calendrier : terminer la réforme en janvier 2011. Je suis optimiste sur la possibilité d'y arriver.

Un mot maintenant de la question des « G », G8, G14 ou G13, G20. Nous avons besoin de ces groupes informels ; personne ne le conteste. Depuis son élection, le président Sarkozy a dit, avec beaucoup de force, que le G8 devait s'élargir. Il est, pour lui, inconcevable que l'on continue à décider de l'avenir économique de la planète sans la présence de la Chine, du Brésil, de l'Inde, du Mexique, de l'Afrique du Sud, d'autres encore.

La question a été en partie tranchée à Pittsburgh où il a été décidé que le G20 serait le premier forum informel pour traiter les questions économiques et financières. Mais personne n'a dit ce qu'il fallait faire du G8.

Avec mes collègues sherpas du G8 nous allons, ce week-end, en débattre. Ce débat promet d'être intéressant et chaud, parce que la réponse n'est pas évidente : au-delà des questions financières et économiques qui sont l'apanage du G20, existe toute une série de questions globales (la sécurité alimentaire, l'aide au développement, l'aide à l'Afrique, la non-prolifération) qui sont actuellement traitées par le G8. Faut-il ou non continuer dans ce cadre ? Comment ? Voilà l'objet de notre débat.

Deuxième question : que faut-il penser du G20 ? C'est un succès phénoménal. Pourquoi ? En partie, reconnaissons-le, à cause de la peur, à cause de la panique. Le 15 septembre de l'an dernier, avec la chute de Lehman Brothers, nous nous sommes réveillés au bord du gouffre. Le 23 septembre, à la tribune des Nations unies, au nom de l'Europe,

le président Sarkozy a proposé de tenir un sommet. Quel devait être son format ? Nous étions très ouverts mais nous avions une certitude : il fallait ce sommet pour éviter la catastrophe des années 1930, c'est-à-dire le chacun pour soi, chacun adoptant la meilleure recette en fonction de son approche nationale et l'addition de ces mesures nationales conduisant tout droit au désastre collectif.

Le G20 a remarquablement travaillé. Il n'a pas été facile de convaincre, à l'époque, le président Georges W. Bush, mais nous avons obtenu le sommet de Washington. Ensuite, sont venus ceux de Londres, puis, de Pittsburgh. Ces sommets successifs ont débouché sur des décisions ; décisions urgentes pour apporter le soutien nécessaire aux banques, parce que nous avons vécu pendant plusieurs semaines en ne sachant pas le soir comment nous allions régler le problème de certaines banques le lendemain matin. C'est fait et si on évite de nouvelles bulles spéculatives, c'est fait dans la durée, parce que de bonnes décisions ont été prises.

Les chefs d'État ont également décidé de soutenir la conjoncture le temps nécessaire, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'économie soit bien repartie. Et des décisions impensables avant la crise ont été prises, comme la suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, l'adoption des règles pour les bonus, etc. Le monde dérégulé, je crois que c'est fini ; on a vu où cela nous conduisait et tous les États au sein du G20 sont d'accord pour mettre en place non pas des règles bureaucratiques, mais le minimum de régulation qui nous garantisse, si c'est possible, contre de nouvelles crises.

Mais le G20 a ses faiblesses. D'abord, on ne sait pas très bien le nombre de pays membres. On dit « G20 », en réalité, quand on compte bien, dans la salle on est au moins 24. À Pittsburgh, j'ai compté, nous étions 35, si on ajoute aux États toutes les organisations internationales qui étaient invitées. 35 par deux, parce qu'il y a le président ou le Premier ministre et son ministre des Finances, cela fait déjà 70. Si vous ajoutez deux collaborateurs derrière eux, cela fait 140. Pittsburgh, c'était un peu un hall de gare et c'est un péché mortel pour un groupe qui se veut restreint. Car si l'on ne peut pas se parler librement autour d'une table de dimension raisonnable, le risque existe que chaque dirigeant lise un discours, sans véritable débat. Le premier risque qui pèse sur l'avenir du G20 est là.

Le deuxième risque réside dans l'absence de règle claire sur le fonctionnement du G20. Jusqu'à présent, nous avons improvisé. Mais comment établir la règle de rotation ? Autre question : faut-il que l'on adopte une *troika* – c'est plutôt notre tendance – ou doit-on laisser toute la responsabilité à la présidence annuelle en exercice ? Faut-il un secrétariat ? Ce sont des questions qui sont devant nous et qu'il faudra traiter parce que sinon, maintenant que la peur a largement disparu, nous risquons l'impuissance, la paralysie. La France aura la responsabilité en



2011, après la Corée en 2010, de présider le G20. Ces deux années de transition seront décisives pour assurer la viabilité de ce nouveau forum.

Un mot peut-être sur la place de l'Europe. Nous sommes dans un monde multipolaire : où est l'Europe ? L'Europe a naturellement vocation à être un pôle majeur de ce monde multipolaire du XXI^e siècle. 500 millions de citoyens rassemblés dans un avenir commun, avec des règles économiques partagées, avec le plus gros PNB du monde, si l'on agrège les 27 : un ensemble représentant 60 % de l'aide publique au développement du monde, uni dans la défense de ses intérêts commerciaux : tout cela peut impressionner. Mais l'image que nous projetons est quelque peu différente. En réalité, la vraie question pour les Européens n'est pas : « Sommes-nous une grande puissance ? » mais « Voulons-nous être une grande puissance ? »

Pendant la présidence française de l'Union, nous nous y sommes efforcés. Au nom de l'Europe, le président Sarkozy, avec l'énergie que vous lui connaissez, s'est projeté dans le règlement de deux crises graves qui n'étaient pas prévues au programme de la présidence française : la crise qui mettait la Russie et la Géorgie aux prises ; puis la crise financière qui nous a amenés à nous retrouver entre Européens, pratiquement tous les week-ends, et qui a conduit l'Europe à proposer des solutions au monde. Le G20, c'est l'Europe qui l'a proposé. Autre exemple, le climat. Pendant longtemps, l'Europe a été seule capable de mettre sur la table des décisions ambitieuses en parfaite conformité avec ce que souhaitaient les scientifiques unanimes.

Quand l'Europe veut, elle peut. Toute la question est de savoir si elle veut.

J'arrive de Bruxelles où le Conseil européen, enfin, a pu décider la mise en place du traité de Lisbonne. Si tout va bien, le 1^{er} décembre, le traité de Lisbonne entrera en vigueur. Nous devons maintenant, rapidement, trouver un président stable pour le Conseil européen qui sera le visage et la voix de l'Europe et qui conduira les délégations européennes, pendant cinq ans probablement, à travers le monde ; et puis un vrai ministre des Affaires étrangères de l'Europe avec un outil diplomatique de qualité. Son titre sera « haut représentant, vice-président de la commission », mais il sera le véritable ministre des Affaires étrangères de l'Europe. Ces deux nouvelles responsabilités nous aideront à mieux assumer les responsabilités qui doivent être les nôtres.

Je pense que l'Europe, dans ce monde globalisé où l'on a besoin d'un multilatéralisme efficace, peut apporter beaucoup, parce que le multilatéralisme efficace, nous le pratiquons à 27 chaque jour. Nous vivons notre vie de famille en pratiquant au quotidien l'art du compromis. C'est devenu une seconde nature chez les Européens que de toujours trouver, dans leur vie commune, une solution

malgré des passés extrêmement différents et une histoire faite davantage de périodes de guerre que de périodes de paix. Le sait-on ? Nous sommes aujourd'hui, en Europe, dans la plus longue période de paix depuis l'Empire romain. Nous avons rendu la guerre impossible entre nous et nous bâtissons chaque jour notre avenir commun. Pouvons-nous apporter nos recettes au monde ? Je le pense. Je le crois. Nous y travaillons.

En guise de conclusion, quelques remarques.

Au total, je suis résolument optimiste sur la capacité du monde à prendre les décisions nécessaires. Nous avons su le faire pendant la crise économique et financière. Nous travaillons à des progrès majeurs à Copenhague sur la question décisive du réchauffement climatique. Sur les autres dossiers aussi, existe une volonté de progresser.

Tout cela, bien sûr, est fragile. Alors, quelles sont les convictions sur lesquelles nous devons nous appuyer pour que ne s'effondre pas l'édifice que nous cherchons à construire, celui d'une gouvernance globale et efficace ?

La première conviction vient de la crise elle-même. Par son ampleur, par sa brutalité, elle nous montre que, dans le fond, les schémas hérités du passé n'ont plus cours. La crise libère notre pensée. Elle libère tous ceux qui, prisonniers du carcan de la pensée unique, nous disaient : « On ne peut pas le faire différemment, parce qu'on l'a toujours fait comme cela. » C'est la première conviction qui doit nous animer : nous pouvons penser différemment.

La deuxième conviction, c'est que, dans cette affaire de la gouvernance globale, le temps n'est pas notre allié ; le temps joue contre nous parce que, à mesure que la peur s'éloigne sur le plan économique, à mesure que le temps passe, l'élan donné risque de disparaître. Il faut donc mettre les bouchées doubles pour avancer vite et bien.

Troisième conviction : la crise a remis l'État à sa place. On nous avait dit pendant des années que le monde globalisé était fait pour les grandes entreprises, les grands groupes, la société civile ; que la dérégulation était la recette à tous nos maux. Le 15 septembre 2008, chacun a compris que l'on avait peut-être été un peu vite, un peu loin. Ce jour-là, les États se sont retrouvés seuls face à leurs responsabilités et ils ont compris que nous ne nous sauverions qu'ensemble, que nous étions condamnés à travailler collectivement, sinon c'était l'échec de tous.

Enfin, quatrième conviction, la recette pour réussir, c'est d'avoir de grandes ambitions, d'avoir de grands objectifs. Pour une raison simple : si vous demandez à des États de sacrifier leur intérêt national dans l'intérêt global, mais si le sacrifice que vous demandez ne permet qu'un progrès médiocre, qui sera prêt à sacrifier l'intérêt national pour ce petit pas en avant ?

Ma conviction, c'est que si l'on veut vraiment mettre en place cette gouvernance globale du XXI^e siècle, il faut voir loin, il faut voir haut, il faut avoir de grandes ambitions et il ne faut pas perdre de temps.

En serons-nous capables ? En 1945, les dirigeants de l'époque, sur les ruines de la Deuxième Guerre mondiale, ont su créer les institutions qui ont bien servi le monde jusqu'à ces dernières années. À nous de bâtir celles dont nous avons besoin pour le XXI^e siècle !

Je vous remercie.



DISCOURS DE CLÔTURE

Thierry de Montbrial

Je ne chercherai pas à tirer de véritables conclusions de ces deux journées. Il faudrait prendre le temps de réfléchir sur tout ce qui a été dit. Je me contenterai de quelques remarques.

L'objectif de la World Policy Conference – nous avons vocation à nous réunir tous les ans – est de contribuer *positivement*, j'insiste sur le mot *positivement*, à relever le défi collectif le plus urgent et le plus grave pour la planète dans son ensemble. Nous n'allons pas refondre la gouvernance mondiale du jour au lendemain – il faudrait une immense naïveté pour le croire – et pourtant il est vrai que le temps est compté. Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'absence de modes de gouvernance appropriés ne peut que conduire à des drames.

Nous avons bien vu hier et aujourd'hui que les problèmes abordés ont de multiples facettes et si l'on veut être constructif et efficace, il faut les maîtriser. Il y a bien sûr des questions techniques parfois très ardues. Cela est évident dans le domaine économique et financier. La science économique a fait d'immenses progrès ces dernières décennies. Il n'empêche que sur beaucoup de sujets, il n'existe pas de consensus entre les « sachants ». Il y a matière à débats et ces débats font appel à des connaissances, souvent pointues, par exemple dans la sphère financière.

Il en va de même dans le domaine de la sécurité. Pour parler utilement des questions politico-militaires, il faut avoir une certaine formation, un certain vocabulaire, être ouvert à plusieurs manières de penser. Naturellement, si l'on prend d'autres sujets encore plus spécialisés de la gouvernance, comme ceux dont nous avons également parlé hier et aujourd'hui (l'eau, l'alimentation, l'énergie, la santé), chacun d'eux suppose un appareil de références et de connaissances spécifiques. En matière de gouvernance, on ne peut se contenter de généralités et de bavardage même si des principes communs peuvent inspirer la recherche de solutions.

Pour compliquer les choses, la technique est souvent teintée d'idéologie. Nous le voyons constamment. Par exemple, en économie, le fait d'être monétariste ou keynésien ne traduit pas seulement un choix théorique ou empirique. Il y a aussi une dimension idéologique. Typiquement, on sera davantage monétariste « à droite » et davantage keynésien « à gauche ». Si vous parlez des problèmes d'environnement ou de santé, point n'est besoin d'insister pour que chacun comprenne qu'il y a également des dimensions idéologiques. Celles-ci enrobent les dimensions techniques et vice versa. Cela complique débats et discussions.

Aspects techniques, mêlés d'idéologie ; aspects politiques ensuite. Quand on parle ici d'aspects politiques, de quoi

s'agit-il ? Prenons l'exemple des G, de ces groupes plus ou moins flous dont l'ensemble se substitue conceptuellement à la vieille idée de directoire, très discutée au début des années soixante du siècle dernier dans le cadre atlantique. Chacun de ces G ne peut fonctionner que si ses membres partagent une même volonté politique d'aboutir à des résultats positifs. Pourquoi le plus célèbre des G – c'est-à-dire le vrai G5, le groupe des membres permanents du Conseil de sécurité – n'est-il pas satisfaisant ? Bien sûr en raison d'une composition qui ne reflète pas les réalités du début du XXI^e siècle. Mais aussi parce que, pour des raisons historiques, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité semblent incapables de se mettre d'accord sur un projet positif. Ils continuent de se situer dans le registre des jeux à somme nulle, c'est-à-dire selon l'idée que ce qui est gagné par les uns est nécessairement perdu par les autres.

Si dans un domaine quelconque le G pertinent ne s'est pas accordé sur un projet positif qui transcende les conflits d'intérêts individuels existant par ailleurs entre ses membres, le travail de ce G ne peut que décevoir. C'est pourquoi hier matin je recommandais que pour chacun des G on définisse une charte de devoirs et de droits, et naturellement une organisation adéquate. Cela n'est pas le cas aujourd'hui.

À mon sens, les deux G actuellement les plus importants sont : en matière politique, le G5 dont je viens de parler (les membres permanents du Conseil de sécurité) ; et, en matière économique, le G20. Il faut donc réformer le G5 et améliorer le G20. Alors, sans doute, pourra-t-on abolir le G8. Encore doit-on bien redéfinir ou ajuster la composition et les missions de ces deux G, dans l'esprit que j'ai précisé. La situation ne peut être clarifiée que s'il y a un esprit positif commun. On en est encore très loin.

Un autre point essentiel – je crois qu'il est bien ressorti au cours de nos travaux – c'est « l'aspect culturel ». Je voudrais y revenir et me féliciter que le message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, hier matin, ait mis l'accent sur les aspects humains et culturels.

Dans mon jeune temps, le « dialogue des cultures » ou des « civilisations » était à la mode. En réalité, ce dialogue se réduisait souvent à des discussions de café du commerce. Il ne s'agit pas de réunir des imams, un prêtre catholique, un pasteur protestant, un pope orthodoxe, un rabbin, des bouddhistes et quelques bonnes âmes additionnelles pour que la lumière jaillisse. On en revient à un point que je souliais hier matin : ce qui est tout à fait clair, y compris dans des discussions comme celles que nous avons ici, c'est que même si nous sommes souvent proches les uns des autres à certains égards, nous restons enfermés dans des structures mentales différentes. On parle parfois avec les mêmes mots mais derrière la façade verbale se cachent des présupposés plus ou moins incompatibles. Naturellement, on ne peut pas véritablement se comprendre dans ces conditions. Cela

va bien au-delà de la pure question des langues, encore que, comme il a été rappelé ici à plusieurs reprises, les langues véhiculent des cultures. Certains vont d'ailleurs jusqu'à considérer les langues comme une sorte de troisième mémoire ou d'inconscient collectif au sens de Jung.

Nous sommes tous conscients que, dans le monde actuel, l'interpénétration croissante, caractéristique de la mondialisation, produit une couche culturelle tendant à l'uniformité, y compris dans la manière de parler. Mais ce phénomène est superficiel. Il ne faut pas gratter longtemps pour atteindre des couches autrement plus épaisses. Un des intervenants évoquait la langue universelle, c'est-à-dire l'anglais, mais quel anglais ? L'anglais « universel » n'est pas la véritable langue anglaise, laquelle est extrêmement riche et complexe comme toutes les langues de grande culture.

Le problème, c'est qu'en s'installant dans la mince couche de la sous-culture mondialisée, on en arrive à appauvrir les échanges, voire à aggraver les incompréhensions au niveau le plus fondamental. Cela est manifeste même en politique internationale. Je reviens sur un exemple auquel je faisais allusion hier matin. Lors d'une conversation récente, une très haute autorité chinoise me disait qu'à son avis les Occidentaux (États-Unis et Union européenne) avaient systématiquement tendance à interpréter en termes péjoratifs les positions de son pays, alors que, typiquement, quand les Chinois critiquent les guerres menées en Irak ou en Afghanistan, ils le font au nom d'une expérience plusieurs fois millénaire. De fait, ce n'est pas parce que les Chinois nous disent quelque chose qu'ils cherchent nécessairement à nous manipuler ! Et quand les Russes assurent qu'il y a eu agression des Géorgiens sur l'Ossétie du Sud, ont-ils radicalement tort ? Chacun lit l'histoire à sa manière. La logique culturelle des Occidentaux, c'est de dire que l'intervention militaire russe en Géorgie manifeste le retour à une forme d'impérialisme. Quand les Russes voient les efforts américains ou occidentaux pour élargir l'OTAN à la Géorgie, ils se considèrent, eux, comme agressés. Nous nous disons convaincus de propager la bonne parole, nous prêchons la croisade des droits de l'homme, etc. Nous restons toujours dans le registre du prosélytisme, en feignant d'ignorer ou pire encore en ignorant effectivement les intérêts tangibles masqués derrière notre propre idéologie, maquillée au nom des valeurs universelles.

Reconnaissons au minimum qu'au-delà des conflits d'intérêt au sens étroit du terme, les différentes manières d'interpréter les choses reposent sur des structures mentales, des *mind sets*, qui peuvent être extrêmement différentes. Nous sommes là au cœur de la dimension culturelle ou idéologique de la géopolitique. Soyons au moins suffisamment tolérants pour essayer de comprendre le point de vue des « autres » comme nous souhaitons que les « autres » soient attentifs au nôtre. Quelqu'un a dit hier que, plutôt que *tolérance*, il préférerait le terme



empathie. Comme cette personne, j'aime la notion d'empathie, la capacité de se mettre à la place de l'autre, pour comprendre son point de vue. Si nous ne faisons pas tous des exercices de ce genre, nous aurons beaucoup de mal, y compris dans les domaines spécialisés comme le climat ou la santé, à produire des modes de gouvernance adaptés au haut degré d'interpénétration qui est le propre de la mondialisation.

Dernier exemple pour illustrer cette idée : je reviendrai sur la question des frontières. Lorsque les pays occidentaux décrètent que la province du Kosovo doit devenir un État indépendant, ils invoquent une certaine interprétation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais si les Ossètes du Sud revendiquent l'application du même principe d'autodétermination à leur profit, les mêmes Occidentaux changent d'interprétation. Y aurait-il deux poids deux mesures ? C'est pourquoi le droit international est fondamental : il faut des normes communes. L'élaboration de normes communes, cela fait partie de la gouvernance. Quand un problème de minorité devient aigu, est-on pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou en faveur de l'intangibilité des frontières ? Est-on pour la modification concertée des frontières, comme on l'a fait pour la réunification allemande avec le groupe 4 + 2 ? La question des frontières se pose de façon latente dans toutes les parties du monde. En Europe, typiquement, l'épine de la Transnistrie – juridiquement une partie de la Moldavie – pourrait un jour provoquer un abcès majeur, en l'absence d'une bonne gouvernance.

Si chacun, au nom de sa propre vision, de sa propre structure mentale, revendique d'avoir raison contre les « autres », on retombe sur la tragédie binaire : les bons et les mauvais. Et l'on ne peut dès lors qu'aller vers les drames.

Je pense que ces questions, culturelles dans le sens le plus fort, sont logiquement antérieures à tout calcul d'intérêts ou à toute considération stratégique même dans l'acception la plus large de ce terme. Naturellement les calculs d'intérêts peuvent se superposer aux réalités anthropologiques profondes, et c'est le cas le plus général. Il n'en reste pas moins que les facteurs culturels ont la dimension la plus fondamentale. Ils méritent donc d'être soigneusement étudiés dans tout exercice de réflexion sur la gouvernance.

Permettez-moi d'ajouter une dernière remarque à ce propos en revenant sur la question des traductions, au sens linguistique du terme. D'où vient le succès de la Constitution américaine ? Stanley Hoffmann – un ami de quelques-uns d'entre nous ici – a coutume de dire : « Si l'on doit définir en un mot l'identité des États-Unis, il faut choisir *constitution*. » Pour la France, deux mots sont nécessaires : *État* et *langue*. La Constitution américaine, c'est un texte court. C'est un texte sobre. C'est un texte qui va à l'essentiel. C'est un texte littéraire. C'est un texte qui

suscite l'émotion dès le premier paragraphe. Comment allez-vous susciter l'émotion si vous faites à plusieurs mains un pot-pourri de plusieurs centaines de pages, qui doit être traduit mot à mot en 27 langues ? Cette question paraît technique. Elle est en fait capitale à mes yeux et l'on n'y a pas suffisamment réfléchi. Si je devais m'occuper d'un projet de Constitution européenne, je ferais appel à un grand écrivain pour produire un texte court, laissant les détails à des traités d'application. Je ne chercherais pas à traduire le texte littéralement mais à le faire recomposer dans chaque langue selon le génie propre à chacune. N'est-ce pas Baudelaire, traduisant Edgar Poe, qui observait : « Seul un poète peut traduire un poète ? »

Un jour aux États-Unis, j'ai trouvé une édition bilingue des poésies de Mallarmé. L'œuvre de Mallarmé est déjà nébuleuse en français ! En fait, le « traducteur » avait recomposé des poèmes pensés comme équivalents aux originaux, mais exprimés dans le génie de la langue anglaise.

Il y a là à mon sens une piste de réflexion qui mérite attention, surtout à la lumière de ce que j'ai essayé de dire au niveau de la culture. Je souhaite que dans les éditions ultérieures de la World Policy Conference, on attache davantage attention aux fondements culturels voire anthropologiques de la gouvernance.

Enfin, le dernier point sur lequel je reviendrai, est la question du global et du régional.

Le régional a deux sens : il y a le régional par au-dessus et le régional par au-dessous. La dernière mini-session a évoqué, d'une manière certes beaucoup trop rapide, la question du régional par en dessous, laquelle mérite aussi d'être creusée. Mais ce dont je voudrais parler, c'est la question du régional par au-dessus. Nous sommes à peu près tous d'accord que beaucoup des problèmes de gouvernance internationale devraient être traités à un niveau régional plutôt qu'au niveau global. Pourquoi le Conseil de sécurité devrait-il s'occuper directement du Timor oriental ou de toute crise survenant dans un coin du monde étranger à la plupart ? Pour illustrer cette remarque, vous noterez que la quasi-totalité des gens qui se sont enflammés pour la Tchétchénie après la chute de l'Union soviétique n'avaient auparavant aucune idée de l'existence même des Tchétchènes et naturellement de la complexité du Caucase.

Les problèmes doivent être réglés dans la mesure du possible à un niveau régional. Cette remarque de bon sens renvoie à ce que dans l'Union européenne on appelle le *principe de subsidiarité*. Ayant dit cela, on en vient à une difficulté essentielle, de nature géopolitique au sens le plus profond du terme, qui nous ramène à la culture et à l'idéologie : comment définir les régions ? Au cours de la session sur la sécurité, il a été justement indiqué que l'Inde devait jouer un rôle plus important dans la gouvernance mondiale.

Le conflit sur le Cachemire mobilise des moyens considérables. Du coup, le Pakistan refuse de redéployer des forces qui seraient nécessaires du côté occidental, face aux Talibans. Il est d'autant plus difficile, dans ces conditions, de stabiliser l'Afghanistan, que l'autre grand voisin est l'Iran – plus ou moins en rupture de ban avec la « communauté internationale », en grande partie parce qu'il veut accéder au seuil nucléaire, sinon à l'arme nucléaire elle-même, désormais possédée par Israël et le Pakistan. Est-ce à dire que si l'on définit une région Moyen-Orient en vue d'une bonne gouvernance, on doit inclure l'Inde ?

Cette question de la définition adéquate des régions est fort délicate et mérite, elle aussi, des réflexions plus avancées de la part de tous ceux qui veulent faire progresser le thème de la gouvernance mondiale.

Parmi les sujets non abordés au cours de cette conférence, pourtant déjà très chargée, je mentionnerai la question du numérique. Il y a sans doute d'autres lacunes et je serais reconnaissant à toutes celles et à tous ceux d'entre vous qui voudraient nous faire part de leurs avis.

Le moment est venu de conclure. Le processus de la World Policy Conference va naturellement continuer et je l'espère s'intensifier. Je souhaite que le maximum d'entre vous y reste associé.

Je remercie chaleureusement celles et ceux qui ont rendu cette belle conférence de Marrakech possible. Plusieurs équipes ont été impliquées, celles de l'Ifri bien entendu avec beaucoup de dévouement et d'engagement. Les équipes marocaines ont été déterminantes. Tous ont droit à notre reconnaissance.

Ma gratitude particulièrement va à nos sponsors sans qui, évidemment, rien n'eût été possible. J'espère que nous avons été à la hauteur de leur confiance.

Je voudrais terminer en saluant les interprètes. Je sais qu'ils ont fait un travail remarquable.

Enfin, Mesdames et Messieurs, merci à vous tous qui avez participé aux débats et contribué à leur richesse.

PRESSE

الصحافة



Apprendre à parler différemment dans un monde tribal

De **William Pfaff**, *International Herald Tribune*, 5 novembre 2009

MARRAKECH, Maroc — Le débat international entre les responsables des affaires étrangères et les spécialistes politiques (au moins dans le monde occidental) tend, depuis la Guerre froide et la Seconde Guerre mondiale, à être anglophone et à être, en quelque sorte, un monologue américain.

Il y a très bonnes raisons à ce phénomène, du moins dans le camp occidental de la Guerre froide, c'est le fait que de jeunes hommes ambitieux appartenant aux domaines de la politique, de l'administration ou de l'armée, et venant d'Europe ou d'ailleurs soient allés étudier aux États-Unis après 1945, et que le gouvernement américain ait sciemment financé de nombreuses bourses ainsi que des centres d'études politiques à l'étranger.

Le phénomène inverse ne s'est pas produit, à savoir que peu d'Américains jeunes et ambitieux ont traversé l'Atlantique. C'est pourquoi, jusqu'au retour au pouvoir du général de Gaulle en France en 1958, l'Europe de l'Ouest fut un bastion atlantiste et anglophone. Cette situation est en train de changer.

J'utilise le terme *anglophone* ou de *langue anglaise* plutôt que l'expression française et continentale habituelle d'*anglo-saxon*, qui signifie anglo-américain. Cette expression est encore largement utilisée en Europe, mais de façon erronée dans la mesure où *Anglo-saxon* signifie en réalité un Saxon (Allemand) d'Angleterre.

Les Saxons et les Angles étaient des tribus germaniques qui envahirent l'Angleterre au v^e siècle avec les Jutes, autre tribu germanique moins importante. La Saxonie, aujourd'hui, c'est la Haute Allemagne et de toute façon, une fois installés en Angleterre, tous ces peuples furent envahis en 1066 par les Normands français, qui, bien entendu, étaient en réalité des Scandinaves.

L'objectif de cette digression est de souligner le fait que la domination politique évolue et change, et c'est un peu ce que l'on observe actuellement.

Je ne sache aucun Américain qui se dise descendant des Angles ou des Jutes et encore moins des Français, voire des Français normands. Penser de la sorte sur la scène politique américaine d'aujourd'hui serait considéré comme non-américain.

(Barack Obama, au cours de sa campagne présidentielle, n'a pas été accusé d'être Français comme l'avait été John Kerry quatre ans plus tôt même si les Kerry sont probablement des Celtes d'Irlande, origine pouvant être considérée comme acceptable pour un Américain. En effet, depuis des centaines d'années maintenant, tous les joueurs de football de l'université Notre Dame, quelle que soit l'origine de leurs parents, sont appelés les Fighting Irish – Irlandais combattants.)

Il semblerait que le monde d'aujourd'hui, à l'ère du terrorisme, tend à devenir plutôt plus que moins tribal qu'il ne l'était dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. En 1919, Woodrow Wilson a pensé qu'il serait bon pour tous les Européens d'avoir leur propre petit pays nationaliste. Ceci fut à l'origine de très nombreux conflits et en partie de la Seconde Guerre mondiale. Slobodan Milosevic, en divisant la Yougoslavie unie de Wilson à la fin des années 1980 et pendant les années 1990, donnait le signal du départ à une possible Troisième Guerre mondiale. Certains terroristes ont la même chose en tête.

À Marrakech, une nouvelle version du débat politique international a vu le jour : la World Policy Conference. Créée par l'Institut français des relations internationales (non officiel), elle se réunit tous les ans pour débattre de l'idée selon laquelle le monde est arrivé à un point où de gros efforts doivent être entrepris pour renforcer les institutions internationales de gouvernance.

Les principaux intervenants de la rencontre de la semaine dernière étaient des officiels ou des spécialistes en provenance du Brésil, d'Arabie Saoudite, du Japon, de Turquie, du Togo, de Bolivie, de Corée du Sud, d'Inde, d'Israël, d'Algérie, d'Égypte, du Sénégal, du Mexique et de Mongolie, avec une importante représentation russe non officielle.

Les grands États européens étaient particulièrement bien représentés, aussi bien au niveau officiel que semi-officiel, tout comme le FMI, la Ligue arabe et l'Agence internationale de l'énergie. Curieusement, ce ne fut pas le cas des États-Unis malgré un engagement au « plus haut niveau ».

Aujourd'hui, les États-Unis sont largement considérés comme étant la plus grande partie du problème mondial actuel. Il convient de savoir comment définir de nouvelles institutions internationales de coopération et de « gouvernance ». Washington avait l'habitude de le faire seul mais une grande partie du monde s'agite.

Les gens parlent de « monde multipolaire ». Et la raison pour laquelle les Européens ont pris la tête des initiatives en vue du développement du nouveau dialogue international est tout simplement que l'Union européenne est désormais considérée dans le monde entier comme le modèle moderne d'institutions internationales démocratiques.



Memo diplomatique : l'Europe aime toujours Obama mais le doute s'installe

De **Steven Erlanger**, *The New York Times*, 2 novembre 2009



MARRAKECH, Maroc — L'élection de Barack Obama est apparue aux yeux de la plupart des Européens comme une excellente nouvelle, marquant la fin de l'unilatéralisme dont a fait preuve l'ancien président George W. Bush et de son indifférence envers l'opinion de ses alliés.

Mais après neuf mois de présidence Obama, le doute plane de nouveau sur les relations transatlantiques. L'Europe et les États-Unis restent, du moins en partie, en désaccord sur l'Afghanistan, le Moyen-Orient, l'Iran et le changement climatique.

De nombreux Européens pensent que Barack Obama ne s'est pas assez démarqué de la politique de l'administration Bush qu'ils rejettent. De leur côté, certains Américains trouvent que les Européens sont trop passifs et qu'ils regardent le président Obama se débattre avec des problèmes difficiles comme ceux de l'Afghanistan et du centre de détention de Guantánamo, sans lui apporter d'aide significative.

Plusieurs de ces questions seront au cœur de la rencontre entre les États-Unis et l'Union européenne qui se tiendra à Washington à partir de mardi sous la présidence de Barack Obama, et elles viennent de faire l'objet de débats au cours de la World Policy Conference organisée par l'Institut français des relations internationales ce week-end à Marrakech.

Le président Obama reste populaire auprès des Européens mais un haut responsable européen s'est dit inquiet d'une désaffection naissante. Selon lui, « ce phénomène est dangereux car nous ne devons pas entrer dans une spirale de mécontentement réciproque ». Il ajoute que ces généralisations sont sans grand fondement mais les critiques vont bon train clamant que « les États-Unis pensent que les Européens ne veulent rien faire pour aider tandis que les Européens estiment que les États-Unis sont naïfs et n'en font pas assez ».

Un autre officiel européen considère que « malgré tout le débat sur le multilatéralisme » et l'aide apportée par l'Europe et les troupes de l'OTAN dans la guerre contre les Talibans (faisant plus de 500 morts côté européen), l'Afghanistan reste l'affaire des Américains. Il dit aussi que « les Européens attendent patiemment que Washington définisse une politique future pour l'Afghanistan ».

Sur l'Iran, les Européens, et particulièrement les Français, s'inquiètent de voir Barack Obama passer outre le principe défini par le Conseil de sécurité des Nations unies, visant à empêcher Téhéran de poursuivre l'enrichissement d'uranium, au profit d'un accord de pourparlers plus larges avec l'Iran sur des questions régionales et bilatérales.

Le président français Nicolas Sarkozy a été jusqu'à sermonner le président Obama en public au cours de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue en septembre en déclarant : « Je soutiens la main tendue par les États-Unis. Mais qu'en a retiré la communauté internationale si ce n'est la poursuite de l'enrichissement de l'uranium et de nouvelles centrifugeuses ? »

Une grande partie du problème vient des Européens eux-mêmes, a déclaré Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères. Il a ajouté : « Pour Obama, l'Europe n'est pas une priorité, pas un problème, pas une solution à ses difficultés », et « Obama garde ses distances et une certaine hauteur » vis-à-vis des leaders européens. « Mais ce n'est pas une raison suffisante, pour les Européens, d'agir en spectateurs » des efforts de Barack Obama pour résoudre les problèmes. « Je pense que nous devons l'aider », a-t-il encore ajouté.

Les nations européennes ne se sont pas précipitées pour aider le président Obama à relever les défis majeurs de son programme. Jusqu'à présent, elles n'ont fait qu'accepter d'accueillir quelques détenus du centre de détention de Guantánamo que Barack Obama s'est engagé à fermer d'ici un an. Par ailleurs, les pays européens membres de l'OTAN ont également mis du temps à fournir une aide supplémentaire pour l'Afghanistan, en partie parce que de nombreux Européens sont fermement opposés à cette guerre et aussi parce que Washington n'a pas encore défini de stratégie nouvelle et convaincante pour parvenir à la victoire.

Jean-David Levitte, conseiller diplomatique de M. Sarkozy et ancien ambassadeur de France aux États-Unis, a déclaré que l'Europe restait néanmoins le meilleur allié de Washington. L'élection de Barack Obama a réjoui les Européens et « a transformé l'image des États-Unis en seulement quelques mois ». Il a ajouté : « Nous nous sentons tous concernés par les États-Unis. »



Les Afriques

Switzerland • 1/11/09

Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales, parle de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale et de la Françafrique... A l'occasion de la deuxième édition du World Policy Conference, tenu du 30 au 1er novembre à Marrakech, en présence de représentants de 33 pays, nous avons rencontré Thierry de Montbrial, président fondateur.

Le Figaro

France • 2/11/09

La France a des idées pour rénover la gouvernance mondiale. Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique du président Sarkozy, les a exposées samedi soir à Marrakech dans le cadre de la 2^e World Policy Conference (WPC), qui a réuni plus de 120 participants venus de trente pays, à l'initiative de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

The New York Times

United States • 1/11/09

Many Europeans argue that Mr. Obama has not broken clearly enough with Bush administration policies that they dislike, while some Americans argue that the Europeans are too passive, watching Mr. Obama struggle with difficult issues, like Afghanistan and the detention center at Guantánamo Bay, without providing much substantive help. Many of these concerns will be central to the United States-European Union meeting in Washington beginning Tuesday that Mr. Obama will lead, and they were the subject of debate at a World Policy Conference run by the French Institute of International Relations in Marrakech over the weekend.

elEconomista.es

Spain • 1/11/09

El ex presidente de la Generalitat Jordi Pujol dicta esta tarde una conferencia en la II World Policy Conference, que se realiza desde el viernes hasta hoy domingo en Marraquech (Marruecos), donde hablará sobre el papel de las regiones. Según informaron a Europa Press fuentes de CiU, el congreso está organizado anualmente por el Institut Français des Relations Internationales (Ifri), una entidad de debate sobre los retos en el mundo, y que dirige Thierry Montbrial.

Al Marrakchia

Morocco • 10/10/09

وأشار المنظمون إلى أن المؤتمر، الذي يجمع رجال سياسة ومسؤولي منظمات دولية ورؤساء مقالات كبرى وخبراء وباحثين، يشكل مناسبة لتبادل الأفكار حول الحكامة العالمية في جميع جوانبها وخاصة منها الجيوسياسية والاقتصادية والبيئية.

РИА Новости

Russia • 30/10/09

Маргарита Кислова. Представители 30 стран мира, а также международных организаций, бизнесмены, эксперты и исследователи обсудят на Второй конференции по глобальному управлению (World Policy Conference/WPC) вопросы мировой политики во всех аспектах, включая геополитический, экономический и экологический, сообщает в субботу марокканское агентство МАП.

Xinhua

China • 31/10/09

The second World Policy Conference (WPC) started in the Moroccan city of Marrakech Friday with the participation of representatives of 30 countries from the world, state news agency MAP reported. This year's edition of the event gathers over 120 delegates from different countries, organizers said. Meanwhile, major international firms will take part in the event, especially those being active in the energy, finance, health, industry and development sectors.

서울 = 뉴스와이어

Korea • 30/10/09

한승수 전 총리는 모로코 마라케쉬에서 개최되는 제2차 세계정책회의(10.30-11.1)에 참석하여, '녹색성장'을 주제로 기조연설을 할 예정이며, 동 회의 참석계기 2010년 한-스페인 수교60주년, 2011년 한-포르투갈 수교50주년을 앞두고 양국과의 우호협력관계 증진을 위해 대통령특사로 11.2(월)-6(금)간 포르투갈 및 스페인을 방문할 예정이다. ※ 세계정책회의(World Policy Conference)는 프랑스 국제관계 연구소(IFRI)에서 주관

Kuwait News Agency

Kuwait • 29/10/09

القاهرة - 29 - 10 (كونا) - يتوجه الأمين العام لجامعة الدول العربية عمرو موسى السبت المقبل الى مدينة مراكش المغربية في زيارة تستمر عدة أيام يشارك خلالها في فعاليات مؤتمر السياسة العالمية الذي ينظمه المعهد الفرنسي للعلاقات الدولية. وذكر المتحدث باسم الأمين العام لجامعة الدول العربية المستشار عبد العليم الأبيض في تصريح صحافي اليوم أن عددا كبيرا من المسؤولين الدوليين سيشارك في المؤتمر الذي يستمر لمدة يومين .

Bernama

Malaysia • 1/11/09

من جهته، حذر الرئيس المؤسس لـ «مؤتمر السياسة الدولية»، مدير المعهد الفرنسي للعلاقات الدولية، السيد تيري دو مونتريال، من تداعيات الأزمة الاقتصادية والمالية، التي تشكل في نظره بداية لسلسلة أزمات أكثر خطورة، مشيرا إلى أنه «لا يمكن لأي أحد التكهن بعدد السنوات التي نلزمنا إعادة وضع النظام الاقتصادي على المسار الصحيح».

Al Hayat

Saudi Arabia • 2/11/09

وقال اركادي دفوركوفيتش وهو مستشار بارز لميديفيدف في مؤتمر السياسة الدولية في مراكش: «لا نزال متفائلين في شأن توقيع اتفاق جديد هذا العام والذي سينطوي على تقدم كبير للعالم في هذه المسألة». وأضاف في وقت متأخر من مساء السبت: «لدينا الآن حوار جيد وبناء للغاية في شأن المسألة. اعتقد أن العقبان اغلبها فني وبوسعنا إتمام الأمر في الوقت المناسب».

Al Youm

Algeria • 29/10/09

موسى فى مراكش السبت لمقبل

يتوجه الأمين العام لجامعة الدول العربية عمرو موسى، السبت المقبل، إلى مراكش للمشاركة في فعاليات مؤتمر السياسة العالمية بدعوة من المعهد الفرنسي للعلاقات الدولية، وبمشاركة عدد من المسؤولين

۲

۱۷

PARTENAIRES &
ORGANISATEUR





SPONSORS



Le groupe OCP fournit du phosphate, l'un des trois nutriments clés pour la fertilisation des sols, depuis plus de 80 ans, et est un des acteurs majeurs du développement au Maroc. Le groupe représente 15 à 20 % de la totalité des exportations du pays avec un effet social considérable sur 80 000 à 100 000 familles. Il s'agit d'une entreprise mondiale avec des capitaux sur 4 continents et une présence commerciale sur 5 continents.



Le Crédit populaire du Maroc (CPM) a pour objet d'encourager le développement des petites et moyennes entreprises, les entreprises artisanales, industrielles et de service en allouant des prêts à court, moyen et long terme. Il contribue au déploiement de l'épargne et de son utilisation dans les régions où elle est collectée et à la promotion d'activités locales et bancaires.



Total, la 5^e plus grande compagnie pétrolière et gazière intégrée et cotée en bourse, est aussi un acteur majeur dans le secteur des produits chimiques. Elle compte des exploitations dans plus de 13 pays sur 5 continents et environ 97 000 employés. La stratégie du groupe implique le déploiement d'un modèle de croissance durable combinant l'acceptabilité de ses activités avec un programme soutenu d'investissements rentables.



Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge extrait ses ressources au cœur de la terre pour produire des matériaux au cœur de la vie. Présent dans 79 pays, le groupe répond à la demande mondiale en logements et infrastructures et est guidé par les besoins de ses clients, de ses actionnaires, des communautés locales et des architectes.



NOVARTIS

Novartis fournit des solutions de santé qui font face aux besoins en évolution des patients et des sociétés, et offre ainsi un portefeuille diversifié de médicaments innovants, de génériques économiques, de vaccins préventifs, d'outils de diagnostic et de produits de santé vendus sans ordonnance. Basée à Bâle en Suisse, Novartis est la seule compagnie en position de leader dans chacun de ces domaines, et emploie environ 99 000 collaborateurs à plein temps dans plus de 140 pays.



En juin 2005, la Fondation Zinsou a ouvert ses portes à Cotonou, Bénin. Tout d'abord principalement un lieu d'exposition pour les artistes africains, elle a vu ses horizons s'élargir et son action se renforcer au cours des quatre dernières années. Son action est aujourd'hui aussi bien culturelle, pédagogique que sociale.



Le groupe EFG est un groupe bancaire international organisé en deux pôles : d'une part, EFG International, pôle mondial de banque privée et de gestion d'actifs dont le siège est à Zurich en Suisse, et qui est coté au SIX Swiss Stock Exchange ; et, d'autre part, le pôle Eurobank EFG, un des plus grands groupes bancaires en Grèce, coté au Athens Stock Exchange (EUROB).

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PricewaterhouseCoopers est la plus importante société internationale spécialisée dans les assurances aux entreprises, les services fiscaux et de conseil pour des clients des secteurs privé et public. Elle fédère les sociétés en réseau de PricewaterhouseCoopers International Limited, chacune d'elles étant une entité légale indépendante et distincte.



Mérieux Alliance, la holding familiale d'Alain Mérieux, comprend quatre entreprises dédiées à la santé publique dans des domaines tels que la prévention, les diagnostics, les pronostics, le traitement et le suivi médical : Bio Mérieux et Transgene en France, et Silliker et ABL Inc. aux États-Unis. Elle emploie 10 000 personnes dans le monde.



Fondée à Trieste en 1831, Generali Assurances est la maison mère d'un groupe international intervenant dans 64 pays et dont les opérations clés sont concentrées en Europe continentale. Au fil des ans, le groupe a étendu ses opérations en Europe centrale et en Europe de l'Est ainsi qu'en Asie, et est classé au 3^e rang des assureurs européens.

MÉDIAS

LE FIGARO

Le groupe Figaro est un groupe de presse présent à la fois sur supports papier et numérique. Son fer de lance est *Le Figaro*, le premier quotidien en France. Il publie des magazines hebdomadaires axés sur le journalisme d'investigation, le lectorat féminin et les programmes de télévision. Le site Lefigaro.fr est le premier site français d'actualités en ligne. Le groupe comprend également des sites web sur le sport, l'économie, la météorologie et les petites annonces.

L'EXPRESS

L'Express est le premier hebdomadaire d'actualité sur le marché français. Chaque semaine, son équipe de journalistes primés étudie, dévoile et analyse l'actualité, appliquant les valeurs phares établies par ses fondateurs, Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber, il y a près de soixante ans : modernité, opinions, indépendance. De paire avec son site web réputé, *L'Express* accompagne désormais ses lecteurs à chaque instant de la journée en leur offrant un regard neuf et pertinent.



France 24 est la chaîne française d'informations internationales diffusant 24H/24, 7j/7, en trois langues : français, anglais et arabe. Elle offre un regard français sur les événements internationaux actuels grâce à une diversité d'opinions, à des débats et à la confrontation de points de vue. La chaîne est disponible sur les principales positions satellites et offres de diffusion numérique dans plus de 100 millions de foyers en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et sur la côte est des États-Unis.



Al Jazeera, dont le nom signifie en arabe « l'île » ou « la péninsule », en référence à son statut d'unique réseau indépendant d'information au Moyen-Orient, est un réseau de télévision dont le siège est à Doha au Qatar. Lancée à l'origine comme une chaîne de télévision satellite d'information et d'actualités en arabe portant le même nom, Al Jazeera s'est depuis développée en un réseau comprenant de multiples points de diffusion, dont Internet et des chaînes de télévision spécialisées multilingues dans de nombreuses régions du monde.



Organisateur

Institut français des relations internationales



L'Institut français des relations internationales (Ifri), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. En 2009, pour la troisième année consécutive, l'Ifri est classé par l'Université de Pennsylvanie dans les dix premiers *think tanks* les plus influents au monde, en dehors des États-Unis.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action (*policy-oriented*), se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.

Thierry de Montbrial
Directeur général

Song-Nim Kwon
Chargée de mission auprès
du directeur général

Nicolas de Germay
Délégué général

Presse/Média
FD – Financial Dynamics France

Réalisation de l'événement au Maroc
LTB – Le Team-Briefing

Contact:

Dr. Song-Nim Kwon: +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail: kwon@worldpolicyconference.com





Crédits

Responsables éditoriaux
Philippe Moreau Defarges et Song-Nim Kwon

Crédits photos
Abderrahim Annag et Le Team-Briefing

Réalisation
Éditions Trocadéro – Paris

Imprimé en France – Février 2010

العلماء



27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France

Tel.: 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0) 1 40 61 60 60

www.ifri.org